SOUS LA DIRECTION DE

Sélim ABOU (1928-)

anthropologue, recteur émérite, Université Saint-Joseph, Beyrouth, Liban,
titulaire de la Chaire "Louis D. - Institut de France"
d'anthropologie interculturelle.

(2004)

Le défi euro-méditerranéen: *pour un partenariat des deux rives.*

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole. Courriel: rtoussaint@aei.ca, à partir de :

Sous la direction de Sélim ABOU, s.j. (1928-)

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives**

Conférence internationale organisée par la Chaire Louis D- Institut de France d'anthropologie interculturelle, 29-30 octobre 2004. Beyrouth : Les Presses de l'Université Saint-Joseph, 2005, 199 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 12 avril 2011 de diffuser le texte de cette conférence ainsi que plusieurs livres dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : sabou@usj.edu.lb

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 4 janvier 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Sous la direction de
Sélim ABOU

**Le défi euro-méditerranéen:
*pour un partenariat des deux rives.***

Conférence internationale organisée par la Chaire Louis D- Institut de France d'anthropologie interculturelle, 29-30 octobre 2004. Beyrouth : Les Presses de l'Université Saint-Joseph, 2005, 199 pp.

[7]

Table des matières

Quatrième de couverture

Intervenants

PREMIÈRE SÉANCE

Ouverture du colloque

René CHAMUSSY

Sélim ABOU

Conférence inaugurale

"L'Europe et la Méditerranée dans l'histoire."

Joseph MAÏLA

Première table ronde

Président de séance : Pierre FARAH

"Trois mille ans de civilisation euro-méditerranéenne."

André LARONDE

"L'Europe et la Méditerranée à la fin de l'Empire ottoman."

Henry LAURENS

"Puissance et instabilité au cœur de la Méditerranée."

Bertrand BADIE

DEUXIÈME SÉANCE

Conférence

"Diversité des cultures et droits de l'homme en Méditerranée."

Sélim ABOU

[8]

Deuxième table ronde

Président de séance : Mounir CHAMOUN

"Les tentations de l'Europe : hésitations Nord-Sud."

Pierre VALLAUD

"L'Europe vue du Sud."

Abdou FILALI-ANSARI

"Conflits et solidarités."

Franco MISTRETTA

TROISIÈME SÉANCE

Conférence

"État de la Méditerranée, Méditerranée des États."

François-Xavier DE DONNEA

Troisième table ronde

Président de séance : Mme Mona KHALAF

"Exception culturelle et coopération culturelle."

Abderraouf A. OUNAÏES

"Coopération économique et gouvernance en Méditerranée."

Nasser SAÏDI

Conférence de clôture

"L'Europe de la Méditerranée aux confins de l'Oural."

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

En octobre 2004 s'est tenue à Beyrouth une conférence internationale sur le thème « Le défi euro-méditerranéen : Pour un partenariat des deux rives » organisée par la Chaire d'anthropologie inter-culturelle de l'Université Saint-Joseph. Cette conférence s'inscrit dans la continuité d'une première conférence en 2003 qui avait pour thème « Dialogue des cultures et résolution des conflits : Les horizons de la paix ».

En Méditerranée, il est vrai, les conflits sont aujourd'hui loin d'être résolus et l'horizon de la paix semble s'éloigner mais le partenariat euro-méditerranéen représente un défi et un espoir.

L'Union européenne, dont la vocation méditerranéenne est renforcée par l'entrée en son sein de nouveaux partenaires comme Malte et Chypre, par le désir d'intégration de la Turquie, ou par les accords passés avec des États comme le Maroc, la Tunisie ou le Liban, se doit de développer une politique cohérente dans laquelle cet espace jouera à plein un rôle majeur.

Avec la Méditerranée, l'Europe retrouve une place entière dans les relations internationales frappées par l'unilatéralisme américain. Elle devient, en effet, un lien essentiel entre une Afrique en désarroi et un Proche-Orient frappé de plein fouet par les confrontations du moment.

Le présent colloque s'articule autour de trois thématiques. La première, intitulée *Mémoires de la Méditerranée*, est d'ordre géo-historique. Elle rend compte de l'histoire des relations entre l'Europe et le bassin méditerranéen, une histoire commune en dépit des conflits qui l'ont jalonnée. La deuxième, *La Méditerranée, des Méditerranées*, relève du domaine politique et culturel. Elle vise la diversité des traditions culturelles des pays méditerranéens, leurs différences et leur complémentarité, ainsi que l'aspiration de leurs peuples à la démocratie. La troisième, *État de la Méditerranée, Méditerranée des États*, se réfère au domaine économique et culturel et s'attache surtout aux projets de coopération en cours d'élaboration dans le cadre de la « politique européenne de voisinage ».

[5]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

INTERVENANTS

[Retour à la table des matières](#)

Sélim ABOU

Recteur émérite de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, Titulaire de la Chaire Louis D - Institut *de France* d'anthropologie interculturelle.

Bertrand BADIE

Professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP).

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE

Secrétaire perpétuel de l'Académie française.

René CHAMUSSY

Recteur de l'Université Saint-Joseph.

François Xavier DE DONNEA

Ministre d'État, membre de la Chambre des Représentants, président de la Commission des finances et du budget, Belgique.

Abdou FILALI-ANSARI

Directeur de l'Institut pour l'étude des civilisations musulmanes, Université Aga Khan, Londres.

André LARONDE

Professeur à l'Université Paris IV, Membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres.

Henry LAURENS

Professeur au Collège de France.

[6]

Joseph MAÏLA

Recteur de l'Institut Catholique de Paris.

Franco MISTRETTA

Ambassadeur d'Italie au Liban.

Abderraouf A. OUNAÏES

Diplomate, ancien Ambassadeur, Tunisie.

Nasser SAÏDI

Ancien Ministre de l'Économie, ancien Premier vice-Gouverneur de la Banque centrale, Liban.

Pierre VALLAUD

Directeur des Éditions de la Réunion des Musées nationaux à Paris.

[9]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

PREMIÈRE SÉANCE

[Retour à la table des matières](#)

[9]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

PREMIÈRE SÉANCE

Ouverture du colloque

René CHAMUSSY, recteur de l'Université Saint-Joseph.

Sélim ABOU, recteur émérite de l'Université Saint-Joseph de
Beyrouth, Titulaire de la Chaire Louis D - Institut *de France* d'anthro-
pologie interculturelle.

[Retour à la table des matières](#)

[11]

René CHAMUSSY s.j.

Recteur de l'Université Saint-Joseph. Né à Lyon le 15 décembre 1936, de nationalité française, vit au Liban depuis 1969. Après des études de philosophie, de lettres et de théologie, il opte pour la sociologie, et c'est dans cette discipline qu'il obtient en 1995 le DEA et en 2002 le Doctorat. Directeur de la revue *Travaux et jours* (1972-1976), Directeur du Centre d'accueil et d'information de l'USJ (1978-1985), Chef du Département de sociologie et d'anthropologie (1985-1995), Directeur de l'Institut de langues et de traduction (1989-1995), Vice-Doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines (1993-1995), Doyen de la FLSH (1995-2000), Vice-Recteur aux ressources humaines (2000-2003).

Auteur de nombreux articles publiés dans les revues *Travaux et Jours* (Beyrouth), *Études* (Paris), *Civilita Cattolica* (Rome), *The Month* (Londres), on lui doit quatre numéros parus dans la série « Chroniques Politiques » des *Annales de sociologie et d'anthropologie* de la FLSH. Il a obtenu le Prix de l'Association France-Liban 1982 pour son livre *Chronique d'une guerre : Le Liban, 1975-1977*.

[Retour à la table des matières](#)

La thématique proposée cette année par le P. Sélim Abou, titulaire de la Chaire Louis D - Institut de France d'anthropologie interculturelle, est impressionnante à bien des titres. Elle nous contraint en effet à affronter des problèmes qui ne sont pas simples : celui de l'Europe en soi qui provoque actuellement les vagues que l'on sait, celui des

pays de la Méditerranée qui n'est pas des plus lumineux non plus, celui de la relation entre ces deux entités enfin, une relation lourde d'histoire et dont les inspirateurs de cette conférence internationale veulent sceller le sort dans un avenir plein de promesses.

Comment parler en effet de l'Europe en soi alors qu'elle se résume pour ceux qui l'habitent à ces deux questions qui hantent les discours de chacun : quelle constitution pour une telle entité ? Quelle limite pour un tel ensemble ? Ou de façon plus brutale : comment s'entendre entre grands et petits pays ? Quelle place pour la Turquie en ce rassemblement ? A ces questions, chacun répond, certes, à sa façon. Mais il ne fait pas de doute que de telles questions alourdissent le climat et détournent l'attention de cette « politique de voisinage » déjà entérinée [12] par les accords euro-méditerranéens et qui ne peut que nous intéresser ici au plus haut point.

Même si, comme nous le laissons entendre les problèmes ne manquent pas pour ces pays de la Méditerranée. Car parler de la Méditerranée, c'est parler de la Turquie bien sûr, mais ce devrait être aussi parler des Balkans qui émergent à peine de leur chaos : c'est parler aussi du Maghreb, de l'Égypte et du Machreq, étranges facettes d'un monde arabe si diversifié, quoiqu'il en dise parfois ou quoiqu'il apparaisse de facto : c'est parler enfin de ce conflit israélo-palestinien porteur de tant de drames humains et source, pour ceux qui en traitent, de tant de mensonges et d'hypocrisie.

Mais, voilà, ce qui compte aujourd'hui, c'est de penser la rencontre de tant de menaces et de tant de promesses. Nous pouvons être sûrs que tous ceux qui auront à intervenir sauront jeter quelques lumières sur ces problématiques. Ils nous aideront, comme ils aideront les responsables en ces affaires à mieux voir clair et à pouvoir discerner les chemins du salut pour tant de peuples déchirés.

Quant à l'Université Saint-Joseph, elle ne peut que se sentir très impliquée par tout ce dont est porteur un tel colloque. Enracinée en cette région, elle n'a fait que s'ouvrir à tout ce que pouvait offrir le monde européen. Recteur, le P. Abou l'avait souhaité en invitant l'Université à s'approprier le système universitaire européen, en la dotant aussi d'une Chaire Jean Monnet qui vient maintenant de se voir dotée

du titre de « Centre d'excellence ». Autant de raisons qui ne peuvent que nous rendre très attentifs à tout ce qui pourra se dire ici.

En ces temps de détresse pour le Liban comme pour le monde arabe en son ensemble - et l'Irak n'est pas loin de nous ! -, l'Europe doit redécouvrir le rôle qu'elle a à jouer. Une Europe qui ignorerait la Méditerranée ne serait d'ailleurs plus l'Europe, nous le savons tous. Puissent les échanges qui vont suivre, nous aider à voir plus clair en ces affaires.

Merci.

[13]

Sélim ABOU s.j.

Né en 1928. En 1946, il entre chez les jésuites. Docteur ès lettres en 1961, Doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth de 1977 à 1992, Recteur de l'Université Saint-Joseph de 1995 à 2003. Sélim Abou est philosophe et anthropologue. Il est directeur des Presses de l'Université Saint-Joseph et titulaire de la Chaire « Louis D. - Institut de France » d'anthropologie interculturelle.

Ses principales publications : *Enquêtes sur les langues en usage au Liban* (1961), *Le bilinguisme arabe français au Liban* (1962), *Liban déraciné. Immigrés dans l'autre Amérique* (1978), *Béchir Gemayel ou l'esprit d'un peuple* (1984), *Retour au Parana. Chronique de deux villages guaranis* (1993), *La « République » jésuite des Guaranis* (1995), *L'Identité culturelle* suivi de *Cultures et droits de l'homme* (2002), *Les libertés* (2003).

[Retour à la table des matières](#)

Messieurs les Ambassadeurs

Messieurs les Ministres

Monsieur le Recteur

Mesdames, Messieurs

En octobre 2003, la Chaire d'anthropologie interculturelle a organisé une conférence internationale sur le thème *Le dialogue des cultures et la résolution des conflits : les horizons de la paix*. (Vous en trouverez les Actes à l'entrée de l'amphithéâtre). C'était une problématique générale, sans frontières, non circonscrite à une région don-

née. Cette année nous avons voulu envisager les mêmes problèmes dans une perspective déterminée, celle des relations entre l'Union européenne et les pays de la Méditerranée orientale et méridionale.

En Méditerranée, il est vrai, les conflits sont aujourd'hui loin d'être résolus et l'horizon de la paix semble s'éloigner. Mais en dépit et au-delà de l'interminable guerre israélo-palestinienne, des conflits interethniques répétés dans la zone balkanique, des massacres persistants en Algérie et de la mainmise obstinée de la Syrie sur le Liban, le partenariat euro-méditerranéen représente un défi et un espoir.

[14]

L'Union européenne, dont la vocation méditerranéenne est renforcée par l'entrée en son sein de nouveaux partenaires comme Malte et Chypre, par le désir d'intégration de la Turquie, ou par les accords passés avec des États comme le Maroc, la Tunisie ou le Liban, se doit de développer une politique cohérente dans laquelle cet espace jouera à plein un rôle majeur.

À côté d'une Europe tournée vers son centre, vers le Nord et vers l'Est, il y a une place décisive pour une Europe orientée vers la Méditerranée. Avec la Méditerranée, l'Europe retrouve une place entière dans les relations internationales frappées par l'unilatéralisme américain. Elle devient, en effet, un lien essentiel entre une Afrique en désarroi et un Proche-Orient frappé de plein fouet par les confrontations du moment.

Dans ce contexte, les aspects interculturels, faits non du choc des civilisations, mais de leur rencontre, sont un des aspects fondamentaux. Fondés sur une stratification d'apports divers en provenance de traditions spécifiques, ils doivent être à la base d'une construction volontariste, dont les racines culturelles communes seront les chevilles ouvrières et les caractères particuliers autant d'enrichissements mutuels.

Le présent colloque s'articule autour de trois thématiques. La première, intitulée *Mémoires de la Méditerranée*, est d'ordre géo-historique. Elle rend compte de l'histoire des relations entre l'Europe et le bassin méditerranéen, une histoire commune en dépit des conflits qui l'ont jalonnée. La deuxième, *La Méditerranée, des Méditerranées*,

relève du domaine politique et culturel. Elle vise la diversité des traditions culturelles des pays méditerranéens, leurs différences et leur complémentarité, ainsi que l'aspiration de leurs peuples à la démocratie. La troisième, *État de la Méditerranée, Méditerranée des États*, se réfère au domaine économique et culturel et s'attache surtout aux projets de coopération en cours d'élaboration dans le cadre de la « politique européenne de voisinage ».

Mesdames et Messieurs :

Il me reste à vous souhaiter la bienvenue au nom de la Chaire « Louis D - Institut de France » d'anthropologie interculturelle, à vous remercier de votre présence et de votre participation, à vous souhaiter enfin un fructueux colloque.

[15]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

PREMIÈRE SÉANCE

Conférence inaugurale

**"L'Europe et la Méditerranée
dans l'histoire."**

Joseph MAÏLA
Recteur de l'Institut Catholique de Paris.

[Retour à la table des matières](#)

[17]

"L'EUROPE ET LA MÉDITERRANÉE DANS L'HISTOIRE."

Joseph Maïla

Joseph Maïla est né à Beyrouth, Liban. Docteur en Philosophie. Docteur en Sciences sociales, il est Lauréat de l'Institut d'études politiques de Paris (IEP). Il a été Vice-Doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, puis Doyen de la Faculté des sciences sociales à l'Institut Catholique de Paris. Professeur de sociologie et de philosophie politiques, il a dirigé le Master de « Sociologie des conflits » à la Faculté des sciences sociales et économiques. Il a fondé et dirigé le Centre de recherche sur la paix (CRP) de l'Institut Catholique de Paris et l'Institut de formation à la médiation et à la négociation (IFOMENE), partenaire en particulier du Barreau de Paris. En juin 2004, il a été élu Recteur de l'Institut Catholique de Paris.

Joseph Maïla est membre des Comités de rédaction des revues *Esprit* et *Études*. Spécialiste des questions du monde arabe et de l'islam, il a publié notamment une étude sur l'Accord de Taëf (Oxford, 1991). Son dernier ouvrage écrit avec Mohammed Arkoun, *De Manhattan à Bagdad. Au-delà du Bien et du Mal*, est paru en février 2003, à Paris, chez Desclée de Brouwer.

Le partenariat euro-méditerranéen pose aujourd'hui des questions redoutables. Ces questions ne se laissent pas appréhender uniquement comme des obstacles sur la voie du développement ou seulement comme des inégalités. Elles tiennent aussi du défi : celui de penser l'unité d'une région vouée à conjuguer la contiguïté culturelle et la continuité spatiale. Car la mer qui sépare est celle-là qui rassemble. Séparés par la mer qui les borde, le nord et le sud de la Méditerranée poursuivent des trajectoires parallèles. Plus qu'à tout autre moment de l'histoire, ils se trouvent pris dans le maelström de bouleversements essentiels qui recomposent en profondeur l'ordre du monde sans être vraiment unis, partenaires inégaux et contraints, voués à la maîtrise d'un même avenir. Nord et sud se trouvent dans un même espace qui les condamne irrémédiablement à un destin existentiel commun, forcés qu'ils sont de vivre ensemble les réalités et les aléas d'une histoire partagée et le poids inégal d'une envahissante mondialisation. Mais ils ne se retrouvent ni dans un processus économique de développement intégré, ni dans des projections sociétales d'intégration. Les sociétés qui les composent [18] font, au Nord, leur unité mais tentent au Sud d'échapper à la guerre, à la pauvreté et à la désintégration qui guettent. Dès lors, comment définir l'espace formé de deux parts de monde séparées par une mer qui est l'élément de leur unité, de leur rassemblement et de leur ressemblance mais tout autant celui de leur différence, de leur divergence et de leur éloignement ?

La Méditerranée est paradoxale. Elle abrite une histoire commune qui s'est déclinée en histoires particulières. Elle a donné naissance à l'idée du Dieu unique qu'honorent aujourd'hui, selon leurs croyances et leurs théologies trois religions. Elle a suscité des empires qui l'ont tour à tour subjuguée, faisant de cette mer de tous une mer privative la *mare nostrum* de ceux qui n'ont jamais souffert de la partager. On ne s'étonnera pas dès lors que la Méditerranée rassemble des peuples riverains qui ont souvent du mal à cohabiter comme voisins. La proximité n'est pas, en elle-même, une raison de vivre ensemble. Vivre en bordure de la mer commune n'implique pas que l'on vive en ouverture, sans rupture avec les pesanteurs du passé et sans que les perceptions du présent ne deviennent les projets d'avenir.

Le but n'est évidemment pas de ressasser sans fin les relations de l'Europe et de l'Orient méditerranéen pour diagnostiquer des impossibilités de coexistence ou, au contraire, pour évoquer des raisons d'espérer. Il est de s'interroger sur ce qui, par-dessus toute histoire emmurée dans les impasses du passé, rend possible le dialogue des deux rives. L'histoire n'est évidemment pas absente d'une réalité qui ne s'explique que par elle. Nul ne peut faire sans elle en Méditerranée. Toutefois si l'on perd de vue les éléments transversaux de culture, les symboles et les modèles d'identités complexes, les traits de cultures qui résultent de tissages et de métissages continus, comment pourrions-nous lire à la fois les blocages du présent et ce qui autorise leur dépassement dans une région qui s'est constituée à la suite, d'une interaction ininterrompue ? En Méditerranée, nous sommes tous des emprunteurs nets, des débiteurs les uns vis-à-vis des autres d'une culture issue de l'acculturation. Nos héritages respectifs sont des emprunts dont nous visitons sans cesse les pistes et les empreintes, dont nous reprenons les symboles et interrogeons les signes. Car nous sommes en Méditerranée les héritiers d'une histoire que nous faisons autant que nous traversons en essayant d'inscrire nos pas dans des routes ouvertes par ceux qui en ont initié le tracé.

[19]

Pour essayer de penser l'Europe et la Méditerranée, je proposerais donc le recours à trois paradigmes que j'utiliserai comme autant de grilles de lecture des relations qui nous ont liés et qui nous lient encore. Le premier paradigme a trait au fonds de connaissances partagées, héritage philosophique et culturel qui s'est constitué par l'apport de toutes les civilisations méditerranéennes et qui, tel un socle commun sédimenté nous permet de comprendre comment une ratio méditerranéenne a été rendue possible. Le second paradigme est celui de la puissance. Il nous permet de lire la rivalité propre aux sociétés du monde méditerranéen qui n'ont jamais cessé de s'affronter. Le troisième, enfin, est celui du partenariat, qui petit à petit s'installe dans le cadre d'une intégration qui, certes, tarde à venir, mais qui représente l'espoir de voir un jour la paix et la coopération prendre toute leur place en Méditerranée.

Le paradigme de la connaissance

Le paradigme de la connaissance a trait à la généalogie symbolique de la Méditerranée. Il compose une unité de problématique dans laquelle nous trouvons nos racines. Il se place sous le signe d'un destin de la pensée méditerranéenne, combinaison originale entre deux traditions : celle du donné de la raison et celle de l'illumination de la foi. La première tradition fut grecque. Elle pense le monde selon les catégories de la raison, elle s'efforce de saisir de l'intelligible dans l'épaisseur du monde. Elle rend le monde pensable en le rendant raisonnable c'est-à-dire digne d'être raisonné et porté en raison. Elle catégorise et ordonne au sens où elle met de l'ordre dans ce qui est donné de manière disparate ou qui apparaît dénué de sens. Elle donne à voir, en définitive, la puissance ordonnatrice de l'esprit humain dans sa recherche incessante de causalité et de lois. Ce destin de la rationalité n'est pas resté solitaire. En Méditerranée, il s'est conjugué avec une autre histoire, celle de la Révélation, irruption de la parole du Dieu unique dans l'histoire des hommes. Un Dieu qui noue avec les hommes une Alliance, et va jusqu'à se faire humain selon le kérygme chrétien du monothéisme. Les peuples qui entrent dans l'Alliance sont la figure à venir d'une humanité unie et réconciliée. La Parole dont ils sont les destinataires s'étend et embrasse les peuples de la terre. Son universalité est l'autre nom de sa vérité. En elle s'avère et se rejoint la particularité de l'inscription historique avec la généralité du message divin.

[20]

Ce paradigme de la connaissance s'est traduit dans des polarités épistémologiques et éthiques multiples. Il est à l'origine de notre problématique du libre arbitre, des rapports entre Dieu, sa création et l'ordre causal du monde. Lui seul permet de penser la puissance et l'importance de l'interrogation morale, de même que la place qu'occupent, dans la réflexion et la méditation, le rapport à autrui, la dignité de la personne humaine ainsi que l'idée, eschatologique, du sens de l'histoire. La rencontre avec la philosophie grecque enclenchera la conciliation entre la foi et la raison sur laquelle travailleront les philo-

sophes du Moyen Âge, philosophes musulmans aussi bien que juifs et chrétiens. Ensemble ils jetteront les bases d'une synthèse de la connaissance d'alors sans laquelle le surgissement de notre modernité resterait incompréhensible.

Cette conjugaison de la ratio et de la fides ne déterminera pas une histoire unique des idées en Méditerranée. Plusieurs trajectoires de pensée en sortiront qui forgeront nos conceptions de la science, de la loi et notre représentation de la finalité du progrès humain.

Ainsi la science, ses représentations et ses modèles, a-t-elle connu des appréhensions contradictoires. Le débat s'était noué à Bagdad au neuvième siècle. Il continuera au Moyen Âge, à la Sorbonne, à Oxford et ailleurs. L'enjeu portait sur le statut d'une rationalité qui affirmait, comme à Bagdad, ses droits de manière péremptoire, emmenée par l'école du kalam mutazilite face à une école fidéiste. Le monde est-il soumis à une nécessité, certes, voulue par Dieu mais qui, une fois établie, laisse libre cours au règne de la loi ? Ou alors, comme le théorise-t-elle l'école de l'atomisme acharite, est-ce l'intervention de Dieu dans sa création, de manière continue, qui tient le monde et le maintient, de sorte que la cause des phénomènes résulte d'une action directe et immédiate de Dieu ? La querelle autour de la réalité des causes secondes et de leur autonomie permet de lire en creux le courant qui, en Occident à partir de Descartes et Malebranche imposera l'idée d'un Dieu créateur, respectueux du déterminisme du monde créé, laissant se dérouler un ordre fait de régularité entre les effets et les causes. À partir de là, deux destins de la science vont se forger. Le premier, le destin occidental, affirmera de plus en plus l'autonomie des sphères et libérera l'ordre de la nature en se prononçant pour l'existence d'une loi indépendante une fois posée par Dieu. Ce déterminisme pensé par une partie de l'école rationaliste islamique aurait donc pu aussi être le destin de la civilisation [21] musulmane si cette dernière avait pu connaître l'élan scientifique et le progrès des sciences qui, dès l'époque de la Renaissance, deviendront le lot de l'Occident.

Destin, également, différent, entre nord et sud, que celui qui tournera autour de la loi. Des conceptions divergentes du droit positif dans son rapport avec la loi divine et la loi naturelle se développeront. Sans entrer dans les débats qui ont marqué la philosophie politique et l'his-

toire des idées, les trajectoires prises par la réflexion juridique détermineront deux représentations du droit. L'occident fera progressivement toute sa place à un ordre du droit normé par le positivisme, la centralité d'une subjectivité source de la loi et des droits et d'un contractualisme tout puissant qui se passera de toute référence à une instance métajuridique. La loi s'arrachera progressivement à un ordre naturel, pensé comme dépositaire de l'ordre des choses, pour ne plus refléter que la volonté libre. La loi s'inscrira dans le nouvel espace ouvert de la volonté générale et le droit naturel, emporté par les Lumières, ne renverra qu'aux droits imprescriptibles attachés à la nature humaine. *Auctoritas non veritas fecit legem*, c'est l'autorité et non la vérité qui fait la loi, écrira Hobbes. En creux se profile le contraste et bientôt le débat avec la part musulmane de la Méditerranée. La référence à la loi divine, voulue et donnée par Dieu aux hommes, instruira un autre état sociétal. La charia aura vocation à réguler les rapports entre les hommes. Pour un courant moderne, fondamentaliste, elle a mission plus englobante puisqu'elle informe aussi l'ordre sociétal tout entier. La confrontation intellectuelle sur les droits de l'Homme entre islam et occident tire son argumentaire et tient ses spécificités des multiples infléchissements dans la réflexion sur la forme et la fonction de la loi et du droit.

Une troisième ligne d'architecture intellectuelle partagée et de fracture conceptuelle, déclinée différemment entre les deux rives, est celle de la représentation de l'histoire. Ou plutôt de ce qui est advenu d'elle. Car pour les uns, cette histoire s'est infléchie en pur progrès. Mesurée à l'aune du progrès économique et matériel et de l'innovation technologique, l'histoire est procès d'accumulation. Ce dernier, loin de se résumer à la création d'une société de la technique, s'est aussi traduit en monde sécularisé aux valeurs hédonistes, consuméristes et de civilisation matérielle. L'orient, lui, qui n'est pas assujéti aussi complètement par le diktat technologique tente une synthèse plus hardie, [22] en s'efforçant de ne pas succomber à la tentation techniciste, matérialiste dit-il, qui fut la réponse de l'occident. Car l'enjeu est de préserver l'âme des sociétés contre l'impérialisme d'un progrès qui ne serait que l'autre nom de la déshumanisation.

Sur la science, la loi et le devenir, la réflexion sourd d'une même problématique des origines. Dans la matrice méditerranéenne s'est donné à penser un projet humaniste. Ce qu'il en est devenu et qui aujourd'hui divise ne doit pas faire oublier ce qui fait sens et qui jadis unissait. Mais comment retrouver cette unité maintenant que l'histoire a figé en parcours ce qui tenait de la posture et de l'inclination ? Héritiers d'une même culture, nous voilà à présent gérants de deux histoires. Au commencement des temps modernes, les Arabes comme les Européens, les habitants du nord de la Méditerranée comme ceux de son sud, étudiaient encore dans les mêmes livres, avaient les mêmes références, celles que leur avaient transmises les Grecs et qu'ils lisaient à la lumière de leur foi. Le retour aux commencements est impossible. Il reste à inventer des chemins partagés d'avenir. Reconnaître nos racines communes, revenir à cette plate-forme conceptuelle qui s'est déclinée de manière différente, c'est tenter de retrouver dans l'histoire des raisons de croire à une rencontre de nos trajectoires. Même si nous ne donnons plus aujourd'hui le même sens aux mêmes mots.

Le paradigme de la rivalité

Le destin de la séparation se laisse, lui, désigner, pour notre malheur, par le même mot : rivalité. Car, la Méditerranée n'est pas seulement un espace de connaissance. Elle a été et reste un lieu de rivalité. Il est impossible de parler de la Méditerranée sans parler des conflits qui la structurent, et qui l'ont structurée. Le paradigme de la connaissance se double en paradigme de la puissance, quand on se remémore ce champ clos des confrontations guerrières que fut la Méditerranée dans l'histoire. Choc des Empires, guerre des États mais aussi destins tragiques de peuples écrasés par la colonisation. Les époques de la subordination l'ont disputée aux temps des échanges. L'hégémonie l'a le plus souvent emporté sur le dialogue. Le regard méditerranéen sur la Méditerranée ne peut plus être le même.

Il existe un premier regard qui tient de la fresque. Il synthétise à sa manière l'histoire. La tentation, ici, est de s'installer dans une [23]

perspective hégélienne de l'histoire et de considérer que ce qui se déroule en Méditerranée, depuis 2 500 ans, donne à voir la marche forcée de l'occident. Fresque que sont tentés de dessiner aussi bien les chantres d'une occidentalisation du monde que leurs détracteurs, tenants du discours des victimes de l'histoire, prompts à voir dans les impasses qu'ils ont aussi contribué à bâtir les survivances encore à l'œuvre d'un monde disparu. De Salamine à Lépante : la même défense obstinée de l'ordre contre la barbarie. Ou de Grenade en 1492 où se joue la fin de l'Andalousie musulmane, à Moudros où fut signé l'armistice qui mettait fin à la première guerre mondiale et annonçait celle de l'Empire ottoman - une autre vision de l'histoire ne voit que reconquête et conquête. Mais cette modalité de lecture est trop simple et fallacieuse.

La fresque tend à penser la mobilisation guerrière comme permanente et son invocation relève d'une invocation du choc des cultures. Des parcours de puissance ont toujours existé en Méditerranée. Ils ont été le fait des Empires et des nations. Chrétienté occidentale et islam se sont longtemps affrontés pour étendre et délimiter leurs espaces. À chaque césure de l'histoire, des représentations contrastées de la civilisation autre se sont insinuées dans l'imaginaire de peuples. Ainsi, la chute de Constantinople, en 1453, a-t-elle installé durablement la peur d'une expansion de l'islam. L'idée d'une montée inexorable de l'islam comme puissance politique et comme civilisation de la puissance a pu alimenter toutes les peurs. Image qui s'inversera, on le sait avec l'expansion européenne et le triomphe d'une modernité inséparable de l'hégémonie. Ce va-et-vient des images et cette succession des pôles de pouvoir renvoient aux oscillations de la puissance. Ils ont préparé la voie à une domination perçue comme occidentale, dont nombre de nos contemporains, au sud de la Méditerranée, considèrent qu'elle se perpétue sous le vocable de mondialisation.

Une deuxième manière d'appréhender la rivalité est de la saisir sous l'angle, plus positif, du trait de culture, de la miniature presque. Attentif à tout ce que les civilisations ont pu apporter, un autre regard, plus anthropologique, interroge la mémoire de la Méditerranée comme une sédimentation d'apports successifs. L'affrontement est ici plus pacifique, si l'on peut dire. Commercial et économique en un pre-

mier sens. Mais le commerce est aussi celui des idées. Les nations transportent et proposent leur génie national. D'une certaine manière, elles s'enrichissent de leur rivalité. En Méditerranée, elles n'ont cessé d'ajouter dans le fonds commun de la civilisation commune le produit de leurs [24] créations propres. Leur rivalité fut ainsi symbolique. Les peuples qui ont fait la Méditerranée n'ont cessé d'être en confrontation culturelle, religieuse et symbolique. Si Rome apporte le droit et la Grèce la philosophie, l'Italie voit triompher son esthétique, la France, ses Lumières et sa conception de la liberté.

Au plan religieux, christianisme, islam et judaïsme ont projeté leur culture et leur spiritualité tout au long de l'histoire. Aujourd'hui, une vision par trop schématique et primaire voit comme un choc au premier degré leur opposition séculaire. Ouvrir (fath) des territoires à l'islam, délivrer le tombeau du Christ, arrêter l'expansion de l'islam ou reconquérir « *eretz Israël* » sont repris comme des thèmes mobilisateurs. L'actualité les habille en guerre des religions et des cultures. Le fanatisme comme la simplicité de certaines analyses en font des motifs premiers. C'est qu'une rivalité mimétique s'est emparée des peuples de la Méditerranée. L'opposition n'est plus seulement entre des politiques de puissance : elle est aussi entre l'efficiencia des influences. Les rivalités de sens entre des cultures dotées de symboliques différentes sont à l'œuvre. Elles représentent un autre aspect de la rencontre des cultures. Il ne dépend que de nous d'en dénoncer l'artifice et l'invocation des faux dieux.

Mais, fresque ou miniature, unité contrainte ou mosaïque obligée, la confrontation, nous place d'emblée sur le terrain incessant des échanges. Elle pose la question du sens de la rivalité. Quel sens, en effet, donner à cette opposition qui s'est nouée dans l'histoire méditerranéenne ? Est-ce seulement le destin de la modernité qui se joue dans cette opposition ? Est-ce un refus obstiné de l'autre ? Ne serait-ce pas, plutôt, l'enjeu de la reconnaissance et de la liberté qui se joue dans le destin de confrontation ? Car à chaque fois, la liberté a été l'autre nom de la rivalité. Une liberté revendiquée durement durant les temps de tutelle et de colonisation. Une liberté que cachent mal les outrances d'une contestation qui se drape dans l'affirmation identitaire ou les remous que suscite la protestation contre l'ordre mondialisé.

Le paradigme du partenariat

Entre la Méditerranée de la culture et de la connaissance et la Méditerranée de la rivalité : il ne nous appartient pas de choisir. Car nous avons d'abord à assumer l'histoire qui est toujours le résultat du travail de l'esprit et des fractures de la violence. Le présent, quant à [25] lui, est prolongement de l'histoire. Il est, comme le passé, combat et parfois démesure. Il donne à voir l'aigre ressentiment du sud contre l'arrogance du nord. Il est signe de l'isolement du sud, de son enfermement et de sa protestation inquiète, comme il pointe et indique les peurs de l'occident. Il reconduit une dialectique pesante et ancestrale faite de suspicion et de subordination. Rien ne nous autorise à y consentir même, et surtout, si des appels guerriers nous invitent à y souscrire.

Il nous faut avant toute chose travailler au dépassement des logiques de cloisonnement qui nous guettent. Le paradigme du partenariat tend à jeter des ponts pour une coopération méditerranéenne. Comment penser cette coopération en Méditerranée ? D'abord en partant d'un constat paradoxal : la Méditerranée du nord et celle du sud ne vivent pas un même temps historique. Le régime de leur mémoire respective n'est pas le même. Nous vivons dans un même monde mais nous vivons dans deux temporalités. La temporalité du Nord est faite de l'oubli de l'histoire de rivalité. Elle pense aujourd'hui dans le cadre d'une logique marchande de production et libérale de circulation des hommes et des biens. Dans une logique sociétale d'intégration aussi. Pour le Nord, il n'y a plus de conquêtes que du seul marché. Certes, la critique du nord est aisée. Elle ne saisit pas pour autant l'ampleur des transformations qui l'agitent. Car, ce qui se construit au nord est fondamentalement un changement de *pôlité*, une mutation de l'espace politique et de sa représentation, un dépassement de l'État-nation qui rend possible et pensable un nouvel espace politique. L'intégration s'achemine au nord, en dépit des aléas qu'elle rencontre, vers la construction d'une nouvelle identité culturelle et politique qui n'est pas

exclusivement commandée par les finalités d'un élargissement marchand.

Le nord projette l'image d'un monde en train de se faire. Au sud, le monde est en train de se défaire. Il se défait de par la faiblesse de la construction étatique, de par la précarité des moyens économiques, du fait également de l'incapacité ou de l'absence de volonté de penser la coopération régionale. La faiblesse du soi politique rend improbable la coopération avec les autres. Pour se dépasser dans un ordre politique semblable à celui de l'Europe, il faut avoir affirmé son identité, développé ses virtualités internes et achevé le parcours de sa propre *politité* en réalisant les valeurs. L'État au sud est encore à réaliser dans le temps même où il est sommé par une mondialisation impérieuse de s'ouvrir. Vue du sud, l'Europe a quelque chose de frustrant. Car c'est [26] un monde qui s'unit, alors que les pays du sud qui partagent des valeurs culturelles semblables sont incapables de les exprimer dans une intégration politique. Les pays du nord ont surmonté leurs différences et leurs divergences ainsi que leur passé sanglant grâce à une volonté politique de rapprochement. Les pays du sud dont les traits de culture, de langue et de religion sont semblables, peinent à coopérer et à s'intégrer régionalement.

C'est pourquoi le partenariat avec le nord ne peut qu'être bénéfique à la construction du sud. Le partenariat est pour le sud une occasion de se constituer. Il ouvre à ce dernier le chemin d'une histoire nouvelle en l'encourageant à s'affirmer dans sa diversité, certes, mais dans une nécessaire unité de destin. Le partenariat crée le partenaire. Il ne l'invente pas, certes, mais l'invite à exister dans la prise de conscience qu'il lui donne de constituer un pôle de dialogue et d'échange. À Barcelone, en 1995, les prémisses d'une telle appréhension de soi ont été jetées. Les fruits de cette rencontre sont encore à venir. Mais comment nier qu'une dynamique a été enclenchée et une voie dessinée qui n'est ni celle de l'hégémonie ni celle de l'aide impérialisée. Elle associe au-delà du rapprochement économique les sociétés civiles. Elle ne participe pas d'un plan imposé de recomposition du sud ni de celui d'une démocratisation forcée et contrainte. Elle trace la voie d'un monde à faire.

Comment ne pas évoquer toutefois, ici, le contraste entre une Europe du dialogue, de l'ouverture et de la coopération et le faible impact de sa politique d'implication politique ? Dans un Moyen-Orient qui brûle, consumé par ses guerres et sa violence, la voix de l'Europe est sollicitée. C'est une puissance d'outre-Méditerranée qui assure pourtant la médiation dans les conflits. C'est elle qui propose les solutions et parfois les imposent. L'Europe n'est pas absente des projets économiques mais son rôle politique paraît en retrait. Il ne faut pas qu'elle se cantonne dans la seule posture de la puissance financière que lui dicte une géopolitique de la proximité. Il lui faut prendre toute sa part dans la résolution des conflits du Moyen-Orient. Et que son apport soit politique et de médiation active.

Les vœux des riverains de la Méditerranée sont, en effet, que la sécurité ne devienne pas le seul aiguillon de la coopération. Après le 11 septembre, la perception du monde paraît déterminée par la seule grille de lecture anti-terroriste. À nouveau, une image négative du monde moyen-oriental s'impose. Elle identifie l'Orient à ses démons supposés. [27] Elle commande des visions manichéennes du monde et amène à de vastes recompositions imposées, telles celles charriées par le projet dit du « Grand Moyen-Orient » du président américain. Dans cette perspective, faire en sorte que cette zone de turbulences soit maîtrisée conduit objectivement à instrumentaliser la démocratie et à l'enserrer dans de vastes desseins de remodelage. Il n'est pas sûr que la démocratie soit gagnante dans le rôle auquel on la confine.

L'Europe et la Méditerranée du sud ont à bâtir une nouvelle histoire. Elle reposera sur un partenariat raisonné qui donne à tous de nouvelles raisons de vivre ensemble. À cette fin une économie de coopération est nécessaire qui soit tournée vers le développement des sociétés du sud. Un deuxième pilier du partenariat repose sur les droits de l'Homme qui ne sont l'apanage d'aucune histoire ni d'aucune civilisation. La dignité et le respect de la personne humaine ne sont pas des impératifs propres à l'Occident. Ce sont les conditions du développement d'États qui se sont élevés sur l'autoritarisme et la dictature et qui sont condamnés à affronter des revendications démocratiques. Un élément encourageant se dégage quand on regarde aujourd'hui vers le sud de la Méditerranée. Quels que soient les déboires politiques des

États de la Méditerranée, l'évolution des sociétés civiles apparaît inéluctable. L'Europe a fait le pari fondé de croire à leur croissance. Dans ces sociétés, des femmes luttent dans leur secteur, professionnel et associatif, pour défendre le respect des droits et des libertés. L'espoir est dans la société civile du sud et dans la coopération qui se dessine avec les sociétés civiles du nord. Le dire c'est revenir à l'esprit de Barcelone. L'espoir est que par-delà les États, par-delà la Méditerranée, les sociétés civiles puissent se parler et qu'elles puissent inscrire l'histoire de leur liberté dans une histoire commune de la Méditerranée.

[29]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

PREMIÈRE SÉANCE

Première table ronde

[Retour à la table des matières](#)

Président de séance : Pierre FARAH

"Trois mille ans de civilisation euro-méditerranéenne."

André LARONDE

"L'Europe et la Méditerranée à la fin de l'Empire ottoman."

Henry LAURENS

"Puissance et instabilité au cœur de la Méditerranée."

Bertrand BADIE

[31]

Pierre FARAH

Pierre Farah a occupé les fonctions de Doyen de la Faculté de médecine à l'Université Saint-Joseph de 1991 à 2003 et de Chef de service de chirurgie générale à l'Hôtel-Dieu de France à Beyrouth de 1991 à 2001. Il crée, au sein de l'Université, l'École doctorale Sciences et santé dont il assume la direction de 2002 à 2003, ainsi qu'un département de médecine de famille. En 2000, à l'occasion du 125^e anniversaire de l'Université, il organise un colloque international : *Les Facultés et Instituts des Sciences médicales face aux impératifs de la Santé au début du XXI^e siècle* dont il publie les actes aux Presses de l'Université Saint-Joseph. Sur le plan international, il a été Président de la Conférence internationale des doyens de médecine d'expression française (CIDMEF) de 1999 à 2001 et membre fondateur de la Société internationale d'éducation médicale en avril 2003.

Nommé Doyen honoraire de la Faculté de médecine de l'Université Saint-Joseph en septembre 2003, il est Président de la Société internationale francophone d'éducation médicale (SI-FEM) depuis juin 2004, membre du Steering Committee du projet euro-méditerranéen EMPHIS (EuroMediterranean Public Health Information System), membre de la Société libanaise de chirurgie générale, membre associé étranger de l'Académie de chirurgie et membre d'honneur de l'Association française de chirurgie. Il est titulaire, au titre de chevalier, de l'Ordre du Mérite français et de la Légion d'honneur.

[Retour à la table des matières](#)

Parlant des *Mémoires de la Méditerranée*, Fernand Braudel, ce grand connaisseur et amoureux de « Mare Nostrum », et qui en dévoile pour nous les balbutiements enrichis d'un savoir encyclopédique, affirme : « Tout le monde dit, tout le monde sait que les premières civilisations sont nées dans la Méditerranée ».

Tout au long de l'histoire, en effet, aussi loin que porte le regard, on ne peut qu'être saisi par la place qu'ont occupée ces premières civilisations et le rôle qu'elles ont joué dans les siècles à venir. Cette Méditerranée, d'abord orientale, du Proche-Orient, va bientôt, au VIII^e siècle, grâce aux ports actifs de Phénicie et des cités grecques, à leurs navires, à leurs marins, réaliser une véritable conquête de la Méditerranée occidentale, y étendre son influence, créant déjà un espace euro-méditerranéen. La Méditerranée, incluse entre trois continents, l'Europe, l'Asie et l'Afrique, deviendra très tôt un des centres vivants [32] de l'univers. Par le génie de ses riverains, par l'émergence sur son pourtour des grands courants de pensée philosophique et des grandes religions monothéistes, elle n'est plus seulement un fait géographique. Elle rayonnera à travers ces continents qui sont pour elle une zone de résonance et se transmuera en un lieu privilégié de rencontres et surtout d'échanges commerciaux, agricoles, culturels, artistiques, philosophiques et religieux qui ont façonné et façonnent encore notre mode de pensée et de vie. Elle est, dans toute la force du terme, comme cela a été dit, « un espace mouvement ». Mais ces échanges, si brillants et fructueux qu'ils soient, ont entraîné des zones de turbulence, des conflits et des guerres où le culturel, le politique et le religieux se sont affrontés et s'affrontent encore, et au cours et à la suite desquels on a vu des empires se construire puis disparaître et le visage de cette région du globe se modifier. Avec le temps, le monde a changé et les lignes de force qui cherchent à le gouverner n'ont plus le même regard sur la Méditerranée.

Le génie de la Méditerranée est-il en danger ? Quel avenir pour l'espace euro-méditerranéen ?

« Il n'y a pas d'Histoire compréhensible vraiment qu'étendue largement à travers le temps entier des hommes » (Fernand Braudel). Pour comprendre les liens qui rapprochent et unissent l'Europe au bassin méditerranéen, les tensions qui les agitent et les risques qu'ils encourrent, il nous faut reprendre l'histoire et consulter les *Mémoires de la Méditerranée*. Car le défi euro-méditerranéen à relever n'est pas seulement de promouvoir ces liens et de porter haut les valeurs que peut receler un partenariat euro-méditerranéen, mais aussi et surtout, et c'est de brûlante actualité, d'éviter que ces valeurs ne soient occultées et ces liens distordus par l'attraction et la tentation du chant des sirènes des grands océans.

[33]

"TROIS MILLE ANS DE CIVILISATION EURO-MÉDITERRANÉENNE."

[Retour à la table des matières](#)

André LARONDE

Né en 1940 à Grenoble. Docteur d'État ès-lettres à Paris IV en 1977, André Laronde est Professeur et Premier Vice-Président de l'Université de Grenoble II depuis 1983 et Professeur d'histoire grecque à Paris IV.

Il occupe également le poste de Directeur de l'Institut d'épigraphie grecque et du Centre de recherche sur la Libye antique. Directeur de la Mission archéologique française en Libye. Fouilles depuis 1976 à Apollonia de Cyrénaïque, à Leptis Magna et Sabratha. Missions de prospection archéologique en Sytique et dans le sud Libyen. Missions de consultant pour l'Unesco au Liban entre 1992 et 1997 (fouilles au centre-ville de Beyrouth) et pour le ministère français des Affaires étrangères au Bangla Desh.

Outre ses nombreux travaux d'histoire, d'épigraphie grecque et de numismatique, André Laronde est l'auteur de plusieurs publications dont *Cyrène et la Libye hellénistique* en 1987. *La Libye et La civilisation hellénistique* publiés tous deux dans la collection « Que sais-je » et un *Précis d'histoire ancien-*

ne paru en 2004, à Paris. Son dernier ouvrage *Prosopographia Cyrenaica* est sous presse.

André Laronde a reçu plusieurs distinctions honorifiques. Il est membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres.

Madame le Secrétaire Perpétuel,
Monsieur le Recteur,
Chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

Lorsque le sujet de mon intervention m'a été proposé, je me suis évidemment interrogé sur la gageure qu'il y aurait à prétendre parler de trois mille ans de civilisation euro-méditerranéenne en quelque vingt minutes. Il est évidemment impensable de dresser un panorama de la période, si bref fût-il, et du reste, quel sens cela aurait-il devant un public aussi cultivé et averti que le vôtre ? Il m'a semblé de loin préférable de vous soumettre quelques réflexions, en partant des termes mêmes de mon argument, qui demeure fondamental dans l'Histoire du monde.

L'ensemble euro-méditerranéen se comprend de lui-même. Chacun a en vue l'aspect des rivages méridionaux de l'Europe. La forme [34] découpée des presqu'îles et des archipels qui forment le sud du continent rend évidente l'interpénétration du milieu européen et du monde méditerranéen. En outre, de grandes vallées fluviales débouchent sur la Méditerranée et constituent autant de voies de pénétration vers le centre et le nord du continent européen : que ce soient l'Axios en Grèce, les voies du fleuve Rioni (le Phase des Anciens) au pied du Caucase, du Dniepr, du Dniestr, du Danube, du Pô, du Rhône ou de l'Ebre en Espagne, autant de grands itinéraires parcourus par les marchands comme par les armées et les envahisseurs. Car les relations qui ont uni ces mondes sont d'avoir été toujours pacifiques.

De nos jours, il est souvent question de dialogue, mais, aussi d'affrontement nord-sud et, en soi, cette notion d'antagonisme n'est pas neuve : elle a éclipsé la notion d'opposition entre Orient et Occident

qui a elle-même un long passé. Déjà Virgile dans *l'Énéide* n'a-t-il pas soulevé l'abîme qui aurait existé entre la Rome d'Octave, fidèle à ses traditions et soucieuse d'échapper aux maléfices de l'Orient de Cléopâtre ? Cette vision est due très largement à la propagande du futur Auguste, qui avait déjà eu le souci, avant 31 av. J.-C., de gommer la réalité du conflit et de masquer autant que faire se pouvait l'affrontement entre deux factieux, Octave et Antoine, chefs de parti au sein d'une guerre civile dont l'enjeu était la maîtrise du monde. La présence de Cléopâtre aux côtés d'Antoine offrait une échappatoire avantageuse. Est-ce à dire qu'Orient et Occident n'avaient pas à être opposés ? La coupure entre les deux bassins de la Méditerranée devrait nous entraîner bien plus haut dans le temps, au deuxième millénaire av. J.-C. Le Nouvel Empire égyptien des Touthmès et des Ramsès était bien centré sur la Méditerranée orientale, avec des liens fondamentaux avec le Proche-Orient. Mais l'importance de ces rapports ne doit pas occulter les contacts avec la Crète, comme l'ont démontré récemment les fouilles de tell el-Daba, dans le Delta. Il est certain que le monde minoen relève de l'Orient méditerranéen, et l'empire égyptien, pas plus que l'empire hittite son grand rival, ou plus tard l'empire assyrien, ne connurent d'expansion vers l'ouest.

Ce fut le mérite des Phéniciens de s'étendre, dès le Xe siècle av. J.C., vers les rivages de la Méditerranée occidentale, en gagnant la Sardaigne, l'Afrique du Nord avec Carthage, et plus loin encore la Bétique, notre Andalousie, en fondant Gadès et en allant même au delà, puisque des recherches en cours démontrent la présence phénicienne au centre du Portugal, dans la région de Setubal.

[35]

Et que dire des Grecs qui, presque immédiatement après l'expansion phénicienne, s'installèrent à partir de 775 av. J.-C. sur tous les rivages qui restaient libres, de la mer Noire au lointain Occident, en passant par les côtes de Cyrénaïque, la Grande-Grèce et la Sicile.

Ces deux présences n'aboutirent pas à la constitution d'empires, puisque les nouvelles fondations tant phéniciennes que grecques, devinrent aussitôt des cités indépendantes, par leur nature même, et sans qu'il y eût de luttes pour l'indépendance. C'est pourquoi le terme de colonisation, qui évoque d'autres réalités pour nous, me paraît peu

approprié : les Grecs d'ailleurs avaient le terme d'*apoikia*, qui veut dire simplement établissement détaché. Les Phéniciens d'Occident, comme les Grecs d'Occident, ont participé entièrement à l'évolution de leurs cultures respectives, dans tous les domaines. Carthage et Syracuse ne furent jamais des reflets de leurs métropoles, mais bien des créations originales. Et ces cités dites à tort coloniales ont participé au grand essor de la culture phénicienne comme de la culture grecque. Ainsi s'est réalisée la première union de toutes les rives de la Méditerranée, avec des pénétrations fort avant dans l'intérieur de l'Europe : certains cultes de Thasos, au nord de l'Égée, étaient reconnus pour Phéniciens par les Grecs, et l'on a des céramiques grecques du Ve s. av. J.-C. à Bourges, au cœur de la France.

Revenons sur la notion de cité. Ces communautés à l'effectif limité ne regroupaient pas tous les hommes libres, mais seulement une minorité qui avait droit au titre envié de citoyen, les autres hommes libres étant des étrangers en résidence, souvent appelés *métèques* (sans rien de péjoratif dans l'appellation), et qui n'avaient pour ainsi dire aucune possibilité d'accéder au statut de citoyen, même quand leur famille résidait depuis plusieurs générations dans leur nouvelle résidence. La cité, aristocratique ou démocratique, offrait donc une expérience de vie originale, dans laquelle le principe était de participation directe à l'assemblée du peuple (sans aucun recours au système représentatif, que les Anciens ne concevaient même pas à titre d'hypothèse). Ce système avait l'avantage de permettre au plus grand nombre de participer réellement à la vie de la cité, et excluait, au moins en principe, l'idée d'une carrière politique. Les Grecs se méfiaient en fait du pouvoir personnel, sous toutes ses formes, et le qualifiaient volontiers de tyrannie. Ne pensons pas seulement aux tyrans de l'époque archaïque et classique. Ainsi en va-t-il également des « hommes forts » qui apparurent à la basse époque hellénistique, alors que les cités se [36] débattaient entre les pressions opposées des hommes politiques romains, à Aphrodisias de Carie, à Cos, et en bien d'autres lieux. La cité fut le champ d'expérimentation qui permit l'apparition des législateurs, le développement de la loi écrite, sans parler de tant d'autres formes de vie politique, dont les concepts se sont transmis jusqu'à nous, tels le contrôle de l'activité des magistrats, leur responsabilité devant les citoyens, etc. Les premiers législateurs, Charondas de Catane (en Sici-

le) et Zaleucos de Locres (en Italie du sud) apparurent dans le monde dit colonial au VII^e s. av. J.-C. bien avant que, la vieille Grèce ne suive la voie avec des personnages aussi célèbres que Solon, un des Sept Sages de la Grèce, qui oeuvra en 594 av. J.-C. à Athènes.

L'empire d'Alexandre, pour éphémère qu'il ait été, a cependant permis une formidable expansion des rives de la Méditerranée vers l'intérieur de l'Asie et vers la haute vallée du Nil ainsi que vers la mer Rouge. Des *apoikiai* grecques, donc des cités grecques, se retrouvent jusqu'aux confins nord de l'Afghanistan d'aujourd'hui. Les diadoques, les héritiers d'Alexandre, ne conçurent pas la diffusion de la civilisation grecque dans un autre cadre que celui de la cité. Ces cités nouvelles parsemèrent l'Asie Mineure et, plus loin, la Syrie, la Mésopotamie, et le plateau iranien jusqu'en Asie Centrale. Autour de ces cités, les voyages lointains se multipliaient : et les marchands palmyréniens fréquentaient l'île de Socotora au large de la corne de l'Afrique dans les débuts du II^e siècle de l'ère chrétienne. Et que dire d'Alexandrie d'Égypte, Alexandrie la Grande, la première mégapole de l'Histoire ? Résidence royale des Lagides, elle doit son prestige à son fondateur, Alexandre le Grand, qui y reçut sa sépulture, mais elle doit encore plus sa réputation aux institutions qui y furent implantées dès la fin du IV^e ou au début du III^e s. av. J.-C. Le Musée, unique en son genre, fut un rassemblement de savants fameux dans toutes les disciplines, que ce soient les mathématiques, la géographie, les sciences naturelles, mais aussi la critique des textes, ou la philosophie. Il fut établi sur les conseils de l'Athénien Démétrios de Phalère qui reprit le modèle des écoles d'Athènes, l'Académie de Platon et le Lycée d'Aristote. La fameuse bibliothèque n'était pas la première : il y avait eu auparavant des bibliothèques de sanctuaires, des bibliothèques de princes, des bibliothèques de particuliers cultivés, des bibliothèques de cités. Mais la bibliothèque d'Alexandrie fut la première à embrasser l'ensemble des connaissances humaines. Elle correspond à un temps où la diffusion de l'écrit s'accroît. Même si elle connut des destructions dès l'époque de César, [37] et même si elle disparut sans doute avant l'arrivée des Arabes en Égypte, elle est restée un modèle jusqu'à nos jours puisqu'elle vient de ressusciter de ses cendres. C'est dire que la Méditerranée et ses annexes (car on peut ainsi considérer la mer Rouge)

ont été au cœur du monde connu et de la civilisation dès l'époque hellénistique.

S'il y a eu à l'évidence une *koiné* hellénistique, rien ne serait plus faux en revanche que de voir là une préfiguration de la mondialisation qui tient une telle place dans nos considérations contemporaines. J'en veux pour preuve l'empire de Rome, construit laborieusement au cours de guerres qui furent longtemps incertaines, y compris les fameuses guerres mithridatiques du début du Ier s. av. J.-C. Rome cependant l'emportait, pressurait même, (surtout sous la République), mais elle n'a jamais cherché à anéantir : les destructions de Carthage et de Corinthe en 146 relèvent de l'exception. Au contraire, Rome, dès le début du principat d'Auguste, laissa une grande autonomie aux diverses composantes de son empire. L'empire d'abord était quasiment désarmé : les légions et les auxiliaires se trouvaient le long des frontières, à la périphérie géographique et morale de l'empire. Des régions immenses étaient faiblement militaires : la province d'Afrique, qui englobait les actuels Constantinois, la Tunisie et la Tripolitaine, n'avait que 12 000 hommes, 6 000 légionnaires (mais l'effectif théorique était rarement atteint), et autant d'auxiliaires, sans parler de la cohorte de 1000 hommes qui servait de garde au proconsul à Carthage. L'administration était elle aussi légère : quelques milliers de sénateurs et de chevaliers romains servaient à administrer un empire où les cités et les principautés vassales gardaient une large autonomie. Il y avait des élections locales, et ce sont les cités elles-mêmes qui fixaient leurs programmes de constructions. Le pouvoir n'intervenait que dans des cas exceptionnels, pour relever une cité durement frappée par une catastrophe naturelle, un incendie, un séisme, et Tacite a souligné complaisamment ce genre d'intervention. Plus tard, quand des empereurs furent issus de familles provinciales, ils embellirent à leurs frais leur ville natale, comme Philippe l'Arabe le fit à Chaaba, l'antique Philippopolis. C'est dire que l'empire était une marqueterie de petits ensembles fort divers : quoi de commun entre le style de vie de Berytus et celui d'une cité des bords du Rhin comme la Colonia Iulia Agrippinensium ? Et ce, en dépit des contacts commerciaux, par exemple pour la diffusion du verre. Ni les institutions municipales, ni les cultes, ni surtout la langue ne sont communes. Car, à côté des langues locales, l'empire reconnaissait le grec comme la langue [38] officielle de tout

l'Orient : il y avait à Rome un bureau *ab epistulis graecis* à côté de celui *ab epistulis latinis*. Les monnaies frappées en Orient portent bien l'effigie impériale (pas dans tous les cas du reste) et elles ont des légendes en grec, sans parler de la diversité des revers de ce qu'il est convenu d'appeler les "impériales grecques", en fait des monnaies romaines adaptées aux goûts des diverses cités, Séleucie de Piérie et Alexandrie, mais aussi Berytus, et tant d'autres cités de première ou de deuxième importance, et cela est vrai pour l'Asie Mineure, la Syrie et la Phénicie tout particulièrement. Les revers sont une vivante illustration des cultes poliades, des monuments majeurs et des fêtes qui faisaient la gloire de ces cités. De plus, l'étalon en usage n'est pas celui qui a cours en Italie et en Occident, mais bien un étalon hérité des monarchies séleucide et lagide, fondé sur une drachme qui n'est plus celle de l'étalon attique repris par Alexandre le Grand, mais une drachme dévaluée. Car Rome a respecté des pays de vieilles traditions, et n'a cherché à imposer aucune uniformisation. Tant il est vrai qu'une puissance hégémonique n'a de chance de fonder une domination durable que si elle tient compte de la diversité de ses composants. Bien avant les empereurs romains, les souverains achéménides l'avaient déjà compris.

On pourrait opposer que l'empire romain tardif, puis l'empire byzantin, développèrent une bureaucratie souvent décriée par les contemporains, depuis Ammien Marcellin au IV^e siècle, jusqu'à Procope de Césarée au VI^e siècle. Il n'est pas niable que la pression de l'empire s'accroît avec les siècles. Mais sous Justinien, le nombre des fonctionnaires impériaux n'excédait pas 25 000, ce qui reste limité au regard d'un empire qui allait de la Crimée aux bords de l'Euphrate, et du Danube aux hauts plateaux de la Numidie.

On pourrait certes m'opposer de diffuser une image par trop optimiste de la situation. Il est vrai que les crises ont existé. Le facteur religieux a joué à cet égard un rôle déterminant. La difficulté vint surtout des monothéismes, quand ceux-ci furent l'âme d'une résistance nationale, ainsi en Judée en 66-73, et de nouveau en 132-135. Non que les Romains aient redouté le monothéisme en tant que tel : l'épisode de la *legatio ad Gaium* le démontre en 37, avec la solution de faire dire des prières par les Juifs pour le salut de l'empereur, Caligula renon-

çant pour sa part à faire placer sa statue dans le Saint des saints du temple de Jérusalem. Le christianisme apparut autrement dangereux, car il ne s'adressait pas à un groupe ethnique défini, mais bien à [39] l'universalité des hommes, d'où son aspect subversif pour une société dans laquelle allégeance politique et ferveur religieuse se confondaient. Mais, même dans ces cas, les temps de crise furent courts, et n'oblitérèrent pas la réalité d'un climat général de tolérance. Quoi de commun entre les grands temples de Phénicie et de Syrie, avec leurs principautés sacerdotales, telles Baitocaecé ou Émèse, et les sanctuaires ruraux de la Gaule ? Les grands mythes eux-mêmes voyageaient. Le mythe d'Héraklès fut diffusé dès l'époque grecque archaïque jusqu'aux fameuses Colonnes d'Hercule, notre détroit de Gibraltar. La mythologie encore assurait qu'Héraklès ramena les bœufs de Géryon depuis le lointain Occident jusqu'en Italie du sud en passant par la Gaule. À Thasos, c'était un Héraklès phénicien que l'on adorait, comme dans l'île de Malte, où Héraklès était même appelé archégète, fondateur. Et c'est encore la version romanisée d'Héraklès que les Romains introduisirent chez eux avec *l'ara maxima*. Plus tard, la Gaule adopta aussi Hercule jusqu'au nord de la région.

Un autre bel exemple d'acculturation fort large nous est fourni par le culte phénicien de Baal. En Afrique du nord, le culte de Baal fut relayé par la forme romanisée de Saturne, dont le succès fut durable comme l'attestent d'innombrables dédicaces et stèles figurées, du I^{er} au III^e siècle de notre ère. Ce respect de la diversité reste la marque de tous les empires universels durables, que ce soit l'empire perse, l'empire romain ou, plus tard, l'empire ottoman.

J'irai un peu plus loin. Passée la domination de Rome, la Méditerranée s'est trouvée partagée entre des puissances hégémoniques différentes, et souvent inspirées par des principes fort opposés. Que l'on pense au fossé qui s'est créé dès le IV^e s. entre la chrétienté orientale et la chrétienté occidentale, pour aboutir au schisme de 1054. Que l'on pense à la division introduite par l'expansion arabe du VII^e et du VIII^e s. Mais la première grande architecture chrétienne née en Syrie a inspiré les églises élevées dans le Caucase, en Arménie et en Géorgie. Et les origines orientales de l'art roman ont souvent été analysées depuis Strygowsky. Les contacts de civilisation entre les deux

grandes formes de la chrétienté médiévale sont donc bien nettes. Il est vrai que les Croisés furent mal accueillis au XI^e s. dans l'empire byzantin, qui gardait un souvenir cruel des incursions normandes. Le sac de 1204 n'arrangea pas cet antagonisme dont les séquelles furent durables : il suffit de rappeler l'éphémère rapprochement provoqué par le concile de Florence au XIV^e s.

[40]

Est-ce à dire que les Croisés furent toujours les brutes ignorantes que dépeint l'*Alexiade* d'Anne Comnène ? Les Francs évoluèrent vite dans le milieu oriental, dès la deuxième génération, comme le démontrent les écrits d'Ousama Ibn Munqid. Chaque culture gardait ses traits propres, qui ne manquaient pas d'étonner l'autre, mais cette diversité était acceptée, et il n'est rien de plus symptomatique que de voir les divergences de points de vue entre anciens et nouveaux arrivants, par exemple lors de la deuxième croisade de 1147.

Revenons-en aux relations entre Chrétiens et Arabes. S'il n'est pas question de remettre en cause l'importance de la conquête arabe, force est de reconnaître que la rupture avec les temps précédents ne fut pas instantanée : en Égypte, les califes maintinrent l'usage du grec dans leur correspondance administrative durant un siècle. Depuis les thèses mémorables de Pirenne, il est reconnu aussi que les contacts commerciaux ne s'interrompirent pas du jour au lendemain avec la Méditerranée occidentale. Les Syriens empruntèrent les routes de l'empire franc jusqu'au temps de Charlemagne au moins, et ce furent ensuite les républiques marines italiennes qui prirent le relais, Amalfi et sa rivale Salerne, Ancône, Pise et son ennemie Gênes qui eut à affronter aussi la redoutable concurrence vénitienne. Leurs relations tant avec les Byzantins qu'avec les Arabes furent une donnée fondamentale de la vie méditerranéenne jusqu'à la Renaissance et au-delà. Au commerce des marchandises s'ajouta celui des hommes et des connaissances : la naissance de la médecine occidentale doit beaucoup à ces relations. Pensons à la figure de Constantin l'Africain, né à Carthage en 1015 et mort au Mont Cassin en 1087, qui fut au service de Robert Guiscard, et qui introduisit la science grecque et arabe à Salerne. Et que dire des œuvres de la littérature grecque, notamment d'Aristote, qui ne nous sont parvenues que par des traductions arabes ? Et, quatre

siècles plus tard, la figure du cardinal Bessarion (né en 1402 à Trébizonde, et mort à Ravenne en 1472) évoque tout ce que la transmission des lettres grecques en Occident dut aux érudits byzantins qui apportèrent leurs manuscrits lors de l'écroulement final de l'empire d'Orient sous les coups de Mehmet II. À la même époque, les voyages de l'Anconitain Cyriaque, de son vrai nom Ciriaco di Filippo de 'Pizzicoli (1392-1452), sont encore une démonstration de ce que la Renaissance a dû à ce voyageur cultivé qui, en plein *XVe* s., recueillit pour la première fois les inscriptions grecques de la Grèce, de l'archipel égéen et de l'Asie Mineure lors de ses voyages commerciaux.

[41]

Il apparaît donc clairement que les diverses cultures de la Méditerranée ne se sont épanouies que dans un échange permanent. Les dominations politiques successives ont pu se montrer agressives, en particulier lors de leur mise en place. Vite, elles ont dû convenir que leur maintien et leur développement passaient par une nécessaire reconnaissance de l'autre. De ce point de vue, il faut accorder une place toute spéciale à Frédéric II de Hohenstaufen, de souche germanique, mais sicilien par son éducation, et qui jeta sur l'Orient un regard lucide, mais fort mal compris de ses contemporains. Il ne me paraît donc pas possible de dissocier les éléments qui composent le riche patrimoine des civilisations euro-méditerranéennes. Une rencontre comme celle que nous devons à l'Université Saint-Joseph démontre que ces vérités sont reconnues et partagées sur toutes les rives de ce que nous pouvons à bon droit continuer de nommer, à l'exemple des Romains, *mare nostrum*.

[43]

"L'EUROPE ET LA MÉDITERRANÉE À LA FIN DE L'EMPIRE OTTOMAN."

[Retour à la table des matières](#)

Henry LAURENS

Né en 1954. Agrégé d'histoire en 1980. Docteur de 3e cycle en 1981. Docteur d'État en 1984.

Diplômé en Langue et civilisation orientale de l'Institut national de langues et civilisations orientales (INALCO) en 1981, Henry Laurens est boursier à l'Institut Français d'études arabes de Damas en 1981, puis Lecteur de français à l'Université du Caire. Maître de conférences à l'Université de Paris IV en histoire contemporaine, et Professeur des Universités à l'INALCO à partir d'octobre 1991. De 2001 à 2003, il dirige le Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC) à Beyrouth et occupe le poste de Directeur scientifique de l'Institut français du Proche-Orient de 2001 à 2003.

Il est Professeur au Collège de France depuis septembre 2003 et titulaire de la Chaire « Histoire contemporaine du monde arabe ». Henry Laurens est l'auteur de nombreux ouvrages dont : *Les origines intellectuelles de l'expédition d'Égypte. L'orientalisme islamisant en France (1698-1798)*, Istanbul Paris, Isis, 1987. *L'expédition d'Égypte*, Paris, Armand Colin, 1989. *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Paris,

Armand Colin, 1993. *La question de Palestine I et II*, Paris, Fayard, 1999 à 2002. *L'Orient arabe à l'heure américaine*, Paris, Armand Colin, 2004.

La Méditerranée, en tant que personnage historique au sens braudelien du terme, a connu au *XIX^e* siècle et à la fin de l'Empire ottoman un moment spécifique de sa longue histoire, caractérisé par la mise en place d'une hégémonie multiforme mais collective de l'Europe de la révolution industrielle. À l'époque ottomane classique (*XVI^e-XVIII^e* siècle) l'enjeu principal était le commerce du Levant et de la Barbarie où la France et la Grande-Bretagne ont progressivement installé leur suprématie au détriment des États italiens et de Raguse. La course méditerranéenne était devenue un instrument de pression utilisé par les différents acteurs de la scène commerciale. À la fin du *XVIII^e* siècle, le facteur nouveau a été la définition de la Méditerranée comme route alternative d'accès à l'Inde. L'expédition d'Égypte (1798-1801) en a été le prélude et l'ouverture du canal de Suez en 1869 en a été le couronnement.

Les conflits autour de la route des Indes opposent de façon triangulaire la Grande-Bretagne qui a fait la conquête de l'Inde à la [44] Russie qui menace de descendre vers les mers chaudes du Sud et la France qui se découvre une vocation impériale en Méditerranée. L'Empire ottoman, jusqu'alors acteur de l'équilibre européen depuis le *XVI^e*, devient alors l'enjeu immédiat de la rivalité de ces puissances auxquelles s'ajoutent l'Autriche désireuse de s'étendre sur les Balkans et plus tardivement l'Allemagne et l'Italie. La question d'Orient, ou plus proprement selon l'expression de Toynbee la question d'Occident, ouverte en 1769 durera jusqu'à nos jours avec des modalités successives toujours marquées par les conflits et les tentatives hégémoniques des grandes puissances. Comme un partage global et à l'amiable de l'Empire ottoman se révèle impossible, l'Empire va survivre en tant qu'enjeu tout en perdant des territoires et en se lançant dans une entreprise de modernisation intérieure, lutte contre le temps qui se terminera avec les jeunes Turcs. Le concert européen du *XIX^e* siècle, esquisse de la future Société des Nations, sera essentiellement

consacré à ce sujet comme en témoignent les différents congrès européens du XIXe siècle et les innombrables conférences des ambassadeurs.

Les trois destins de la Méditerranée musulmane

Trois destins possibles attendent les pays faisant partie de l'Empire aux alentours de 1800. Le premier est la vocation nationale qui implique à la fois la transformation de la communauté confessionnelle en communauté nationale quitte à voir un éclatement de l'unité confessionnelle intérieure et la multiplication des nettoyages ethniques. C'est ce que l'on a appelé la balkanisation. Les populations majoritairement orthodoxes se révoltent contre la domination musulmane ottomane à partir de la révolte grecque de 1821, découvrent l'identité ethnique moderne en déchirant la référence religieuse (Grèce, Serbie, Bulgarie, Roumanie) se dotant ainsi d'une double identité orthodoxe et ethnique (on ne peut être vraiment Grec, Serbe, Bulgare et Roumain qu'en étant orthodoxe). À la juxtaposition des communautés succède la volonté d'établir des ensembles ethniques homogènes par le massacre et le refoulement des éléments maintenant définis comme allogènes et qui est souvent un combat contre soi-même. C'est d'abord le cas des populations musulmanes anciennement dominantes et définies comme ennemies, puis c'est celui des autres orthodoxes tandis que les communautés juives connaissent un sort précaire, même si la majorité [45] des nouveaux États acceptent formellement l'émancipation juridique acquise lors des réformes ottomanes et rappelée par le concert européen. Chaque étape du processus balkanique est scandée par des interventions militaires, des démonstrations navales et des congrès européens. Cette histoire ne semble pas encore être terminée de nos jours, Dayton remplaçant Londres ou Berlin. À l'exception de la Serbie et du Monténégro, les États, tous monarchiques, doivent importer leurs nouveaux souverains du réservoir dynastique allemand.

Les Balkans ottomans sont donc le lieu par excellence d'application du principe des nationalités. Sans l'énoncer formellement, il va de soi que ce principe ne s'applique qu'aux populations chrétiennes, considérées comme civilisées par nature en raison de leur apparentement au christianisme de l'Europe de l'Ouest. Même si au congrès de Paris de 1856, l'appartenance de l'Empire ottoman au concert européen est solennellement célébrée, personne n'est dupe de l'état de soumission que l'on attend des musulmans du XIXe Siècle.

À l'opposé de la situation balkanique, l'Afrique du Nord musulmane connaît l'assujettissement colonial direct. En Algérie, la violence de la conquête conduit à la destruction de la société indigène et la mise en place de l'affrontement mortel de la colonisation de peuplement que tempère seulement l'éventualité promise mais perpétuellement retardée d'une assimilation totale à la métropole. Prenant conscience de l'impasse algérienne, les coloniaux français s'engagent en Tunisie et plus tard au Maroc sur la voie d'une association qui respecte formellement le cadre politique ancien et qui limite les effets négatifs de la colonisation de peuplement. L'Italie, tard venue, s'engage en Libye à partir de 1911 dans une voie proche de celle de la France en Algérie et qui présuppose déjà une difficile conquête du territoire qui ne sera réalisée que sous le fascisme.

De l'Égypte aux derniers Balkans ottomans qui dureront jusqu'en 1913, l'Empire se réforme et se modernise pour mieux survivre. En tant qu'enjeu des conflits européens, il est soumis à la tutelle collective des puissances capitulaires anciennes à laquelle se rajoutent les États-Unis et les nouveaux États européens. L'équilibre européen se reproduit à la fois dans la situation générale de l'Empire redéfini par le traité de Berlin de 1878 et dans le jeu des protections et des influences à l'intérieur des provinces que sanctionne périodiquement la diplomatie de la canonnière. Les gouvernants ottomans de l'époque hamidienne savent [46] utiliser au mieux ces équilibres précaires pour préserver le reste de l'indépendance. Hommes d'ordre, ils collaborent avec les consuls et les ambassadeurs dans une logique de mise en valeur et de maintien de la sécurité publique. À partir des ports s'établissent des voies de pénétration économique qui s'organisent autour des lignes de chemin de fer possédées par des sociétés privées euro-

péennes et surveillées par une diplomatie vigilante de chaque État. Tant que les grands États européens voient leurs investissements dispersés dans tout l'ensemble ottoman, leur intérêt bien compris est le maintien de son intégrité territoriale.

Les réformes ottomanes ont pour but de constituer un État moderne empruntant le meilleur de l'expérience européenne : un système administratif et juridique à la française, une marine à la britannique, une armée de terre à l'allemande. Le français devient la seconde langue de l'administration et l'instrument de la modernisation. L'État réformé tente de construire une identité collective ottomane à forte référence islamique mais respectueuse des communautés non-musulmanes. Dans ce cadre à demi-réalisé, se construit dans toute la Méditerranée orientale une civilisation spécifique, celle du Levant, aux identités multiples mais fondées sur le pluralisme des langues avec le français comme référent commun. Les renaissances littéraires en cours, largement inspirées par les besoins de la modernité (langues de la presse et de l'édition) et alimentées par les traductions du français et de l'anglais, sont des étapes conduisant à une inexorable émergence des consciences nationales que le pouvoir ottoman tente désespérément de freiner.

Ainsi en dépit du traité de Berlin, la poursuite de la « grande idée grecque » et le bouillonnement de la Macédoine constituent un sujet majeur de préoccupation des chancelleries européennes qui voient dans la survie de l'Empire ottoman la solution la plus compatible à leurs intérêts bien compris. Leurs manœuvres retardatrices prennent la forme d'exigence périodique de nouvelles réformes censées administrativement calmer les passions nationales mais qui sont sur le terrain considérées comme des pas en avant vers la réalisation du projet national. Il en est de même en Anatolie où se mettent place les éléments qui conduiront au terrible drame arménien.

Les provinces arabes, mieux associées à la gestion de l'Empire par Abdul Hamid, semblent devoir échapper à ce destin. Ce n'est que vers 1906 que l'on commence à parler d'une « question arabe » alors que [47] la civilisation levantine y connaît son apogée. Contraste essentiel avec le reste de l'Empire, l'identité religieuse, grâce à l'existence d'une commune culture, ne semble pas devoir s'orienter vers un pro-

cessus d'ethnisation. Alors que le musulman anatolien, même si sa langue maternelle n'est pas le turc, est conduit à se définir comme tel et que les chrétiens de langue maternelle turque deviennent grecs ou arméniens, musulmans ou chrétiens de langue arabe s'orientent soit vers une identité arabe, soit vers une identité plus régionale, libanaise, syrienne et égyptienne bien que la méfiance confessionnelle ne s'atténue pas.

L'Égypte, occupée par les Britanniques en 1882, reste profondément ottomane d'esprit. La souveraineté ottomane est marquée par l'envoi d'un tribut. Les capitulations y demeurent en dépit de l'hostilité des occupants et les relations sont multiformes avec la Syrie naturelle voisine.

Dérèglements européens et ottomans

Le XIX^e siècle avait ainsi indissolublement lié le destin de l'espace musulman méditerranéen à celui de l'Europe. La géopolitique en avait fait un élément d'un équilibre européen qui avait pris une dimension mondiale. Partout l'écrasante domination du modèle européen avait impulsé réaction et modernisation dans ces sociétés qui auparavant se percevaient comme supérieures et qui maintenant ressentent le poids humiliant de toutes les formes de domination. La pénétration économique et les exigences de l'État moderne ont mis fin à l'ancien régime ottoman dont les principes étaient analogues à ceux de l'ancien régime européen. À l'ancienne distinction d'une société hiérarchisée selon des principes de valeurs propres à chaque groupe se substitue douloureusement le principe de l'égalité juridique entre tous les habitants de l'espace musulman encore indépendant tandis que le système colonial restaure la différence entre conquérants et conquis en Afrique du Nord et que les nouveaux États chrétiens balkaniques réduisent leurs musulmans au statut de minorités considérées comme étrangères et menaçantes (les nouveaux discours nationaux font d'eux des étrangers exogènes ou traîtres dont la présence est contraire au projet de pureté nationale).

L'Europe est littéralement partout, tout aussi bien par ses représentations diplomatiques, ses commerçants, ses systèmes techniques (ports, phares, chemins de fer, télégraphes) et ses objets [48] matériels, que par ses modes d'organisation et ses formes de pensée. Dans la mesure où sa civilisation est totalement identifiée avec la modernité, le seul moyen de s'extraire de cette origine est d'en postuler l'universalité. Même le retour aux origines des réformateurs musulmans ou la volonté de retrouver la force créatrice des époques anciennes, réinterprétées selon les critères du temps présent des nationalistes de diverses obédiences, ne sont que des subterfuges pour capturer cette modernité en tentant d'en dissimuler la provenance européenne. L'apologie de l'ancien n'est qu'un instrument de projection vers le futur.

Les dernières décennies du *XIXe* siècle avaient été celles des compromis et des équilibres précaires. Ces derniers présupposaient à la fois dans l'espace ottoman résiduel une stabilisation interne fondée sur la convergence intéressée de l'ordre impérial interne et de l'ingérence maîtrisée des puissances européennes. Successivement le dérèglement du concert des puissances européennes et la fin des compromis internes ottomans vont scander la marche à la guerre qui éclatera presque par hasard en août 1914. Les grandes crises internationales et les conflits majeurs conduisant à la guerre civile européenne prennent leur place dans une Méditerranée prise dans ses dimensions les plus larges : Tanger 1905, Bosnie-Herzégovine 1908, Agadir 1911, chemin de fer de Bagdad, compétition navale entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Comme Braudel l'avait fait en son temps, il faut rappeler que le personnage historique qu'est la Méditerranée est d'abord celui d'une mer avant d'être celui des terres qui l'entourent. Cette mer, comme aux autres époques, est sillonnée par des flottes de guerre, projection matérielle de la puissance et des technologies de métropoles plus ou moins lointaines.

Au début du *XXe* siècle, la première flotte de la Méditerranée est britannique. Son champ d'action parcourt la mer d'ouest en est, même si ses bases essentielles, Gibraltar et Malte sont en Méditerranée occidentale. Son intérêt majeur est de couvrir l'accès à l'Égypte, au ca-

nal de Suez (route des Indes) et de faire des démonstrations navales à proximité des Détroits, ce qu'elle fera pour la dernière fois en 1906 lors de la crise de Taba.

La seconde flotte de la Méditerranée est la française. Même si elle opère régulièrement des visites en Méditerranée orientale, sa mission essentielle est de couvrir l'axe France du Sud/Afrique du Nord et ses bases essentielles sont Toulon, Mers el-Kebir, Bizerte. Son importance [49] est vitale pour la France, puisqu'en cas de conflit avec l'Allemagne, elle doit permettre le passage en sécurité de l'armée d'Afrique vers la métropole.

Les autres flottes sont secondaires en dépit des efforts de l'Italie, de l'Autriche-Hongrie, de la Grèce et de l'Empire ottoman. Certes ces pays font des efforts considérables pour pouvoir défendre leurs littoraux exposés, mais ils ont plus ou moins conscience de leur extrême vulnérabilité par rapport aux flottes britanniques et françaises. Les marines étrangères qui ne disposent pas de bases en Méditerranée ne peuvent se permettre une présence permanente. Il s'agit des flottes russe, américaine et allemande.

L'ordre méditerranéen va être profondément modifié au lendemain de Fachoda par l'ouverture de la compétition navale entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Jusque-là, Londres pouvait s'assurer de sa suprématie mondiale en faisant du *Two Powers Standard* le principe cardinal de sa politique navale : la marine britannique devait avoir une puissance équivalente à la somme des deux premières marines continentales. Le point de référence essentiel est alors naturellement la flotte française, instrument de la seule grande puissance coloniale concurrente.

La loi allemande de programmation navale de 1898 va être l'élément perturbateur essentiel de l'ordre européen. En lançant une course aux armements dans ce domaine, les responsables allemands savent très bien que le prétexte officiel, assurer une présence mondiale de l'Allemagne, n'est pas dans leurs moyens parce que tout simplement ils ne disposent pas d'un réseau mondial de bases navales assurant le ravitaillement en charbon des navires de guerre. En revanche, ils parient sur la possibilité d'acquérir une suprématie locale en mer du Nord,

menaçant ainsi la Grande-Bretagne dans son cœur et la forçant à s'aligner sur la politique allemande en Europe.

Les Britanniques rendent progressivement compte du danger. Loin de vouloir se plier à la volonté allemande, ils mettent fin à leur splendide isolement en épurant leurs différends avec la France (Entente cordiale de 1904) qui se traduit en Méditerranée par l'abandon des revendications françaises sur l'Égypte contre les mains libres au Maroc, et en 1907 un accord similaire avec la Russie assurant la tranquillité de la route terrestre des Indes de la Méditerranée à l'Afghanistan. Dans ces deux cas, ils refusent tout engagement formel d'alliance, se laissant [50] ainsi une marge illusoire de manœuvres en cas de crise, car finalement les contraintes de la géopolitique les conduisent le moment venu à se comporter comme alliés.

La triple entente de fait entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie crée une situation nouvelle pour l'Empire ottoman puisque ce sont les trois puissances dominantes à l'intérieur de l'espace ottoman. En dépit des rivalités de leurs hommes sur le terrain, la collusion grandissante des trois pays qui se sont récemment emparés de territoires ottomans (la Russie en 1878, la France en 1881 avec la Tunisie, la Grande-Bretagne en 1882) rejette le pouvoir ottoman du côté d'une Allemagne qui se prétend romantiquement l'ami des musulmans.

La réponse britannique est aussi navale. C'est l'œuvre de l'homme qui va influencer considérablement le sort de la Méditerranée durant les premières années du XXe siècle, l'amiral Jacky Fisher. Il est d'abord commandant de la flotte britannique de la Méditerranée de 1899 à 1902, second lord de la mer de 1902 à 1904, puis premier lord de la mer de 1904 à 1910. Dans sa première fonction, il transforme avec brutalité ce qui était largement une flotte victorienne de parade en un redoutable instrument militaire de combat. Prenant conscience de la menace allemande, il devient un partisan déclaré de l'entente avec la France.

Principal animateur de l'Amirauté à partir de 1902, il opère une restructuration du dispositif naval britannique rappelant les escadres des mers lointaines pour les concentrer dans l'Atlantique. Progressivement le nouveau dispositif prend forme : une flotte couvrant la menace allemande en mer du Nord qui prend le nom de *Home Fleet*, une

flotte de l'Atlantique basée à Gibraltar en liaison directe avec la flotte de la Méditerranée, ce qui permet de réduire leurs effectifs. Parallèlement il lance la marine britannique dans un processus de progression technologique allant dans le sens du navire le plus cuirassé (donc le plus lourd), le plus puissant en artillerie et le plus rapide. Le prototype en est le *Dreadnought* lancé à la fin de 1906, qui déclassé l'ensemble des marines de guerre du monde d'un seul coup. Dès lors, la course aux armements navals s'accélère. Il s'en suit que la recherche de l'accroissement simultané du poids et de la vitesse implique l'abandon de la chauffe à charbon au profit de la chauffe au pétrole (qui permet en plus le ravitaillement en pleine mer). Mais ni la Grande-Bretagne et ni l'Empire britannique ne sont des zones de production pétrolière. Il faut donc affranchir la Grande-Bretagne de la tutelle potentielle des deux premiers pays producteurs mondiaux que sont la Russie et les [51] États-Unis et intégrer des ressources pétrolières dans son Empire informel. Le premier objectif est la Perse devenu producteur en 1908, le second est la Mésopotamie où l'on soupçonne le prolongement des gisements iraniens.

Au prix de dépenses considérables, la Grande-Bretagne conserve son rang de première puissance, mais ne peut maintenir le *Two Powers Standard*. La flotte allemande constitue toujours une menace mortelle en mer du Nord. Winston Churchill devenu premier lord de l'Amirauté en 1911 va donc chercher la parade. La flotte française, qui ne dispose pas de dreadnought, s'est trouvée brutalement déclassée en Atlantique et son intérêt vital est de couvrir la Méditerranée occidentale. Les conversations navales de 1912 vont donc consister à proposer à la France, en cas de guerre imminente, de retirer sa flotte de guerre de l'Atlantique pour l'envoyer prendre position en Méditerranée tandis que les flottes britanniques de l'Atlantique et de la Méditerranée quitteraient leurs bases pour rejoindre la *Home Fleet*. L'objection évidente de la France est de voir toute sa façade atlantique découverte. La Grande-Bretagne prend alors l'engagement de protéger la totalité du littoral français de l'Atlantique et de la Manche contre la flotte allemande, même si elle ne se trouve pas en position juridique de belligérance. La IIIe République obtient ce qui est le plus proche possible d'un accord d'automaticité d'entrée en guerre. De fait, dès l'automne 1912, l'échange des flottes a lieu. La marine française renfor-

cée devient la première de la Méditerranée tandis que la présence britannique diminue considérablement.

Toute la géopolitique méditerranéenne se trouve transformée. Kitchener, alors proconsul britannique en Égypte, proteste avec véhémence : le départ de la flotte de Méditerranée signifie à moyen terme la perte de Malte, de Chypre, de l'Égypte et l'affaiblissement des positions britanniques en Inde, en Chine et dans le Pacifique. Si le maître de l'Égypte exagère, il a une claire conscience du véritable enjeu, le sort des provinces arabes de l'Empire ottoman. Depuis la révolution jeune-turque de 1908, les autorités ottomanes ne collaborent plus volontairement au condominium européen sur l'Empire. De même, les tentatives d'établir des consortiums européens d'investissements échouent en raison de l'échauffement des passions nationales en Europe. Dès lors, les principaux investisseurs s'orientent vers la conclusion d'accords divisant l'Empire en zones d'influence régionale définies par les réseaux de chemins de fer et l'exploitation des futures ressources [52] pétrolières. Le déclenchement de la première guerre balkanique en 1912 accélère le processus : l'Empire semble entrer en agonie. Mais le sursaut de la seconde guerre balkanique et l'éparpillement géographique des intérêts européens, surtout français et anglais, poussent les États européens à préférer le maintien de l'Empire, au moins provisoirement. La France qui vient de se faire reconnaître son protectorat sur le Maroc fait alors de la Syrie naturelle (Palestine comprise) sa zone privilégiée que la Grande-Bretagne impuissante est obligée de lui reconnaître en décembre 1912. Les Britanniques du Caire ne l'admettent pas et bien que désavoués par Londres entrent dans une lutte sourde d'influences avec leurs compétiteurs français. Le nouvel enjeu entre Français et Britanniques sera la tutelle du mouvement autonomiste arabe. La France prend une position de force en accueillant en 1913 le congrès arabe de Paris, mais en 1914, Kitchener entre en contact avec les Hachémites du Hedjaz...

Conclusion

La suprématie matérielle de l'Europe s'est traduite dès la fin du XVIII^e siècle par l'intégration, en tant qu'enjeu de la rivalité des puissances, de l'ensemble du territoire ottoman dans l'équilibre européen dilaté à l'ensemble de l'Ancien Monde selon les différentes routes des Indes. Il s'en est suivi une interaction permanente entre les transformations politiques de l'espace méditerranéen et les rapports de force en Europe qui fait que la plus grande partie des crises européennes de 1815 à 1914 prend son origine dans cet espace. À chaque moment on a pu craindre une guerre terrestre généralisée, une sorte de guerre de Crimée élargie à l'ensemble de l'Europe. La guerre navale en revanche a été écartée du fait de l'écrasante supériorité maritime britannique. En conséquence, le sort de la Méditerranée est radicalement bouleversé par la compétition navale anglo-allemande du début du XX^e siècle.

Mais le rapport entre l'Europe et la Méditerranée ottomane ou musulmane ne peut être réduit à la seule question des rapports de forces et de domination. La dynamique de la société industrielle et de l'émergence de la modernité induit des transformations sociales et culturelles d'une ampleur inégalée : idéologies et pratiques de l'État moderne, renaissances culturelles nationales et synthèses levantines sont les produits de cet âge et le siècle suivant n'a pas fini d'en voir les tribulations.

[53]

"PUISSANCE ET INSTABILITÉ AU CŒUR DE LA MÉDITERRANÉE."

[Retour à la table des matières](#)

Bertrand BADIE

Né à Paris le 14 mai 1950. Depuis 1990 il est Professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP). Il occupe depuis 1994 le poste de Directeur des collections des Presses de Science Po.

Docteur d'État en science politique de l'IEP en 1975, et Agrégé de science politique en 1982, Bertrand Badie est également diplômé de l'Institut des langues orientales et spécialiste de l'histoire du XXe siècle.

Il a occupé la fonction d'assistant et de maître-assistant à l'Université de Paris 1 entre 1974 et 1982, celle de Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand de 1982 à 1990 et de chargé de cours à l'Institut des langues orientales de 1976 à 1991.

Professeur invité dans de nombreux pays - Genève, Tunisie, Maroc, Italie, Turquie, Égypte, Liban, Japon - Bertrand Badie dispose d'une connaissance étendue des différents systèmes politiques et des mondes culturels diversifiés. Parmi ses nombreuses publications on compte : *Droit de l'homme et diplomatie : entre éthique et volonté de puissance* (2002). *Le retournement du monde : sociologie de la scène internationale* en collaboration avec Marie-Claude Smouts (1999). *Un monde sans souve-*

raineté, les États entre ruse et responsabilité (1999). Les deux États (1997).

La Méditerranée était un espace de puissance : elle est devenue aujourd'hui un foyer d'instabilité. Le contraste mériterait certes bien des nuances, mais il suggère un lien somme toute assez logique : terre d'Empire, le monde méditerranéen prétendait tout naturellement aux vertus de la stabilité dès lors que les conquêtes avaient fait leur œuvre. Rome, Constantinople ou les impériaux coloniaux, mais aussi, dans leur genre, Athènes, Venise ou le royaume d'Espagne ont, chacun à leur manière, validé la thèse de la stabilité hégémonique¹. En fait, les canons de la théorie réaliste ont, pour l'essentiel, été respectés, quels que soient les âges ou les lieux : les candidats à l'hégémonie s'affrontaient brutalement, mais le gladiateur triomphant avait les ressources d'imposer sa loi et son ordre pour un temps qui pouvait même se révéler fort long. Empire romain, byzantin, omeyyade, abbasside ou ottoman en témoignent on ne peut plus clairement.

[54]

Aujourd'hui, la Puissance devient incertaine, parfois même impuissante² : le monde méditerranéen le suggère et sa partie orientale le confirme avec éclat. Plus la puissance a des raisons de s'affirmer, plus elle suscite un désordre qui dépasse les simples méfaits de la transition. D'une ère de la stabilité par la puissance, nous dérivons vers une époque de l'instabilité hégémonique. Ce renversement paradigmatique s'explique aisément : l'unipolarité suscite ses propres dangers : la violence internationale change de nature pour devenir incontrôlable : les institutions stato-nationales deviennent incertaines. Le monde unipolaire est en effet redoutable : sur une scène tout entière vouée à la concurrence, un empire sans rival attise davantage la contestation ou la révolte que la soumission. En perdant un ennemi de leur taille, les États-Unis ont couru le risque de désactiver leurs réseaux d'alliance régionale, de subir les assauts redoutables d'une nuisance se substi-

¹ KINDLEBERGER (C.P.), *The World in Depression 1818-1939*, Londres, Allen Lane, 1973.

² BADIE (B.), *L'impuissance de la puissance*, Paris : Fayard, 2004.

tuant à la puissance d'autrefois. Dans un monde qui n'est plus orienté par l'affrontement est-ouest, la violence internationale n'oppose plus principalement des États ou des blocs d'États : à défaut d'être étatique et classiquement politique, elle devient sociale, disséminée, produite par des acteurs enkystés dans des réseaux sociaux, animés par un jeu durkheimien d'anomie, de déviance, réagissant à l'exclusion ou à l'humiliation. Une telle violence débouche sur des désordres qui non seulement ne sont pas maîtrisables par les instruments classiques de la puissance, mais qui se nourrissent aussi des échecs des formes habituelles de l'intervention politico-militaire des grandes puissances. En exprimant leur impuissance, celles-ci suscitent de redoutables processus de *collapsing state*. En bref, la puissance crée de l'instabilité : elle n'a pas su inventer les modes de régulation sociale capables de la réduire.

La puissance crée l'instabilité

La Méditerranée orientale attise les appétits de puissance : le constat n'est ni original ni nouveau. Le phénomène connaît pourtant aujourd'hui un optimum qui mérite d'être analysé. Dans un contexte de mondialisation, la domination cherche tout naturellement à s'exercer dans les espaces de rupture ou de fracture : l'étendue territoriale est, d'un point de vue géopolitique, dévalorisée par rapport aux lignes de frontière [55] ou d'articulation ³. Sans préjuger de l'importance a priori du facteur culturel ou religieux, la région qui nous retient se distingue par une exceptionnelle densité de démarcations : monde chrétien, monde musulman, monde juif : christianisme romain et christianisme orthodoxe : monde arabe, turc et persan, grec ou latin : Afrique, Asie et Europe : la ligne mystérieuse qui sépare l'Orient de l'Occident, comme pour fonder deux hémisphères mythiques, passe quelque part à l'est de l'Italie et à l'ouest de l'Anatolie. Derrière tous ces mythes géoculturels, se dissimule en fait un véritable enjeu de domination : la désignation des symboles culturels qui permettent d'instal-

³ Cf. STRANGE (S.), *States and Markets*, Londres, Pinter, 1988.

ler une hégémonie ou, au contraire, de la contester. Pour des raisons complexes à exposer, l'islam est ainsi devenu pourvoyeur des instruments symboliques qui permettent de contester la « domination occidentale » ou américaine, de mobiliser contre elle et d'articuler un discours de la contestation transnationale : contrôler, socialiser ou « démocratiser » le « Grand Moyen Orient » devient ainsi une façon d'agir ou de tenter d'agir sur un univers symbolique perçu comme hostile ou potentiellement dangereux. En plaçant celui-ci au centre de leur rhétorique et de leur visée stratégique, les néo-conservateurs ne se limitent pas à produire un discours sur « l'axe du Mal »⁴ : ils dotent aussi la région d'un statut exceptionnel de pourvoyeur ou de destructeur de puissance. De la même manière, la lecture huntingtonienne de l'opposition radicale entre occident et islam ne doit pas être uniquement reçue comme une dérive culturaliste coupable : elle dessine aussi le cadre d'une conflictualité de substitution à l'ancien clivage est-ouest et révèle un espace au sein duquel l'affirmation de puissance est perçue comme une priorité et une nécessité.

En construisant ainsi la rivalité en termes culturels, les stratégies de puissance prennent un double risque qui fait sensiblement monter les enchères. Autrefois, la rivalité idéologique entre l'est socialiste et l'ouest libéral apparaissait comme un moyen efficace d'isoler les dictateurs qui se réclamaient d'un système voué à l'échec : aujourd'hui, l'expression culturelle de la nouvelle compétition oblige la puissance à agir sur l'identité même de ceux qu'elle dénonce. Elle place en outre les régimes locaux dans un cruel dilemme : ou se faire les champions [56] du radicalisme islamiste et se placer ainsi en opposition explicite (république islamique d'Iran) ou implicite (Arabie Saoudite d'hier ou peut-être encore d'aujourd'hui) avec la super-puissance : ou transiger avec celle-ci, accepter les règles de la clientélisation et se couper alors de leur base sociale (Égypte ou Jordanie), voire avouer leur crainte d'une démocratisation qui pourrait leur être fatale... De telles incertitudes placent, en toute hypothèse, la construction de relations diplomatiques avec ces régimes et enjeux majeurs de puissance.

⁴ Cf. DAALDER (I.), LINDSAY (J.) *America Unbound*, Brookings Institute Press, Washington, 2003.

Ces données politiques et culturelles sont évidemment rejointes par des considérations géo-économiques plus connues et mieux admises. Les ressources naturelles de la région sont depuis longtemps conçues comme des objets de convoitises qui alimentent les stratégies de puissance. On sait que le sous-sol moyen-oriental contient 66 % des réserves de pétrole du monde, l'Arabie Saoudite à elle seule 25 %, l'Irak et l'Iran, 10 % chacun. On se souviendra, en même temps, que les États-Unis, premier consommateur au monde, dispose de réserves très faibles qui les conduiront à perdre très vite leur rang de second producteur : le Japon, sans ressources naturelles, s'impose comme second consommateur, bientôt devancé par la Chine qui ne recèle, dans son sous-sol, qu'une part infime des réserves pétrolières... Aussi le Moyen-Orient se distingue-t-il en étant non seulement un espace où s'aiguissent les appétits de puissance mais, en apparaissant surtout comme un champ clos de rivalité entre puissances, probablement la seule partie du monde où les rapports de puissance répondent encore à la rigoureuse arithmétique du jeu à somme nulle, où tout gain de l'un se traduit directement en perte pour l'autre.

Cette évidence, devenue aujourd'hui singularité, est porteuse d'une double conséquence. La région souffre d'abord d'une profonde recomposition de la géopolitique mondiale. Pendant des siècles, l'Europe était l'espace privilégié des rivalités de puissance : elle ne l'est plus aujourd'hui, pour la première fois depuis longtemps, et a clairement cédé sa place à la Méditerranée orientale. On peut même risquer l'hypothèse que celle-ci a acquis ce nouveau statut à titre pratiquement exclusif, alors qu'au moins depuis 1945 l'Europe voyait son privilège disputé par d'autres régions du monde (Moyen-Orient déjà, Asie orientale, certainement ...). De nos jours, les autres zones conflictuelles (Afrique, Asie du Sud ...) restent ancrées dans un statut périphérique, tandis que l'Asie du Nord-Est, elle-même, perd sa crédibilité d'espace majeur d'affrontement. Pour toutes ces raisons, les [57] puissances, grandes ou petites, s'invitent à l'est de la Méditerranée, les connivences et les antagonismes s'y nouent selon des considérations qui ne sont pas seulement locales : l'instabilité s'en régale...

En second lieu, les conflits locaux deviennent l'affaire de tous. Le conflit israélo-palestinien n'a jamais été évidemment une simple guer-

re locale, mais on en dira de même des conflits kurde, libanais, irakien, irano-irakien, de l'invasion du Koweït ou de la révolution iranienne. Nul ne songerait à faire de parallèle entre l'invasion du Koweït par Saddam Hussein et celle du Timor-est par le Général Suharto : nul n'oserait comparer le problème kurde au problème tamoul ou à celui de l'Érythrée. On découvre alors que l'internationalisation d'une question nationale ou d'une rivalité bilatérale intervient non pas tant pour aiguïser une conflictualité ou en aggraver la violence, que pour conférer à une question locale une configuration globale, à la faveur de laquelle les acteurs sont plus nombreux, les ressentiments plus accusés et surtout les enjeux brouillés à l'envi... On peut faire le pari, notamment, que la source majeure d'instabilité dans la région tient, de ce fait, à une culture obsessionnelle de l'antiaméricanisme, mêlant dénonciation des complots et révolte contre la domination, paralysant et brouillant les diplomaties nationales, hypothéquant les négociations, bloquant le multilatéralisme, aiguïssant les violences et animant la rue...

Une telle alchimie disqualifie les vertus de la puissance. Le paradoxe veut que, pour toutes ces raisons et d'autres encore, la Méditerranée orientale favorise une démonstration inflationniste de la puissance : en même temps, ces données contribuent à rendre cette puissance inopérante, parfois dérisoire, à opposer à son usage excessif des formes de violence, sociales et disséminées, sur lesquelles ni les canons ni les missiles n'ont la moindre prise. Le mirage de l'unipolarité y est déjà pour beaucoup : tant que la rivalité est-ouest régnait sur le monde, la logique de puissance était dotée d'une efficacité non négligeable. Protégés par le bouclier soviétique, les États arabes étaient sûrs au moins de ne pas tout perdre dans le combat en fait inégal qui les opposait à Israël. Aujourd'hui, l'unique super-puissance s'érige en juge, tout en étant parti : ses vertus médiatrices s'en ressentent, comme on a pu le constater à Camp David. Mais surtout, les régimes arabes savent qu'à défaut d'être protégés, ils n'ont plus aucune carte à jouer dans la belligérance et même dans la construction d'une paix négociée. Le formidable déséquilibre de puissance vient nuire à celle-ci : chacun [58] est convaincu dans le monde arabe, que la violence clausewitzienne n'est plus une ressource : d'aucuns en tirent la conclusion qu'il convient de lui substituer un autre type de violence, fait de terrorisme et d'actes de désespoir dont les formes incontrôlables

conduisent tout droit à l'instabilité chronique. Il est tentant de noter que, sur un autre flanc méditerranéen, le conflit yougoslave a été éteint, avec peine et dégâts, à mesure qu'il réépousait les contours de la bipolarité opposant Washington à Moscou : un point d'équilibre, évidemment fragile, fut trouvé lorsque se réaffirmèrent les parrainages des différents camps ethniques, au prix même d'épisodes aussi teintés de Guerre Froide que le parachutage russe sur l'aéroport de Pristina...

Cet usage généralement déséquilibré de la puissance face à des formations sociales déjà désorganisées conduit à un processus grave de désinstitutionnalisation. L'intervention en Irak fut justifiée, notamment par les néo-conservateurs, comme une œuvre de « *nation-building* » et de « *democratic enlargement* ». Vingt mois plus tard, et malgré une victoire militaire rapide, le processus qui se dessine est plutôt celui d'un « *collapsed state building* ». Pour des raisons d'ailleurs assez évidentes qui recoupent assez largement la théorie classique de l'effondrement des États ⁵ l'intervention extérieure favorise l'extraversion du nouveau régime mis en place et en affaiblit la légitimité : la destruction brutale des structures d'autorité porte atteinte à l'offre publique de sécurité et donne libre cours aux entrepreneurs de violence les plus variés : l'usage massif de la force militaire accroît le fossé entre société et État. Dans ce cas d'espèce, le désordre risquait de s'instaurer pour au moins deux raisons supplémentaires : le défaut d'association de la société civile à l'œuvre de reconstruction : l'usage dangereux qui fut fait du communautarisme pour hâter la chute du régime bassiste, conduisant à une brutale régression du contrat social irakien. Comme bien souvent dans des situations de ce genre, l'absence de lien entre l'État reconstruit et les éléments de la société civile conduit à la formation d'espaces sociaux de contre-légitimité qui bénéficient d'allégeances plus solides que le lien citoyen : on obéira alors plus volontiers à un prêcheur, un chef de tribu, voire à un réseau de circonstances qu'à son propre État. Très aiguisés en Irak, ces processus de « *collapsed state-building* » ont pu être observés également pendant [59] la guerre civile libanaise ou la guerre civile algérienne : ils marquent de leur dynamique une part importante de la région.

⁵ ZARTMAN (W.), ed., *Collapsed States*, Boulder, Lynne Rienner, 1995.

La puissance s'est révélée tout aussi désinstitutionnalisante dans d'autres conflits régionaux. Le conflit israélo-palestinien est clairement entré dans une phase de ce type, se traduisant par un démantèlement de l'Autorité palestinienne mise en place par les Accords d'Oslo. La mutation est significative : en disqualifiant Yasser Arafat, pourtant régulièrement élu, en bloquant militairement le fonctionnement des institutions nouvelles, Israël et les États-Unis accélèrent en fait la régression d'une nation palestinienne en voie de constitution vers la condition d'un simple mouvement social. La logique régressive a une contrepartie : celle de la frustration et de la défiance vis-à-vis d'institutions qui révèlent ainsi leur inanité et leur manque de crédibilité. Elle est assez rare dans l'histoire contemporaine des mouvements de libération, et même probablement unique. On retrouve en effet avec peine un mouvement de ce type bénéficiant d'une pente ascendante le conduisant vers une reconnaissance internationale, soudain contrariée par une mobilisation aussi massive de puissance. Cette régression - peut être même inversion - engendre évidemment de l'instabilité, puisqu'elle conduit les acteurs sociaux à faire le choix de la déviance sociale et à accorder leur soutien à des entrepreneurs de violence dont le jeu consiste précisément à se nourrir du processus de désinstitutionnalisation, d'en tirer prétexte et profit.

L'irruption de la force, en juillet 1974, au sein du conflit chypriote a eu un effet comparable au moins sur un point : l'occupation militaire turque du nord de l'île a favorisé la mise en place d'un État fantoche qui n'a bénéficié d'aucune reconnaissance internationale. À nouveau, la puissance contrariait l'institution et conduisait ainsi à la mise en place d'un jeu d'acteurs très peu propice à la négociation. L'asymétrie institutionnelle entre les deux parties de l'île eut même un double effet pervers : dans un premier temps, elle conduisait au radicalisme la partie turque, craignant que tout processus sérieux de paix n'aboutisse au démantèlement d'une « république » dépourvue de toute légalité : dans un deuxième temps, elle poussait à l'intransigeance la partie grecque, encouragée de voir ses adversaires relégués dans un espace de non droit et donc d'infériorité.

Cette irrévérence à l'égard du jeu institutionnel s'accomplit de manière très diverse ici et là. Partout où régresse l'institution, se pro-

filent les ghettoisations et les bantoustans ethniques : au Liban, à la fin [60] des années quatre-vingt, en ex-Yougoslavie, en Palestine... ⁶ À chaque fois, cette légitimation de l'ethnisme ou du confessionnalisme crée les conditions de nouvelles violences. De même, le défaut d'institution ouvre-t-il toujours la voie aux poussées d'autoritarisme les plus déstabilisantes : en Algérie, en Tunisie, et jusqu'en Asie centrale...

Pour toutes ces raisons, la puissance se piège elle-même : dans un contexte fait de déséquilibre et de faible institutionnalisation, elle renvoie aux sociétés en crise l'essentiel du travail de riposte et de partenariat. Plus elle s'affirme, plus elle crée ainsi de l'instabilité et de l'incertitude.

L'ignorance de la régulation sociale

Face aux incertitudes de la puissance, il convient de prendre délibérément le parti de l'analyse sociologique. À un usage dysfonctionnel de la force, source d'instabilité et de désordre, répondent une logique complexe du social et un défaut de régulation qui n'est pas sans évoquer le XIX^e siècle européen. Celui-ci présentait en réalité, quelques symptômes permettant de hasarder une comparaison : la puissance régnait en maître, tant à l'échelle nationale qu'internationale, le Vieux Continent était au centre de toutes les conflictualités, l'institutionnalisation était encore déficiente, la société civile souffrait d'un grave défaut de représentation, la rue était, au rythme des émeutes, la scène favorite d'expression du *popolino* ⁷. Tout juste celui-ci, à l'abri des logiques de mondialisation, adressait-il sa vindicte aux princes plutôt qu'aux puissances étrangères. Le rôle de ces dernières dans l'imposition d'un ordre tenu pour moral et supérieur n'en était pas pour autant négligeable : qu'on se souvienne de la Sainte-Alliance, de l'épisode du Trocadéro et de la régression que les super-puissances d'alors opposaient au nationalisme montant.

⁶ In BADIE B., « Les impasses de la politique du ghetto », in Hannoyer (J.), dit., *Guerres civiles*, Paris, Karthala, 1999.

⁷ HOBBSBAWN (E.), *Les Primitifs de la Révolte*, Paris, Fayard, 1966.

Au-dedans comme au-dehors des frontières, le choix fut d'abord répressif et politique... Il devint progressivement social sur des arguments politiques : des institutions démocratiques et de bien-être furent peu à peu construites, non pas pour des raisons éthiques ni philosophiques, mais parce qu'elles étaient mieux à même de contenir les violences [61] sociales et de consolider en fait les structures en place ⁸. Le parallèle ne doit pas être mené trop loin : la construction démocratique éprouve des difficultés de sortir de l'espace européen, parce qu'elle est reçue ailleurs comme un produit d'importation et d'imposition, comme un jeu artificiel combiné par les élites et leur puissance tutélaire. Comme tels, elle mobilise peu et se trouve souvent délaissée au profit des mobilisations identitaires. En revanche, le défaut d'intégration sociale demeure et demande à être traité à titre prioritaire, tant comme mode de solution aux conflits que comme substitut aux impasses de la puissance.

Dans un contexte de mondialisation, ce défaut d'intégration sociale ne peut pas être apprécié au seul échelon local : il se mesure en référence à des considérations nationale, régionale et internationale. Quatre directions méritent alors d'être privilégiées : des logiques d'aliénation, d'anomie, d'humiliation et de faible redistribution. Les premières doivent être mises en relation avec l'échec des processus d'importation et d'occidentalisation. La domination accomplit ici une fonction des plus perverses : en imposant des modèles venus de l'extérieur, elle fait rimer puissance et extériorité, contribuant à mettre la première en conflit ouvert avec l'identité même des gouvernés. Dans un tel contexte, le particularisme devient en même temps marqueur et emblème de la contestation, selon des modalités inconnues dans les processus de développement qui ont marqué l'Occident. Il en dérive un défaut d'intégration verticale, l'individu se reconnaissant faiblement dans les institutions stato-nationales : son allégeance citoyenne disparaît derrière la vigueur de ses allégeances communautaires. On devine facilement le cercle vicieux qui en dérive : plus la puissance internationale s'exprime, plus les institutions politiques nationales s'en trouvent délégitimées, sauf si celles-ci se drapent d'un populisme capable, à l'instar du nassérisme ou de l'islamo-populisme, de les mettre à l'abri

⁸ HERMET (G.), *Le peuple contre la démocratie*, Paris, Fayard, 1989.

de tout soupçon de collaboration. Pris dans un impossible dilemme, entre les excès du Populisme et ceux d'une dépendance promptement dénoncée, les régimes trouvent ainsi dans chaque crise des causes im-parables d'instabilité : la crise irakienne est ainsi vite devenue l'enjeu déstabilisateur des systèmes politiques de la région, à l'instar du régime de Moubarak qui eut à essuyer la violence des manifestations de mars 2003 au Caire. Ces logiques d'aliénation réorientent [62] les comportements sociaux, les incitant à confondre radicalisme et identitarisme, à traduire en termes internationaux toute gestion domestique qui devient du même coup insoluble, à préférer les solidarités communautaires à la mobilisation associative ou partisane, à confondre nationalisme et particularisme.

L'anomie en devient le pur prolongement. Celle-ci s'apprécie de deux façons différentes. Dans une perspective durkheimienne, elle souligne le défaut de règles sociales communes, frappant notamment une population brutalement et massivement urbanisée, inapte à mobiliser des comportements traditionnels et parochiaux dans un contexte de communication moderne ⁹. Le Caire, Damas, Istanbul, Tunis ou Alger deviennent ainsi des métropoles abritant un public anonyme, de véritables « paysans dépayés », trouvant les conditions de leur survie dans un communautarisme bricolé. Véritables espaces d'ingouvernabilité où la puissance n'a pas droit de cité, ces mégalo-poles reproduisent une instabilité sur laquelle échoue tout projet d'institutionnalisation. Non seulement elles deviennent un facteur de brouillage de toute tentative de régulation internationale qui bute ainsi sur la « rue arabe » ou moyen-orientale, mais elles se muent aussi en foyers constants de contre - mobilisation faisant le jeu des entrepreneurs populistes ou islamistes.

Dans une perspective mertonienne ¹⁰, cette anomie exprime aussi l'écart entre les besoins suscités par la société chez les individus et l'incapacité, matérielle ou symbolique, de les satisfaire. Or tout concourt, dans cette partie du monde plus qu'ailleurs, à dramatiser cet écart : les progrès fulgurants de l'urbanisation, rendent visibles les

⁹ DURKHEIM (E.), *De la Division du Travail Social*, Paris, PUF, 1973. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹⁰ MERTON (R.), *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965.

offres de consommation : les proximités et les voisinages créent en même temps séduction et rejet pour la consommation occidentale, fortement sollicitée, mais cible privilégiée de toutes les destructions violentes lors de chaque émeute : l'échec global d'un projet de développement économique et social capable de répondre à la demande de consommation.

L'humiliation est au centre même de tout défaut d'intégration sociale, puisqu'elle se distingue par la négation même de l'altérité ou du moins par un comportement qui tend à construire celle-ci sur une inégalité postulée. En cela, elle est source de « fracture » belligène, à l'instar de ce que fut la lutte des classes dans l'Europe du XIX^e siècle. [63] Dans un contexte de mondialisation, cette négation de l'altérité contribue à aggraver la séparation entre l'est et l'ouest, l'orient et l'occident et à recréer précisément un espace social imaginaire qui se détache des fractures ainsi perçues. L'humiliation redonne du sens à un espace homogènement humilié qui, au gré des circonstances, s'identifie comme « société orientale », « société arabe » ou « société musulmane ». Ces constructions deviennent d'autant plus périlleuses que leur ciment social tient davantage à des facteurs négatifs que positifs, au ressentiment qu'à la solidarité interne, à la commune humiliation qu'à la volonté contractuelle de vivre ensemble. Il reste à faire une sociologie internationale de l'humiliation : on peut néanmoins émettre l'hypothèse que cette pathologie sociale est plus vive dans le grand Moyen-Orient que partout ailleurs, tant celui-ci est un lieu de convoitise et de grande proximité, tant sa structure conflictuelle est hors du commun.

Le conflit israélo-palestinien y est pour beaucoup : sa configuration de guerre coloniale exceptionnellement persistante, dans un contexte de décolonisation achevée, se trouve aggravée par le sentiment d'un traitement inégal, opposant deux poids et deux mesures : les États du monde arabo-musulman sont sous la menace permanente d'une intervention politico-militaire des puissances, dès lors qu'ils ne respectent pas les résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité, tandis qu'Israël bénéficie du droit de transgresser celles-ci. L'enclavement de ce conflit dans la région, sa durée hors du commun, la culture de la défaite qui semble l'accompagner dans l'imaginaire régional valident le

sentiment de coexistence de deux mondes, l'un vainqueur et privilégié, l'autre défait et marginalisé, dont la ligne de démarcation suivrait le même parcours que celui qui sépare les cultures de la région. L'humiliation prend ainsi une configuration identitaire qui la radicalise tout en lui conférant un mode d'expression privilégié... La puissance s'oppose ainsi à l'identité ... La résistance communautaire l'emporte alors sur l'intégration sociale, en se nourrissant d'une contestation permanente de la puissance.

Cette même logique se retrouve à travers l'échec du processus de redistribution. Quelle que soit leur ressource de puissance, du fait de leur sous-sol, de leur prétention militaire, ou tout simplement de leur clientélisation, voire de leur insertion dans les systèmes d'alliances, les États de la région souffrent d'un déficit criant de développement humain. Malgré un fort PIB par habitant, l'Arabie Saoudite ne dépense que 448 \$ par habitant pour la santé, contre 2 000 \$ pour la [64] France ou Israël, et 2 400 pour l'Allemagne. Pour le bassin méditerranéen, les chiffres sont éloquentes : 64\$ pour l'Algérie, 51 pour l'Égypte, 137 pour la Jordanie, 30 pour la Syrie, 110 pour la Tunisie, 150 pour la Turquie, 499 pour le Liban... ¹¹.

Ainsi le défaut d'intégration sociale nationale devient-il de façon évidente un vice d'intégration sociale internationale dont les marqueurs et les modes d'expression deviennent bien vite de nature identitaire. Source de défiance à l'égard de la puissance internationale, il devient ainsi une force capable de dénoncer celle-ci, de la contenir et de la paralyser. Les leaders et les mouvements populistes l'ont très tôt compris, qui ont su se régaler du malaise social, jusqu'à faire de celui-ci un instrument de gouvernement : prouesse impossible dans un monde d'États-nations souverains comme celui du XIXe siècle européen, mais presque banale dans un contexte de mondialisation au leadership trop voyant... C'est aussi le cruel miracle d'un développement du sous-développement qui peut servir les princes locaux qui le cautionnent, à condition d'accepter de courir le risque de l'explosion sociale, comme en Égypte en 1977 ou en 1986, en Tunisie ou au Maroc en 1984, ou de la récupération islamiste qui s'inscrit alors banalement

¹¹ Banque mondiale, *World Development Indicators*, 2003.

dans la surenchère populiste, que ce soit en Algérie, en Palestine ou, plus au sud, en Arabie Saoudite...

Toutes ces incertitudes s'actualisent dans une très fragile institutionnalisation régionale. Face à l'échec de l'intégration sociale, le choix de la solidarité régionale paraît peu rationnel : la conduite du cavalier seul semble préférable. Ainsi s'expliquent les revers essuyés par la Ligue arabe pour imposer un minimum de supra-nationalité. Les réticences de l'Union européenne à l'égard de l'admission de la Turquie relèvent de considérations voisines, ce qui pousse mécaniquement Ankara aux deux alliances de l'immédiatement possible, dont le coût ne cesse pour elle de s'élever : avec les États-Unis, à travers l'OTAN, et avec Israël, à travers des accords militaires auxquels même les « islamistes » de l'AKP ont dû consentir. Il est vrai que la crise irakienne leur a de fait enlevé une partie de leur substance. Dans ce contexte où l'alliance devient un bien rare, les offres tout naturellement s'activent : la Russie en direction de l'Iran, puis surtout de la Turquie : la Chine, voire la Corée du Nord, vers Téhéran... Jeu complexe dans lequel le marché de la puissance devient fortement instable, [65] créant de la fluidité et des repositionnements en chaîne qui tranchent avec un modèle d'alignement qui, du temps de la bipolarité, était tiré au cordeau... La puissance y perd une partie de ses galons et probablement de son efficacité.

En réalité, on retrouve toujours la même hypothèse anomique qui traverse ainsi les sociétés, les États, les constructions régionales et les alignements internationaux. Vaincue ou dépassée par l'anomie, la puissance s'enferme dans des effets de démonstration beaucoup plus que dans des logiques de construction, sombrant ainsi dans le pire des effets pervers : plus elle s'exprime au sein de la Méditerranée orientale, plus elle crée de l'instabilité.

[67]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

DEUXIÈME SÉANCE

[Retour à la table des matières](#)

[67]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

DEUXIÈME SÉANCE

Conférence

**"Diversité des cultures et droits
de l'homme en Méditerranée."**

Sélim ABOU

Recteur émérite de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, Titulaire de la Chaire Louis D - Institut *de France* d'anthropologie inter-culturelle.

[Retour à la table des matières](#)

[69]

"DIVERSITÉ DES CULTURES ET DROITS DE L'HOMME EN MÉDITERRANÉE."

Sélim ABOU

Né en 1928. En 1946, il entre chez les Jésuites. Docteur ès lettres en 1961, Doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth de 1977 à 1992, Recteur de l'Université Saint-Joseph de 1995 à 2003. Sélim Abou est philosophe et anthropologue. Il est directeur des Presses de l'Université Saint-Joseph et titulaire de la Chaire « Louis D - Institut de France » d'anthropologie interculturelle.

Ses principales publications : Enquêtes sur les langues en usage au Liban (1961), Le bilinguisme arabe français au Liban (1962), Liban déraciné. Immigrés dans l'autre Amérique (1978), Béchir Gemayel ou l'esprit d'un peuple (1984), Retour au Paraná. Chronique de deux villages guaranis (1993), La « République » jésuite des Guaranis (1995), L'Identité culturelle suivi de Cultures et droits de l'homme (2002), Les libertés (2003).

[Retour à la table des matières](#)

Dans un article paru en 1995 sous le titre « Matrice de cultures, zone de tempêtes - Mère Méditerranée », Edgar Morin écrivait : « L'Europe tend à se détourner de la Méditerranée au moment, justement, où en Méditerranée s'accroissent problèmes et périls » ¹² : il préconisait une « politique de régénération de la Méditerranée » et s'interrogeait sur les moyens de restaurer la fonction communicatrice du mare nostrum. Or, cette même année précisément, s'élaborait à Barcelone un projet euro-méditerranéen unique dans son genre qui, pour la première fois, engageait les 15 pays de l'Union européenne et 12 pays du sud et sud-est de la Méditerranée ¹³ à penser ensemble les étapes d'une stratégie de long terme pour toute la région. Ce qu'on a appelé le processus de Barcelone se proposait de créer une zone de paix et de stabilité reposant sur les principes fondamentaux du respect des droits de l'homme [70] et de la démocratie. Cette zone de paix serait en même temps un espace de prospérité partagée, grâce à l'instauration progressive et régulée du libre-échange, et un espace de compréhension mutuelle des peuples, grâce notamment à la multiplication des échanges et des initiatives entre les sociétés civiles. Le processus de Barcelone n'a peut-être pas donné tous les résultats qu'on pouvait en attendre, mais l'idée du « partenariat euro-méditerranéen » est devenue une réalité, comme l'attestent les rencontres périodiques des 27 partenaires, soit au niveau des ministres des Affaires étrangères et de ministres sectoriels, soit au niveau des participants diversifiés aux « forums civils ».

Aujourd'hui le processus de Barcelone est intégré dans une vision plus large, celle de la « politique européenne de voisinage ». Des accords de partenariat et de coopération ou des accords d'association sont entrés en vigueur entre l'Union européenne et les pays du sud et de l'est méditerranéens et des plans d'action sont déjà en discussion

¹² Edgar MORIN, « Matrice de cultures, zone de tempêtes - Mère Méditerranée », *Le Monde diplomatique*, août 1995.

¹³ Algérie, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Territoires palestiniens, Syrie, Tunisie, Turquie.

entre les partenaires. Les conditions du « partenariat » sont toujours les mêmes. Dans le « Document d'orientation » de la Commission européenne on lit : « La relation privilégiée avec les voisins s'appuiera sur un engagement réciproque en faveur des valeurs communes se situant principalement dans les domaines de l'État de droit, de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme, notamment des droits des minorités, des relations de bon voisinage et des principes de l'économie de marché et du développement durable » ¹⁴. Mais la mise en pratique de ces principes souffre de l'ambiguïté déjà présente dans le processus de Barcelone. Tout en reconnaissant la légitimité de Barcelone, Hubert Védrine, alors ministre des Affaires étrangères, en soulignait les insuffisances et les lacunes, en se référant en particulier au volet politique « sur lequel, disait-il, les choses avancent lentement » ¹⁵. En un langage moins diplomatique, il est permis d'affirmer que, dès Barcelone, on a cru, qu'en esquivant les problèmes politiques, les points de conflits et de crises, on pourrait progresser sur des aspects moins conflictuels, comme sont l'économie, la société, la culture, etc. « L'économique fut ainsi perçu par certains leaders du processus de Barcelone, et notamment la Commission européenne, comme un [71] moyen de contourner ou de supprimer les faiblesses du politique » ¹⁶. Or si la croissance économique et le développement durable peuvent infléchir le politique dans le sens de la démocratie, ils peuvent aussi s'accommoder longtemps de la dictature et de la répression des libertés. C'est le respect des droits de l'homme et de la démocratie qui est premier. Sans lui, toute vision de paix ou de résolution des conflits reste aléatoire, sinon illusoire.

Il y a donc, en Méditerranée du sud et sud-est, une sorte de léthargie du politique, une sourde résistance à l'application intégrale des droits de l'homme et à l'adoption de la démocratie. Cette résistance est due sans doute à des raisons historiques, mais plus profondément à

¹⁴ Communication de la Commission, *Politique européenne de voisinage*. Document d'orientation. Version révisée après C. CAB du 615/04.

¹⁵ Entretien avec Hubert VÉDRINE, *Un enjeu de première importance*, in *Confluences/Textes/Entretien Védrine*, n° 35.

¹⁶ Jean-François DAGUZAN, *La Charte pour la paix et la stabilité. La fin des illusions de Barcelone ?* Confluences/Textes/Daguzan n° 35.

la diversité des traditions religieuses et des cultures qui en émanent. Il serait tentant de diviser le monde méditerranéen en trois espaces religieux : un espace occidental chrétien, un espace oriental et méridional musulman, un espace oriental juif. Mais des nuances de taille font échec à cette vision trop simple. L'espace musulman a toujours compté d'importantes minorités chrétiennes et juives au Proche-Orient, juives en Afrique du Nord : l'espace chrétien a de longue date hérité de l'empire ottoman quelque huit millions de musulmans dans les Balkans et se trouve par ailleurs divisé entre deux chrétientés, catholique et orthodoxe, peu ouvertes l'une sur l'autre : enfin le Proche-Orient répercute cette dualité chrétienne et accuse une opposition ancienne mais de plus en plus vive, entre musulmans sunnites et chiites. Là où elles existent, les résistances à l'application de certains droits fondamentaux s'enracinent dans la conscience collective sous la forme d'un triple malaise. Le premier peut se traduire par une mise en question larvée de l'origine et du fondement des droits de l'homme : la deuxième par la difficile conquête de l'individualisme, c'est-à-dire de l'émergence de l'individu dans son triple rapport à soi-même, à l'autre et à l'État : le troisième par la revendication plus ou moins confuse d'une modulation des droits de l'homme en fonction de la relativité des cultures et des religions. Ce sont les trois aspects que je me propose d'étudier.

[72]

L'origine et le fondement des droits de l'homme

Le premier malaise provoqué par la Déclaration de 1948 concerne l'origine et le fondement des droits de l'homme. Il ne s'agit ici ni de l'adhésion formelle à la Déclaration universelle des droits de l'homme, votée par tous les pays de la Méditerranée, ni de la violation de ces droits, dont aucun pays, développé ou en développement, n'est exempt. Ce qui est en question, c'est le phénomène de l'interprétation. Les droits de l'homme, comme ceux du citoyen, ne sont pas acquis une fois

pour toutes. Ils sont continuellement repensés et réinterprétés en fonction de l'évolution des sociétés et de leurs cultures respectives.

Si les pays européens de tradition chrétienne représentent aujourd'hui en Méditerranée la pointe de la modernité, c'est-à-dire aussi bien la démocratie garante de la liberté et de l'égalité des citoyens que le progrès de la science et de la connaissance en général, il faut reconnaître que ce résultat ne fut atteint qu'au terme d'un long divorce entre l'Église et le monde moderne. La fracture scientifique remonte au procès de Galilée en 1633. Au fossé scientifique allait bientôt s'ajouter un fossé politique et idéologique que Jean Delumeau résume en ces mots : « Les Églises (catholique, luthérienne et anglicane) liées au pouvoir politique, vont faire cause commune avec les rois. Et c'est le drame de la Révolution française car, au moment où est rédigée la Déclaration des droits de l'homme (et du citoyen) le pape condamne le texte » ¹⁷.

Parlant plus particulièrement de la France, l'auteur ajoute : « L'Église catholique va se trouver opposée à la Révolution française, puis elle bénira Napoléon parce que le concordat a reconnu le catholicisme comme religion de la majorité des Français. Et quand l'empereur aura sombré après ses défaites, l'Église applaudira des deux mains à la Restauration. De sorte qu'on entre dans un XIX^e siècle où l'Église se trouve opposée aux forces du monde moderne qui revendiquent la liberté. Cette opposition a empoisonné tout le XIX^e siècle ». Ils n'en ¹⁸reste pas moins qu'en fin de compte, les États catholiques de la Méditerranée ont réussi l'exploit de passer « d'une religion officielle à la neutralité religieuse, d'un droit privé fortement marqué par le droit [73] canonique à un droit civil sans référence explicite, et enfin et surtout, d'une tolérance « privée » de cultes non catholiques à la reconnaissance pleine et protectrice de la liberté de conscience et de

¹⁷ Jean DELUMEAU, « L'atout majeur du christianisme, sa capacité d'adaptation », in *Chrétiens, tournez la page* », Entretiens avec Yves de Gentil-Baichis (René Rémond, Jean Delumeau, Marcel Gaucher, Danièle Hervieu-Léger, Paul Valadier), Bayard Éditions 2002, p. 49.

¹⁸ *Ibid.*

religion » ¹⁹. Caractéristique de cette dernière évolution est le changement d'attitude radical de l'Église elle-même vis-à-vis des juifs. Le Concile Vatican II supprime dans les textes la mention du peuple déicide et rejette l'idée de culpabilité héréditaire en ce qui concerne les juifs. Il renonce ainsi à la doctrine qui, jusqu'au XXe siècle, considérait le peuple juif responsable de la mise à mort de Jésus. Enfin l'Église reconnaît la légitimité de l'État d'Israël.

Fondé par les juifs ashkénazes issus de l'Europe et fervents partisans des droits de l'homme, l'État d'Israël est une démocratie particulièrement complexe réunissant des communautés juives diverses venues des quatre coins du monde, ainsi que des minorités arabes musulmanes et chrétiennes. Scientifiquement et technologiquement, Israël est à la pointe de la modernité. Politiquement, il jouit de la solidarité de tous les juifs de la diaspora, singulièrement du puissant lobby juif des États-Unis. À cet égard, il n'est peut-être pas inutile de citer cette remarque de la reine Noor de Jordanie, commentant la visite au Congrès américain du roi Hussein et du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, suite à la signature de l'accord de paix entre les deux pays : « La session du Congrès fut spectaculaire. Le roi fut ovationné à plusieurs reprises. Rabin le fut aussi, et notre délégation, stupéfaite, fut témoin de la fascination quasi magique qu'Israël exerce sur l'âme américaine : les félicitations offertes au roi par les députés et les sénateurs furent certes chaleureuses et enthousiastes, mais le Premier ministre Rabin fut traité comme le plus ancien et le plus cher des amis » ²⁰. Dans ce même texte, la reine évoque « le pouvoir extraordinaire » du Comité des affaires publiques américano-israéliennes (AIPAC). C'est peut-être en raison de sa constitution plus proche des constitutions occidentales que de celles du Proche et Moyen-Orient qu'Israël commence à postuler son intégration dans l'Union européenne.

[74]

¹⁹ Blandine CELINI-PONT, Introduction à *États, religions et liberté religieuse*, Actes du XV, colloque de l'Institut de droit et d'histoire religieuse, en collaboration avec l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2002, p. 1.

²⁰ *Reine Noor, Souvenirs d'une vie inattendue*, Buchet/Chastel 2004

Plus explicitement que les juifs d'origine arabe installés en Israël, les populations arabo-musulmanes de la Méditerranée expriment un malaise certain relatif à l'origine des droits de l'homme. Pour le monde arabo-musulman, la Déclaration universelle de 1948 est d'origine occidentale et d'inspiration judéo-chrétienne. Aussi comprend-on aisément que le Conseil islamique, désireux de montrer son souci d'être en harmonie avec le monde moderne, ait chargé une commission de juristes et d'experts musulmans d'élaborer une « Déclaration islamique universelle des droits de l'homme ». C'était une manière légitime de s'approprier les articles de la Déclaration de 1948 et d'en donner une vision musulmane. Publiée à Paris trente-trois ans plus tard, le 19 septembre 1981, sous les auspices de l'Unesco, la Déclaration présente néanmoins deux versions passablement différentes. La version française s'écarte peu de la formulation de 1948 et vise apparemment à donner au message une tournure laïque : par contre la version arabe tient davantage du commentaire ou de la réinterprétation que de la traduction. Elle pose de nombreuses questions, qui dénotent l'embaras des auteurs.

Pour n'en retenir que quelques-unes, on constate d'abord que le texte arabe emploie presque indifféremment les mots personne (*chakhs*), individu (*fard*), homme (*insân*) et musulman (*muslim*). « Musulman » tend à se confondre avec « homme », ce qui ne peut que mettre mal à l'aise le non-musulman. La même imprécision se retrouve dans l'emploi des mots communauté (*umma*) et loi (*chari'a*). S'agit-il donc de la communauté et de la loi islamiques, ou de toute communauté et toute loi humaine en général ? Enfin le texte arabe comporte 124 citations, dont plus de la moitié tirées du Coran, les autres de la Sunna, alors qu'il n'en subsiste que deux ou trois dans le texte français.

Du chemin reste donc à faire, mais il est juste de signaler d'abord les écarts entre les pays du Maghreb, qui ont été imprégnés par la législation française au long de la colonisation ou du protectorat et qui ont adopté dans certains domaines, à des degrés divers, le droit civil européen, et les pays du Machreq qui restent plus proches de la tradition musulmane. Il faut aussi signaler l'exception de la Turquie, dont le gouvernement et l'armée sont soucieux d'empêcher l'intrusion de la religion dans le domaine public et de préserver le principe de la laïcité.

Si elle est admise au sein de l'Union européenne, la Turquie pourrait acclimater son modèle auprès des immigrants musulmans et peut-être, à long terme, auprès des pays arabes. Enfin quelles que soient les différences [75] entre les pays musulmans de la Méditerranée, il faut reconnaître leur progrès dans le respect des droits de l'homme. Envisageant le phénomène dans sa généralité, Mohammed Charfi écrit : « Il faut exposer et expliquer la Déclaration universelle des droits de l'homme et les progrès réalisés dans ce domaine au cours des cinquante dernières années par l'adoption des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et des mécanismes de contrôle, ainsi que les instruments de prévention des conflits armés, même si ces mécanismes n'ont pas toujours bien fonctionné » ²¹.

Une autre exception, d'un tout autre type, est celle du Liban, fondé sur un partage du pouvoir, à parts égales, entre chrétiens et musulmans. Contrairement aux autres pays arabes du Machreq et du Maghreb où, derrière des structures démocratiques formelles, s'exerce, à des degrés divers, un pouvoir autoritaire, le Liban pratique une démocratie réelle, actuellement handicapée par l'occupation syrienne, à laquelle cependant elle résiste, comme elle a résisté à quinze ans de guerre et d'ingérences étrangères, trahie par un État entièrement à la solde de l'occupant et une cohorte d'opportunistes qui se ruent à la servitude, enfin périodiquement perturbée par les rivalités communautaires en quête de prestige et d'intérêts. Si, malgré tout cela, le Liban demeure le seul pays réellement démocratique du monde arabe, c'est essentiellement parce que sa Constitution ne reconnaît aucune religion d'État, mais prescrit le respect de toutes. L'absolu auquel elle se réfère, c'est le principe du droit naturel, fondement des droits de l'homme. À ce principe le Liban a adhéré avec une telle détermination que, dans les premières années de l'indépendance, il a eu l'insigne privilège de participer activement, notamment avec Charles Malek, à la rédaction de la Déclaration de 1948, aux côtés de l'Australie, du Chili, de la Chine, des États-Unis, de la France, du Royaume Uni et de l'Union Soviétique.

²¹ Mohamed CHARFI, in Sélim Abou et Joseph Maïla (dir.), *Dialogue des cultures et résolution des conflits : les horizons de la paix*, Beyrouth, Presses de l'Université Saint-Joseph 2003, p. 84.

Plus décisif que le problème de l'origine des droits de l'homme est celui de leur fondement. Les droits de l'homme sont l'explicitation de ce que Rousseau et Montesquieu appelaient le droit naturel et que le philosophe Éric Weil définit par « le principe de l'égalité des êtres raisonnables [76] et libres »²², enraciné dans la conscience en général, cette conscience de soi qui, selon les termes de Kant, est « une et identique dans chaque conscience ». Le droit naturel qu'invoquent Rousseau et Montesquieu et, après eux, Kant et Hegel, est ce qu'on a appelé le droit naturel subjectif, parce qu'il est issu de la conscience transcendante, c'est-à-dire de la conscience rationnelle universellement présente à toutes les consciences. Que « le principe de l'égalité des êtres raisonnables et libres » ait trouvé sa formulation la plus adéquate à une époque donnée et dans une aire de civilisation déterminée, ne le relativise pas pour autant, car cette formulation ne fait que justifier une aspiration fondamentale qui, elle, est aussi vieille que l'homme, comme l'ont manifesté nombre d'événements au cours de l'histoire. Les droits de l'homme expriment la conscience historique que nous avons aujourd'hui d'un droit fondamental qui, lui, transcende l'histoire. Ils sont l'expression, toujours perfectible, du droit naturel immuable, c'est-à-dire de l'exigence de liberté et d'égalité enracinée dans la conscience rationnelle.

En Méditerranée, le malaise relatif au fondement des droits de l'homme est vécu par les adeptes des trois religions, chrétienne, juive et musulmane. La question qui m'a été souvent posée par des amis appartenant aux trois religions est la suivante : le fondement des droits de l'homme est-il religieux ou laïque ? On pourrait résumer ainsi leur argument : « Le fondement des droits de l'homme ne peut être l'homme lui-même, qu'on parle de conscience rationnelle ou, ce qui revient au même, de conscience transcendante. Le fondement ultime ne peut être que l'Être transcendant par excellence, Dieu créateur du monde et de l'homme. C'est donc la religion qui est première et non la raison ». Dans cet argument, quelle qu'en soit la formulation, explicite ou implicite, il y a une confusion irréfléchie entre Dieu et la religion. Dieu n'appartient à aucune religion. Comme le dit l'Écriture : « Ce qui est en Dieu, nul ne le connaît, sinon l'Esprit de Dieu (1 Cor. 2,11) ». Les reli-

²² Éric WEIL, *Philosophie politique*, Paris, Vrin 1971, p. 35.

gions sont des approches diversifiées du divin ou de l'absolu. À ce titre, elles sont particulières.

L'erreur des religions monothéistes est de prendre leur vocation universaliste pour une universalité de fait. C'est ainsi que, au temps de l'Inquisition, l'Église justifiait l'expulsion des juifs, la persécution des Albigeois ou le châtement de tout catholique jugé déviant. La dignité [77] de l'homme se mesurait à sa stricte adhésion à la doctrine de l'Église. C'est ainsi qu'aujourd'hui la « Déclaration islamique universelle des droits de l'homme » donne à penser que le non-musulman ne jouit pas de la même dignité que le musulman, qu'il est au mieux toléré ou protégé. Sans parler de l'idéologie islamiste qui a déclaré une guerre sainte contre l'Occident, perçu comme une coalition d'intérêts entre chrétiens et juifs.

La naturalisation des droits de l'homme présente l'avantage d'obliger tout homme, quel qu'il soit, au nom de la seule raison, tandis que l'énoncé chrétien, juif ou musulman ou autre de ces droits n'oblige, à strictement parler, que les adeptes des religions correspondantes. Si une religion prétend se substituer au fondement universel des droits de l'homme, qui concerne tout être humain - homme ou femme, noir ou blanc, croyant ou athée, riche ou pauvre - elle ne peut produire que la discrimination ou le rejet, plus ou moins prononcé, de l'autre. Si, au contraire, elle respecte le fondement naturel des droits de l'homme, elle dépasse le respect juridique de la personne stipulé par la Déclaration de 1948 et rehausse la pratique de ces droits par une ferveur à la fois affective et surnaturelle qui transforme le respect de l'autre en amour de l'autre.

La difficile conquête de l'individualisme

Le malaise relatif à l'origine et au fondement des droits de l'homme occulte, en Méditerranée, la conscience confuse d'un déficit de modernité. Celle-ci est liée à la rationalisation du monde effectuée par la science et la technique. Le plein accès à la modernité dépend de conditions financières, économiques et démographiques qui, en Méditerranée, ne sont réalisées que dans les pays européens et, grâce à

l'aide colossale des États-Unis, dans l'État d'Israël. Rendant compte de l'écart entre les pays européens de la Méditerranée et les autres, Albert Jacquard écrivait en 1996 : « Une vingtaine d'États bordent la Méditerranée et totalisent près de 400 millions d'habitants. Quatre d'entre eux appartiennent à l'Union européenne : leurs 165 millions de citoyens disposent d'un revenu moyen de 19 000 dollars par an. Les 235 millions d'habitants des autres États ont, en moyenne, un revenu annuel de 1900 dollars, soit dix fois moins. Dans une génération, vers l'an 2025, la population des quatre États européens aura à peine augmenté - 170 millions -, tandis que celle des autres se sera accrue de 70% et s'approchera de 400 millions. L'écart entre les niveaux de vie [78] risque fort de s'amplifier » ²³. Ce n'est certes pas en élevant des barrières que l'on peut esquiver les tensions provoquées par un tel déséquilibre, mais en réfléchissant ensemble « à la mise en place d'une communauté apportant à tous les peuples méditerranéens une ouverture les uns vers les autres. Le projet de mise en commun, ajoute l'auteur, ne se réduira pas aux activités économiques dont dépendent les conditions de vie des individus : il s'appuiera avant tout sur les héritages culturels grâce auxquels ces individus deviennent des personnes » ²⁴.

En Méditerranée, le déficit de modernité se double d'un déficit de démocratie. Celle-ci est liée à l'avènement de l'individu comme sujet du droit. Il importe de rappeler ici que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 avait pour objectif de soustraire l'individu à la tutelle de l'Église et de l'État et de lui conférer le statut universel d'individu abstrait spécifié par la raison et la liberté. Ce statut, qui transcende les appartenances particulières - religieuses, familiales, ethniques - est celui des citoyens, égaux en dignité et en droit, quelles que soient par ailleurs les inégalités concrètes qui les séparent, et tenus aux mêmes devoirs. L'article 29 de la Déclaration de 1948 précisera ces devoirs : « (1) L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible : (2) Dans l'exercice de ses droits et dans la jouis-

²³ Albert JACQUARD, « Rapprocher les peuples. Pour une communauté culturelle méditerranéenne », *Le Monde diplomatique*, août 1996.

²⁴ *Ibid.*

sance, de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique ».

Il y a donc deux niveaux d'universalité : l'universalité inconditionnée de l'individu, tributaire de son appartenance à l'humanité et régie par le droit naturel : l'universalité conditionnée, mesurée par la citoyenneté et régie par le droit positif. Celui-ci varie de nation à nation, mais il n'est légitime que dans la mesure où il tend à se conformer aux exigences du droit naturel et des droits de l'homme qui l'explicitent : « Les nations, écrit Montesquieu, qui sont à l'égard de tout l'univers ce que les particuliers sont dans un État, se gouvernent comme eux par le droit naturel et les lois qu'elles se sont faites » ²⁵. Se plaçant dans une perspective pédagogique, Rousseau pense que, dans [79] l'ordre des faits, « nous ne commençons proprement à devenir hommes qu'après avoir été citoyens » ²⁶, mais que, dans l'ordre des raisons, tout s'inverse : « Trouvons d'abord ce culte et cette morale, cela sera de tous les hommes, et puis quand il faudra des formules nationales, nous en examinerons les fondements, les rapports, les convenances, et après avoir dit ce qui est de l'homme, nous dirons ensuite ce qui est du citoyen » ²⁷. Montesquieu corrobore cette prévalence de l'universalité inconditionnée en affirmant : « Si je savais une chose utile à ma nation qui fût nuisible à une autre, je ne la proposerais pas à mon prince, parce que je suis homme avant d'être Français (ou bien) parce que je suis nécessairement homme et que je ne suis Français que par hasard » ²⁸. L'idéal des deux philosophes, c'est un citoyen obéissant aux lois de sa nation, mais un citoyen critique au nom même des droits de l'homme. Il n'y a pas d'individu qui ne soit façonné par sa société et sa culture : à ce titre il est et restera citoyen d'un État aux lois duquel il est soumis : mais il n'y a pas d'individu qui n'écoute

²⁵ MONTESQUIEU, *Cahiers 1716-1765*, XXI, 21, p. 267.

²⁶ ROUSSEAU, *Contrat social*, première version, *Oeuvres complètes*, « La Pléiade », III, p. 287.

²⁷ Rousseau, *Lettre à Beaumont*, *Oeuvres complètes*, La Pléiade IV, p. 969

²⁸ MONTESQUIEU, *Cahiers 1716-1765*, Grasset 1941, p. 10.

en lui la voix de la raison et qui n'aspire à modifier sa société en fonction des lois universelles que lui dicte sa conscience.

Il est évident qu'aucune société ne peut réaliser la liberté inconditionnée ou absolue. Ce qui est requis et possible, c'est que chacune se donne une constitution républicaine qui favorise la liberté juridique et politique des citoyens et que Kant définit ainsi : « La constitution qui se fonde premièrement sur le principe de la *liberté* des membres d'une société (comme hommes), deuxièmement sur celui de la *dépendance* de tous (comme sujets) à l'égard d'une législation unique et commune, et troisièmement sur la loi de *l'égalité* de tous (comme citoyens) » ²⁹. L'idéal de la liberté orientée vers l'universel du bien commun est la tâche morale de l'individu. Pour mériter le nom d'homme, l'individu est appelé à se rapprocher toujours davantage de cet idéal, tout en sachant qu'il ne l'atteindra jamais ici-bas. Cette tâche est possible en vertu de la conscience transcendante, forme de toute conscience. Hegel va plus loin, qui pose la conscience transcendante comme intersubjectivité. Celle-ci n'est pas un rapport second, mais la structure même de la conscience. Elle signifie que l'aspiration à l'universel, [80] inhérente à la conscience rationnelle, est aspiration à être reconnu, c'est-à-dire accepté, estimé, voire aimé par l'autre, par tous les autres.

Cette aspiration de l'individu à l'universel, formulée et explicitée au siècle des Lumières, est au fondement des démocraties occidentales, quelque différentes que soient leurs constitutions et le mode de reconnaissance du sujet citoyen qu'elles préconisent. Elle est, par le fait même, au fondement de la démocratie dans les pays européens qui bordent la Méditerranée, hormis les pays balkaniques travaillés par les démons du nationalisme et de l'ethnisme. Dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, le déficit de démocratie se traduit, à des degrés divers, par une autonomie politique insuffisante de l'individu citoyen et par le statut archaïque de la femme, qui affectent deux aspects essentiels de la vie démocratique. Dans l'ensemble des pays arabes, la citoyenneté de l'individu passe en général par son appartenance religieuse. Conformément au modèle hérité de l'empire ottoman,

²⁹ KANT, *Vers la paix perpétuelle*, Paris, PUF 1958, p. 91.

ce qui prime, c'est l'égalité entre les confessions religieuses, et non l'égalité des individus. Si, dans le domaine socio-économique, les citoyens sont égaux en ce qu'ils obéissent à un code commun des contrats et des obligations, dans le domaine familial du mariage, de l'héritage et de la succession, ils sont tributaires de règlements différents relevant de leurs communautés respectives et des tribunaux religieux correspondants. Il convient cependant de noter le progrès accompli par des pays comme la Tunisie et le Maroc qui ont adopté une législation civile de type européen en ce qui concerne le statut personnel.

Plus grave est le traitement du statut de la femme. En Occident même, l'égalité des sexes est une conquête relativement récente, non encore accomplie. La raison en est, comme le note Françoise Héritier, qu'il existe « un modèle archaïque dominant », qui régit le rapport des sexes dans le monde. Une philosophe française du XVII^e siècle, Gabrielle Suchon, avait mis en relief les trois conditions qui maintiennent la femme dans une situation dont elle ne peut matériellement sortir : la privation de liberté, la privation d'accès au savoir, la privation de l'accès aux fonctions d'autorité et de pouvoir ³⁰. Il a fallu plus de deux siècles pour que ces conditions soient progressivement abolies et que les femmes puissent enfin jouir de la même dignité que les [81] hommes, « c'est-à-dire du droit de disposer librement d'elles-mêmes, de leur corps, de leurs actes et de leur esprit » ³¹.

Dans les pays non européens de la Méditerranée et dans certains pays balkaniques, le modèle archaïque du rapport entre homme et femme continue à dominer les esprits et les usages. Il importe, à ce propos, de rapporter les réflexions de Françoise Héritier : « Lors du Congrès sur les lois sur le statut Personnel dans les pays arabomusulmans, tenu les 3 et 4 octobre 2003, est apparue clairement la contradiction entre les constitutions des pays concernés et la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte des droits de la

³⁰ Voir Françoise HÉRITIER, « Les droits des femmes dans la controverse entre universalité des droits de l'homme et particularité des cultures », in Sélim Abou et Joseph Maïla (dir.), *Dialogue des cultures et résolution des conflits : les horizons de la paix*, op. cit., p. 106.

³¹ *Ibid.*, p. 107.

femme, alors même qu'ils en sont signataires. Le discours de religieux présents montre bien le refus fondamental d'accepter l'idée même de l'égalité entendue comme indépendance sortie de la tutelle masculine. L'un dit, par exemple, que la constitution (syrienne en l'occurrence) définit parfaitement ce qui est bénéfique à la femme et ce qui ne l'est pas (...). Pour un autre, l'homme est le maître en raison de sa force « biologique » (...) et si les femmes ont « presque » le même droit à la sexualité que les hommes, l'homme a cependant le droit d'obliger son épouse à avoir un ou deux enfants, la réciproque n'étant pas vraie, et a de toute façon droit à la polygamie, selon la descendance qu'il veut avoir ». Ces propos récents « sont explicables moins par une loi religieuse transcendante que par « le modèle archaïque dominant » (...). Le discours religieux est le dernier vêtement et le plus fort pour légitimer la sujétion des femmes que ce fait a entraînée (...). Une culture de paix généralisée ne peut donc pas faire l'économie de cette prise de conscience et des actes nécessaires pour affaiblir cette inégalité grosse de toutes les autres (...). Cela prendra du temps, mais cela viendra. Une culture de partage verra le jour qui remplacera celle de la domination » ³².

On peut cependant s'interroger sur le type d'exemplarité que le modèle démocratique européen est susceptible d'exercer sur les pays de la rive sud de la Méditerranée. Si ces pays accusent un déficit de démocratie, en particulier dans le domaine de l'autonomie politique du sujet et du statut archaïque de la femme, les pays de la rive nord souffrent en quelque sorte d'un mal-être de la démocratie. La culture démocratique a débordé la sphère politique pour s'étendre à l'ensemble [82] des autres domaines : ceux de l'école, de l'université, des associations. À la liberté réconciliée avec la raison, qui est au fondement du statut universel de l'individu et de sa nécessaire ouverture à l'autre, tend à se substituer le libre arbitre de chacun, son droit à la réalisation de soi et à l'épanouissement personnel en dehors de tout repère religieux ou politique. La raison n'agit plus comme faculté de l'universel, elle est réduite à sa fonction instrumentale et au calcul d'intérêts. L'individualisme tourne à l'égoïsme, le lien social s'affaiblit et l'Idée même de République s'affadit.

³² *Ibid.*, p. 113-114.

Le même esprit libertaire s'exprime dans le domaine de l'union conjugale, qui tend à n'avoir plus d'autre fondement que l'engagement personnel et révocable de l'homme et de la femme. Plus difficile à comprendre pour les pays arabes de la Méditerranée, attachés aux bases naturelles du mariage et à la solidarité familiale, est la relativisation du lien entre l'homme et la femme par l'admission officielle de couples homosexuels, qui illustrent sans doute la peur de la différence et l'illusion que, en se dédoublant de la sorte, en unissant le même au même, on se prémunit d'une sécurité supplémentaire contre l'incertitude du temps. Mais ces débordements demeurent marginaux et ne peuvent occulter ni l'autonomie politique du sujet acquise depuis le XVIII^e siècle, ni le statut d'égalité de la femme en voie de réalisation dans les pays occidentaux.

Les droits de l'homme et la relativité des cultures

La résistance des pays arabes de l'est et du sud de la Méditerranée à l'application de certains droits fondamentaux, leur conscience d'un déficit relatif de modernité et de démocratie, s'accompagne de la revendication d'une adaptation des droits de l'homme aux valeurs de leurs cultures respectives. Posée dans sa généralité, la question est de savoir comment concilier les valeurs universelles des droits de l'homme et les valeurs particulières des diverses cultures. Comme le note un spécialiste du droit international, la réponse ne peut venir ni des relativistes intransigeants, ni des universalistes absolus : « Il est des situations, dit-il, qu'il est difficile de résoudre à partir de l'une ou l'autre de ces positions extrêmes » ³³. Il prend pour exemples le [83] mariage, monogame dans certaines législations et polygame dans d'autres : le droit à la vie, avec pour conséquence l'abolition de la peine de mort, reconnu dans certains États et non reconnu dans d'autres : la

³³ U.O. UMOZURIKE, « Droits de l'homme et développement », in *Revue internationale des sciences sociales*, n° 158, décembre 1998, *Les droits de l'homme cinquante ans après la Déclaration universelle*, Unesco-Èrès, p. 597.

liberté religieuse, avec pour conséquence le droit de changer de religion ou de ne pas en avoir, admise dans la majorité des pays et considérée comme un crime dans d'autres.

Il est à remarquer que le relativisme culturel intransigeant ou radical n'est pas le fait des pays en voie de développement, mais des anthropologues sociaux occidentaux. Ainsi, aux États-Unis, les prises de position relativistes se manifestent dès la fin de la deuxième Guerre mondiale. En 1947, Les anthropologues de l'*American Anthropological Association* soumettent à la Commission des droits de l'homme des Nations unies un projet de déclaration, dans lequel ils soulignent le caractère relatif des « standards » et des « valeurs » propres à chaque culture, qui ne peuvent être dépassés par aucun autre point de vue, y compris celui des pseudo-vérités éternelles ». Le document précise que celles-ci ont été mises au jour par une culture particulière, la culture occidentale, et ne peuvent de ce fait être appliquées à toute l'humanité. À partir de cette date, les débats qui s'instaurent autour de ce thème, aux États-Unis comme en Europe, tournent souvent aux affrontements passionnels, comme le montre le dossier « Anthropologie et impérialisme », publié dans deux numéros de la revue *Les temps modernes*³⁴, en 1970 et 1971.

En France, c'est le fondateur de l'anthropologie structurale, Claude Lévi-Strauss, qui diffuse la doctrine du relativisme culturel radical et qui fait école. Je ne m'arrêterai pas ici à son argumentation : je me contenterai d'évoquer ses conclusions et leur incidence négative sur les droits de l'homme. Pour Lévi-Strauss, aucune culture n'est supérieure à l'autre : toutes les cultures sont égales, en ce sens qu'elles ont toutes pour fonction de protéger l'homme contre l'hostilité de la nature et les turbulences de l'histoire, qu'elles fassent appel, à cet effet, au mythe ou à la science. Qui plus est, toutes les cultures sont équivalentes, en ce sens que chacune recouvre un système de valeurs particulier, que l'on ne peut juger de l'extérieur, car il n'existe pas de critère universel qui le permette. Dans ce cadre, on ne voit pas la pertinence de la Déclaration des droits de l'homme. Aussi Lévi-Strauss propose-t-il [84] un nouveau fondement aux droits de l'homme, per-

³⁴ *Les temps modernes*, décembre-janvier 1970-1971, n° 293-294, et juin-juillet 1971, n° 299-300.

mettant précisément de faire l'économie du concept d'homme. En réponse à une enquête parlementaire, il écrit : « Une occasion unique se présente pour la France d'asseoir les droits de l'homme sur des bases qui, sauf pendant quelques siècles pour l'Occident, furent explicitement ou implicitement admises en tous lieux et en tous temps (...). À la définition de l'homme comme être moral, on substitue - puisque c'est son caractère le plus manifeste - celle de l'homme comme être vivant » ³⁵.

La doctrine du relativisme culturel prônée par les anthropologues a imprégné les esprits, au point que, sur certains sujets, elle est acceptée, sans critique, par les Nations unies. En témoigne la conclusion de la réunion de Djakarta (juin 1994), préparatoire à la Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes tenue à Pékin en septembre 1995. On y lit ce qui suit : « Les pays ont compétence sur le plan national pour formuler, adopter et exécuter leurs politiques respectives en matière de promotion de la femme, cela eu égard à leur culture, leurs valeurs et leurs traditions ». Mais au-delà de ces relents du relativisme culturel, il est encourageant de constater que l'application des droits de l'homme progresse en Méditerranée comme ailleurs. Ainsi, par exemple, le problème de l'excision des filles, considéré au début comme une donnée culturelle légitime, a fini par être discuté et par aboutir à des législations interdisant cette pratique dans nombre de pays. Il en va de même de ce qu'on appelle le crime d'honneur permettant à un père de tuer sa fille ou à un frère sa sœur, surprise en compagnie d'un jeune homme, dans le but de « laver l'honneur de la famille ». Plus généralement, partout en Méditerranée, les femmes prennent de plus en plus conscience de leur état de sujétion et réclament leurs droits à l'égalité avec les hommes. Et l'on peut prévoir, à moyen terme, une avancée significative sur des points touchant au statut personnel, tels que la polygamie, les modalités du divorce, la garde des enfants, l'héritage et l'adoption, et sur d'autres points concernant l'ensemble de la société, tels que la liberté religieuse et la liberté d'expression. Faut-il rappeler que, dans le monde arabe de la Méditerranée, la liberté d'expression n'existe qu'au Liban, malgré les pressions exercées par l'occupant et l'autocensure qui parfois en découle.

³⁵ Claude LÉVI-STRAUSS, *Le regard éloigné*, Paris, Plon 1983, p. 374, 377.

Le progrès est sans doute lent et le processus complexe. Pour promouvoir l'extension des droits de l'homme, l'éminent juriste canadien [85] Jacques-Yvan Morin préconise le dialogue interculturel, seul susceptible de faire évoluer les droits positifs des divers États vers les exigences du droit naturel et des droits de l'homme qui en découlent. Le dialogue interculturel, écrit-il « est fondé sur un échange dans lequel on tente de comprendre la conception de l'autre vue de l'intérieur. Il faut donc se placer dans la perspective de l'autre, ce qui n'est pas facile (...). Il faut par conséquent certainement répondre à l'accusation d'hégémonisme de l'Occident en cherchant dans d'autres conceptions que la nôtre ce qui tend à la dignité de l'être humain. Autrement dit, l'universalité est plurielle et modeste, fruit d'humbles progrès et d'une infinie patience. Je précise qu'il ne s'agit pas là, en aucune façon, de relativisme culturel » ³⁶. En affirmant que l'universalité doit être « le fruit d'humbles progrès et d'une infinie patience », l'auteur rejoint le Préambule de la Déclaration de 1948, qui présente la « Déclaration universelle des droits de l'homme comme un *idéal* à atteindre par tous les peuples et toutes les nations, afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par *des mesures progressives* d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives » ³⁷.

Mesdames, Messieurs

Dans un article intitulé « Qu'est-ce que la citoyenneté ? », Dominique Schnapper écrit : « Les sociétés fondées sur la citoyenneté, ou républiques, ont su se démocratiser (...). Elles ont su répondre à la juste critique marxiste, en gardant l'idée que la citoyenneté formelle

³⁶ Jacques-Yvan MORIN, « L'État de droit, norme universelle ? », in *Revue des sciences morales et politiques*, 2000, n° 4, p. 81.

³⁷ C'est nous qui soulignons.

doit devenir effectivement aussi « réelle » que possible » ³⁸. Aussi la Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît-elle, parallèlement aux droits-libertés (art. 3 à 21), des droits économiques et sociaux (art. 22 à 27) : droits à la sécurité sociale, au travail et à sa rémunération, droit syndical, droit au repos, droit à un niveau de vie suffisant, etc. Dans le cas des pays méditerranéens en voie de développement, [86] les droits sociaux qui, dans la Déclaration, font figure de complément aux droits individuels, sont en réalité la condition de l'accès à ces droits. Il est en effet illusoire de penser que ces pays peuvent accéder à l'exercice des droits-libertés, s'ils ne jouissent pas de conditions économiques et sociales assurant à leur population un niveau et une qualité de vie acceptables. C'est là une responsabilité partagée entre l'Union européenne et les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Le danger est que l'Union européenne réduise « la mise en commun à une zone de marché et à des flux de marchandises ou, pis, à des flux monétaires » ³⁹. Un autre danger est que l'on se contente d'accords entre les États, au mépris des échanges entre les sociétés civiles. Le projet de Barcelone insistait déjà sur l'implication des sociétés civiles dans le processus de coopération et la nécessité des échanges entre leurs représentants.

Parmi les impératifs du développement, le plus important est celui de l'éducation. Comme le dit un professeur de biologie moléculaire de l'Université de Buenos Aires : « Les fondateurs des démocraties contemporaines ont clairement compris que seul un peuple éduqué est à l'abri des tyrannies, y compris les plus subtiles. Que seule l'éducation est capable de faire du peuple l'unique dépositaire sûr du pouvoir de la société ». À l'appui de son affirmation, il cite ces paroles que Thomas Jefferson exprimait dans une lettre adressée à Edward Carrington en 1787 : « Si, par ignorance, le peuple négligeait les affaires publiques, vous et moi, le Congrès et les Assemblées, les juges et les gouverneurs, deviendrions des loups » ⁴⁰. C'est l'éducation qui fournit aux

³⁸ Dominique SCHNAPPER, « Qu'est-ce que la citoyenneté ? », *Commentaire*, n° 89, printemps 2000, p. 193.

³⁹ Albert JACQUARD, « Rapprocher les peuples », *op. cit.*

⁴⁰ Guillermo Jairn ETCHEVERRY, *La tragedia educativa*, Fondo de cultura economica de Argentina, Buenos Aires, 1999, p. 212.

citoyens la capacité de participer à des communautés ou des groupes démocratiques, l'aptitude à développer une pensée critique et à agir consciemment dans un monde pluraliste, le goût de s'identifier aux autres et de vivre avec eux malgré les conflits d'intérêts et les différences de caractère. La logique de la démocratie commence avec l'éducation, continue avec la citoyenneté et se consolide avec la garantie des droits et des libertés.

Une expérience éducative particulière mérite d'être évoquée : celle du réseau d'établissements secondaires - *United World Colleges* -, une quinzaine dans le monde, qui favorisent la compréhension interculturelle, [87] la tolérance et la paix : « Sur chaque campus, des étudiants venus de différents pays du monde, vivent ensemble, étudient et exécutent des travaux d'intérêt général. Ils abolissent ainsi les barrières entre les Peuples et tissent des liens complexes de compréhension en échangeant leurs points de vue nationaux et régionaux » ⁴¹. Dans les pays de la Méditerranée, des universités d'été cherchent à promouvoir ce type de compréhension interculturelle auprès d'étudiants venus des divers pays du nord et du sud du *mare nostrum*. Dans ce genre de rencontres, les préjugés tendent à perdre de leur acuité, les valeurs de chaque culture à être mieux comprises, les causes du déficit de démocratie à être sereinement discutées. Les échanges interculturels se développent également dans les réunions des représentants des sociétés civiles, issus de tous les horizons sociaux : enseignants et intellectuels, membres des carrières libérales, chefs d'entreprises, travailleurs, employés et ouvriers.

À quelque niveau qu'il se situe, le dialogue interculturel signifie l'ouverture éventuelle de chaque culture à l'universel. Aucune culture ne peut prétendre incarner, à elle seule, l'universel. L'universel, horizon naturel de la conscience rationnelle, est le principe régulateur qui préside à la confrontation des cultures et à la comparaison différentielle qui en découle. À sa lumière, les sujets sont conduits à distinguer ce qui, dans chacune des cultures en présence, est moralement bon ou mauvais, meilleur ou pire, plus proche ou plus éloigné des exigences du droit naturel. Ils sont conduits à discerner, parmi les modèles cultu-

⁴¹ *Reine Noor, op. cit.*, p. 379.

rels en contact, ceux qui sont les plus aptes à fournir un surcroît de liberté et de responsabilité. C'est dans cette perspective que sont et seront de plus en plus débattus, entre les représentants des sociétés civiles qui bordent la Méditerranée, les causes du déficit démocratique dans les pays du sud et du succès du modèle démocratique des pays du nord. C'est à la faveur de la comparaison différentielle des cultures méditerranéennes que sont et seront de plus en plus critiqués l'absence de la liberté religieuse et de la liberté d'expression dans la majorité des pays du sud et du sud-est, l'écart entre l'égalité des droits économiques et sociaux et l'inégalité des droits personnels, la méconnaissance de l'héritage de l'individualisme, qui est au fondement de la citoyenneté, le maintien obstiné du statut archaïque de la femme, qui est pourtant la dépositaire privilégiée des valeurs culturelles.

[88]

Il revient aux États de prendre conscience des aspirations qui travaillent leur population et de se mettre à l'écoute des revendications de la société civile. Faute de quoi l'abîme ne cessera de se creuser entre le pouvoir manifeste de l'État et le pouvoir latent de la société. Certes les conflits qui embrasent la Méditerranée n'encouragent pas les États à entreprendre les réformes requises. Mais au-delà de l'interminable guerre israélo-palestinienne, des guérillas sanglantes de l'Algérie, des combats meurtriers dans les pays balkaniques, de la mainmise syrienne sur le Liban, il faut, d'ores et déjà, viser une utopie créatrice, celle d'une « communauté culturelle méditerranéenne » : « Que nous soyons du nord ou du sud de la Méditerranée, écrit Albert Jacquard, le cheminement qui conduit de l'être biologique à la conscience d'être reste guidé par des cultures baignées d'une même lumière. Cette origine commune peut faire que nos rencontres produisent des échanges féconds. Il nous appartient de créer, pour y parvenir, les conditions d'une confiance réciproque » ⁴².

⁴² Albert JACQUARD, « Rapprocher les peuples », op. cit.

Mesdames, Messieurs

Il y a exactement 42 ans, dans mon livre sur le bilinguisme arabe-français au Liban, j'écrivais ceci : « Devant l'opposition brutale qui commençait à diviser le monde en deux blocs, au plan des forces, les Méditerranéens pouvaient-ils ne pas souhaiter, à l'intérieur du bloc occidental, une Europe politiquement forte qui resterait garante des valeurs méditerranéennes ? (...). « Notre défense véritable à nous, peuples de la Méditerranée (...) est en Europe » ⁴³. Il faudrait d'abord pour cela que l'Angleterre mette sa solidarité européenne avant sa solidarité anglo-saxonne. « Nous ne cacherons pas que lorsque les Américains et les Anglais sont entre eux, nous avons peur pour la Méditerranée » ⁴⁴. Les chances d'une Europe unie sont totales sans doute. Mais, entre-temps, la Méditerranée arabe (...) a été habituée à ne plus percevoir l'Occident qu'au plan des forces et des intérêts (...). Même dans les pays qui demeurent attachés à la culture occidentale enseignée par l'Europe, la politique américaine, chaque fois qu'elle a accaparé pour un temps l'influence occidentale, a, malgré la générosité [89] indiscutable dont elle s'inspirait, subordonné toutes les valeurs à l'économie et développé considérablement, dans les sociétés concernées, une tendance déjà trop naturelle à l'utilitarisme (...) Que l'Europe puisse et doive retrouver son prestige culturel en Méditerranée est indubitable » ⁴⁵.

Autant et plus qu'il y a une quarantaine d'années « notre défense véritable à nous, peuples de la Méditerranée, est en Europe ». L'Europe ne peut se détourner de la Méditerranée sans perdre la mémoire de ses racines culturelles. Les affaires l'appellent sans doute à multiplier les échanges économiques et commerciaux avec les puissances d'Amérique et d'Asie, mais il n'existe pas entre elle et ces puissances des liens historiques et culturels semblables à ceux qu'elle entretient de-

⁴³ Michel CHIHA, *Le jour* du 14 décembre 1950.

⁴⁴ Michel CHIHA, *Le jour* du 26 juin 1954.

⁴⁵ Sélim ABOU, *Le bilinguisme arabe-français au Liban*, Paris, Presses Universitaires de France 1962, p. 476.

puis des siècles avec la Méditerranée. À leur tour, les pays de la Méditerranée orientale et méridionale ne peuvent séjourner plus longtemps dans la léthargie politique et se contenter du rôle de receveurs, sans perdre leur dignité et leur identité. Comme l'envisageait, il y a dix ans, le projet de Barcelone, ils sont appelés à développer avec l'Union européenne un véritable partenariat économique, politique et culturel, pour construire ensemble un espace de paix et de prospérité, d'échange et de fraternité, garant de la liberté et de l'égalité des citoyens.

[91]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

DEUXIÈME SÉANCE

Deuxième table ronde

[Retour à la table des matières](#)

Président de séance : Mounir CHAMOUN

"Les tentations de l'Europe : hésitations Nord-Sud."

Pierre VALLAUD

"L'Europe vue du Sud."

Abdou FILIALI-ANSARI

"Conflits et solidarités."

Franco MISTRETTA

[93]

Mounir CHAMOUN

Né en 1934 à Deir-el-Qamar, dans la montagne libanaise du Chouf. Après des études supérieures à l'École supérieure des lettres de Beyrouth, il obtient un doctorat en psychologie à l'Université Lyon II. Psychanalyste, il est membre de la Société psychanalytique de Paris et de l'Association psychanalytique internationale de 1973 à 2001. Dès 1963, il se consacre à l'enseignement de la psychologie et de la psychanalyse d'abord à l'École supérieure des lettres où il exerce, pendant douze ans, la fonction de chef de département, puis à la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Saint-Joseph à la fondation de laquelle il participe en 1977.

Vice-Recteur à la recherche à l'Université Saint-Joseph depuis 1995, il crée en 1996 « l'Université Pour Tous » dont il est le directeur. Il fonde avec Adnan Houballah et Adel Akl la Société libanaise de psychanalyse en 1980 et crée en 2000 le Cercle d'études psychanalytiques.

Rédacteur en chef de la revue *Travaux et Jours* de l'USJ depuis 1995, Mounir Chamoun est l'auteur de *Les superstitions au Liban*, ouvrage publié aux Éditions Dar el Machreq, et de nombreux articles scientifiques parus dans des revues spécialisées, au Liban et en Europe.

[Retour à la table des matières](#)

Les deux rives, destinées à ce partenariat euro-méditerranéen, se connaissent-elles, ont-elles des liens de parenté ?

Pour une certaine mythologie, la jeune Europe, fille d'Agénor, belle comme le jour, s'amusait avec ses compagnes sur les plages de Tyr,

dont son père était roi. Zeus, omniprésent, la remarqua et fut enflammé d'amour pour sa beauté. Il se transforma aussitôt en taureau d'une éclatante blancheur et aux cornes semblables à un croissant de lune. Puis il vint sous cette forme se coucher aux pieds de la jeune fille. Europe d'abord effrayée, s'enhardit, caresse l'animal et s'assoit sur son dos. Aussitôt l'animal se relève et s'élance vers la mer. Malgré les cris d'Europe, qui se cramponne à ses cornes, il pénètre dans les flots et s'éloigne du rivage. Tous deux ainsi fendent les flots et parviennent jusqu'en Crète. Au près d'une source à Gortyne, Zeus s'unit à la jeune fille, sous des platanes qui, en mémoire de ces amours, gardèrent le privilège ne jamais perdre leurs feuilles. Europe donna à Zeus trois fils : Minos, Sarpédon et Rhadamante, si cher aux psychanalystes.

[94]

Le bref rappel de ce récit mythologique veut simplement montrer le lien entre les différentes rives de la Méditerranée, la mer blanche autant des Arabes que des Ottomans ouverte et communicante, par opposition à la mer Noire, obscure et fermée. Et pour beaucoup de Libanais, écrivains et poètes surtout, l'Europe est bien fille de la Phénicie et devrait porter en elle la nostalgie du retour sur les rives de ses origines, au royaume de son père. Dans un certain sens, parce que l'homme sorti d'Afrique il y a des millions d'années a conquis tous les recoins de la planète terre, les hommes appartiendraient tous au même arbre généalogique. Mais cette parentèle multi-millénaire pourrait fournir assise à l'universalité des Droits de l'homme sans nourrir convenablement notre propos immédiat. Quand j'ai réfléchi à l'animation de cette table ronde, je me suis arrêté sur le mot « tentations » de l'Europe puis m'est venu à l'esprit par association le mot « attentes ». Quelles sont aujourd'hui les attentes de la rive nord par rapport au sud et à l'est du bassin méditerranéen ? Quelles sont les attentes de l'est et du sud par rapport au nord, à la suite des décennies de domination et d'exploitation plus ou moins explicites ? Peut-on vraiment penser que le passé colonial est tout à fait oublié et que la présence de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie et quelque peu de l'Espagne, autant dans les pays du Maghreb que dans ceux du Machreq, n'a laissé d'autres séquelles que civilisatrices ? Si la domination britannique en Égypte, en Palestine comme en Irak a surtout été guidée

par les intérêts économiques, tout le monde reconnaît que la domination française, coloniale ou mandataire, avait un double objectif économique et culturel, mais qu'elle portait en elle les germes de son effondrement par l'idéal même de liberté, de démocratie et de sens républicain qu'elle contenait et transmettait à travers son œuvre éducative, culturelle et administrative. Toute occupation territoriale se traduit dans la durée par une transmission culturelle et linguistique, à l'exception de l'occupation ottomane de certains pays de la Méditerranée et des Balkans dont aucun n'est devenu véritablement turcophone. La francophonie établie et maintenue dans le Maghreb arabo-musulman et dans certains pays de l'est de la Méditerranée, de même que l'anglophonie en Égypte, en Palestine, en Jordanie et en Irak, constituent la preuve de l'interpénétration des cultures par-delà la langue. Ces produits de l'acculturation sont des acquis, des implantations psychiques qui consolident les liens entre les peuples et les nations, créant comme [95] des liens de parenté par le sentiment d'appartenance à une même trame de civilisation et l'usage de biens culturels ressortissant d'un patrimoine partagé. Le concept de parenté ici évoqué induit des impératifs de filiation, de fidélité, de dette, de solidarité et de soutien, comme aussi il peut inclure des conduites de réparation et de compensation si des sentiments de culpabilité - historique, bien sûr - sont reconnus a posteriori par celui qui aura assuré un rôle de dominateur ou qui aurait à se reprocher une quelconque emprise sur l'autre partie. Cette culpabilité historique, reconnue par des nations et même des Églises, engendre de nos jours des conduites de repentance qui contribuent sinon à effacer les erreurs du passé du moins à les absoudre et de ce fait permettent à des peuples, naguère antagonistes ou ennemis, de se rapprocher à défaut de s'aimer.

En ces temps de souci mondial de développement durable, pour tous les pays de la terre, quelles tâches pourrait se définir l'Europe pour les États du bassin méditerranéen ? Comment concilier les intérêts économiques, univoques ou réciproques, et la nécessaire articulation aux projets de culture et de civilisation ? Préoccupée par les exigences de son élargissement et la contraignante harmonisation des niveaux de vie dans les vingt-cinq États qui la constituent, l'Unité européenne pourra-t-elle continuer à s'intéresser à la rive sud qui a certainement besoin d'elle pour continuer à se développer sans se trahir plu-

tôt que de regarder du côté de l'Atlantique nord ? À son tour, quels regards jettent le sud et l'est sur cette Europe, jadis fascinante par son exemplarité culturelle et politique, qui a servi de modèle pour l'édification de certains États et qui en même temps était pourvoyeuse de biens industriels et de technologies nouvelles ? A-t-elle gardé cette grâce aux yeux des peuples arabo-musulmans et exerce-t-elle toujours sur eux une attraction singulière liée aux valeurs universelles qu'elle incarne dans sa Constitution et dans son agir groupal, par l'instauration de la démocratie dans tous les pays qui en font partie, fortement articulée sur les Droits de l'homme, y compris et peut-être surtout dans ses monarchies constitutionnelles, exemples mêmes du bon fonctionnement des institutions et du rôle efficient des sociétés civiles ? Enfin, comment convertir, en ce début de siècle où éclatent, dans une partie du monde, des violences inimaginables, les conflits anciens ou actuels, tel le conflit israélo-palestinien vieux de cinquante-six ans, en solidarités nouvelles et en ententes constructives ? À toutes ces questions, les spécialistes [96] éminents qui participent à cette table ronde, essaieront de fournir des éléments de réponses. Car les problèmes sont d'envergure et aucune solution simple ne peut leur convenir. Charles de Gaulle n'avait-il pas déclaré en se rendant la première fois dans les pays d'Orient : « Vers l'Orient compliqué je m'en-volai avec des idées simples » ?

J'ai parlé d'attente de part et d'autre : or nous savons que l'attente aiguise le désir et peut amplifier le goût de la rencontre et de l'attachement. Mais nous savons également qu'elle est à la fois porteuse d'espoir et de déception.

[97]

"LES TENTATIONS DE L'EUROPE : HÉSITATIONS NORD-SUD."

Pierre VALIAUD

Historien et éditeur. Il a enseigné l'histoire des relations internationales, notamment à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et dirigé le Centre d'Études et de Recherches stratégiques qu'il y a créé. Spécialiste d'histoire contemporaine, il a publié, entre autres, un *Atlas de la Puissance économique, un Atlas géopolitique, Atlas de la puissance économique* (dir.), Hachette (1985), *Atlas géostratégique*, Hachette (1987), *Histoire critique du XXe siècle*, Marabout (1989), *Les Guerres du XXe siècle*, GLM (1999), *La Seconde Guerre mondiale*, Acropole (2002), *14-18 la première guerre mondiale*, Fayard (2004). Après avoir dirigé Hachette Pluriel et créé le Club Histoire, il est directeur des Éditions de la réunion des Musées nationaux à Paris.

[Retour à la table des matières](#)

Je voudrais, pour commencer, si vous le voulez bien, me livrer à une critique du titre de l'intervention que je vais effectuer devant vous : « Les hésitations de l'Europe entre le Nord et le Sud ». Je le fais avec d'autant plus de liberté que, cet énoncé, je l'ai suggéré moi-même lors de la préparation de notre colloque.

À l'époque, je pensais rendre compte de ce que l'on pouvait ressentir au moment où, quelques années après la réunification allemande, des États de l'Europe centrale s'apprêtaient à rejoindre l'Union Européenne et que d'autres, plus au Sud, s'inquiétaient de voir l'axe du vieux continent se déplacer à leur détriment. Cette critique du titre ne relève donc pas d'une quelconque coquetterie ou d'une simple entrée en matière qui se voudrait astucieuse. Dans cette formulation, c'est le terme « d'hésitation » qui me gêne. En effet, pas plus qu'elle ne se répète l'histoire n'hésite. Tout au plus prend-elle son temps, et les rapports de forces dont les événements sont issus nécessitent du recul pour être démêlés. C'est donc brièvement à l'histoire qu'il faut faire appel.

En fait, cette apparence d'hésitations révèle les différentes tendances qui sont à l'œuvre depuis des siècles. C'est sur une durée assez longue qu'il faut se fonder pour en rendre compte.

[98]

Chaque partie de cette Europe si longtemps divisée a eu ses ambitions et ses attirances. L'Allemagne a longtemps nourri l'ambition de créer une *Mitteleuropa*, une Europe centrale, à sa main et nombre de ses théoriciens, de ses géographes et de ses hommes politiques rêvaient d'y parvenir, quand il ne s'agissait pas du *Drang nach Osten*, la poussée vers l'Est, que les stratèges prussiens caressaient, pas même en secret. On sait qu'au plus sombre de l'histoire de l'Europe, durant la Seconde Guerre mondiale et à son tout début, les pays du centre de l'Europe en ont fait les frais, à commencer par la Tchécoslovaquie dépecée et la Pologne rayée purement et simplement de la carte. Ce n'est pas que l'Allemagne n'ait pas eu d'ambitions plus au Sud, mais dernière venue à la fin du XIXe siècle, elle dut se contenter des miettes. L'empereur Guillaume II lorgna un temps vers le Maroc, comme il voulut construire la *Bagdadbahn*, le chemin de fer de Berlin à Bagdad. Mais là, il rencontra les ambitions tout aussi grandes et depuis longtemps implantées du Royaume-Uni et de la France. Pour Londres, l'essentiel était de protéger la route des Indes, et la *Weltpolitick*, la politique mondiale, allemande la menaçait.

Pour la France, influente en Méditerranée orientale et présente au Maghreb dont elle avait conquis l'Algérie depuis 1830, c'était l'occa-

sion rêvée pour bénéficier de la solidarité britannique afin de sortir de l'isolement diplomatique qui était le sien. On connaît le résultat de cette rivalité : ce fut la Première Guerre mondiale. Et une des conséquences de ce conflit dont on commémore cette année le début, c'est évidemment la défaite allemande et le démantèlement de l'empire austro-hongrois, mais aussi et surtout celui de l'Empire ottoman accompagné des mandats en Syrie et au Liban pour la France et notamment en Palestine pour le Royaume-Uni. C'est dire que ces deux pays semblaient assurer leurs intérêts au Sud pour un certain temps. L'Europe dans sa forme de l'époque faisait plus que s'intéresser à la Méditerranée et pas seulement qu'à ses rives : Elle en dessinait les frontières, déterminait les régimes politiques et exploitait les richesses. En quelque sorte, Français et Anglais remettaient sur l'ouvrage, sous une autre forme et de manière plus intense, l'alliance nouée en 1856 lors de la guerre de Crimée, mais cette fois-ci pour mettre à bas la Sublime Porte.

Si la Seconde Guerre mondiale réaffirme l'importance de la Méditerranée pour les deux puissances, elle prend plus de force encore pour les Italiens et pour les Allemands auquel l'enjeu n'a pas échappé. [99] Une grande partie du conflit se joue en Méditerranée, au Maghreb et ici même. Mais, comme vous le savez, les résultats de ce second conflit mondial conduisent à des conséquences qui bouleversent l'ordre mondial. D'une part, l'Allemagne, une nouvelle fois défaite, est partagée en deux et réduite durablement au statut de puissance politique négligeable du point de vue diplomatique. D'autre part, les pays d'Europe centrale tombent sous le joug soviétique et, enfin, le mouvement de décolonisation conduit la France et le Royaume-Uni à une moins grande influence en Méditerranée. Le Royaume-Uni se retire de Palestine en 1948, la guerre d'Algérie commence en 1954, la France se désengage de Tunisie et du Maroc... 1956 marque, comme vous le savez, un véritable tournant dans la présence des Européens en Méditerranée : l'expédition de Suez est condamnée par les nouveaux maîtres du monde, l'URSS et les États-Unis qui lorgnent sur la région et vont y rivaliser durant une quarantaine d'années. Pendant ce temps, l'Europe se construit peu à peu et le rapprochement entre les ennemis de la dernière guerre, singulièrement l'Allemagne et la France se fait de plus en plus étroit.

On connaît l'histoire de cette construction qui n'est pas seulement un projet économique comme on l'a trop souvent dit mais également et surtout un projet politique puisqu'à son principe même sont inscrites la paix et la démocratie. Un projet humain aussi parce qu'il s'agissait d'un véritable défi après les déchirements d'un passé très récent.

Repoussées par les mouvements de libération nationale et la décolonisation de l'autre côté de la Méditerranée, les puissances européennes affaiblies, si elles ne se sont pas réellement effacées, ont connu un recul véritable, concurrencées d'ailleurs par l'URSS et les États-Unis comme on l'a vu tout à l'heure.

Autrement dit, l'Europe et singulièrement la France, après avoir tenté de résister à ce mouvement que le général de Gaulle, après Pierre Mendès-France considérait à juste titre comme historique, se sont recentrées sur elles-mêmes. Il faut dire que l'enjeu était de taille : reconstruire à tous points de vue le continent, résister à la pression des Soviétiques et de leurs alliés du moment, assurer une indépendance vis-à-vis des États Unis d'Amérique. En dépit des diversités d'appréciation et de statut, ce fut une œuvre commune.

Avec la chute du mur et l'effondrement de l'URSS, les Européens avaient à réunir d'abord leur propre espace, c'est ce qu'ils ont fait [100] aujourd'hui... Non sans difficultés. Diversité des postulants, retards économiques et financiers, décalages culturels dans le domaine politique... C'est d'ailleurs ce dernier aspect qui pèse le plus lourd, en particulier dans l'appréciation que peuvent porter certains de ces États à propos de leur appartenance à l'Europe, à ce qu'ils en attendent et au rôle qu'elle doit jouer selon eux.

Reste le Sud, ou plus exactement dans le cadre qui est le nôtre aujourd'hui : la Méditerranée et ses marges. En premier lieu, pour les plus inquiets il n'est pas négligeable de rappeler que L'Europe s'est également élargie en Méditerranée en accueillant Chypre et Malte. Ensuite, pour les mêmes, si l'on y regarde bien, les accords, pas seulement économiques, sont nombreux qui lient l'Union européenne avec les États de la région et le débat qui s'ouvre aujourd'hui à propos de l'adhésion de la Turquie à l'Union est le signe, en dépit des nombreuses réticences, que l'Europe est en marche.

En tout cas, le problème représenté par cette adhésion a le mérite de poser la question des limites de cette union et de sa nature. Construction géographique ? Politique ? Économique ? Culturelle ? C'est sans doute tous ces aspects à la fois. Mais cela pose le problème de ses frontières et à l'évidence la Méditerranée, et je rajouterai, au-delà, le Levant et l'Afrique subsaharienne sont la « nouvelle frontière » de l'Europe.

Pas seulement pour des raisons historiques, encore qu'elles soient évidemment de la plus grande importance, pas même uniquement pour des raisons économiques, qui ne sont pas indifférentes, mais pour des raisons géostratégiques fondamentales. Le monde qui se dessine n'est pas plus instable fondamentalement que les précédents, mais ses spécificités sont encore en grande partie inconnues ou inusitées sous cette forme. L'aventure irakienne en est l'exemple le plus probant.

L'Europe, parce qu'elle est un îlot de paix et de démocratie, construite au départ par une poignée d'hommes de bonne volonté qui tiraient les leçons du passé, a un rôle fondamental à jouer.

La diversité de l'Europe lui permet de mettre en complémentarité ses expériences, en particulier dans la résolution des conflits. Ce n'est pas chose faite, font remarquer les esprits chagrins. Et en effet l'Europe ne parle pas toujours d'une seule et même voix, mais elle doit tendre vers ce but. Lors de son dernier voyage en Israël, le ministre des Affaires étrangères français, Michel Barnier, parlant à la fois au nom de la France [101] et en celui de l'Union européenne, a souligné avec insistance, notamment à l'université de Tel Aviv, que l'Europe n'avait pas pour vocation d'être un bailleur de fonds sans poids politique et qu'elle avait pour ambition de participer de manière active à la mise sur pied des conditions de la paix. L'Europe ne souhaite, ni n'a intérêt à se désengager d'une région dont elle borde à peu près la moitié des côtes. Elle ne peut se tenir éloignée d'un continent, l'Afrique dont elle est éloignée seulement de 14 km, pas plus qu'elle ne peut se désintéresser de la poudrière qu'est devenue le Proche-Orient. Beaucoup bien sûr souhaiteraient sans doute que l'Europe se désengage de ce Sud dont nous parlons et, la nature ayant horreur du vide, se substitueraient à elle.

[103]

"L'EUROPE VUE DU SUD."

Abdou FILIALI-ANSARI

Directeur de l'Institut pour l'étude des civilisations musulmanes de l'Université Aga Khan de Londres (Aku-ISMC) depuis janvier 2002. Il avait auparavant occupé le même poste à la Fondation King Abdul Aziz pour les études islamiques et les sciences humaines à Casablanca. Il obtient son doctorat en philosophie à l'Université de Dijon en 1970 et enseigne la philosophie à Rabbat, à la Faculté des lettres de l'Université Mohammed V où il a occupé aussi des fonctions administratives variées.

En 1994, il est rédacteur en chef de *Prologues : revue maghrébine du livre* consacrée à des analyses théoriques de la situation religieuse, sociale et politique dans les sociétés islamiques.

Il publie différents ouvrages et articles sur la pensée islamique contemporaine et traduit, en français, l'ouvrage de Ali Abderraziq *Islam and Foundation of Political Power*, paru à Paris et à Casablanca. Il est l'auteur de *l'Islam est-il hostile à la laïcité ?* Paru en français à Casablanca et à Paris en 1996, et de *Réformer l'islam ? Une introduction aux débats contemporains*, paru aux Éditions La Découverte, à Paris en 2003.

[Retour à la table des matières](#)

Comment, dans un débat sur les rapports entre l'Europe et la Méditerranée, rester à égale distance entre le réquisitoire et la plaidoirie, éviter à la fois l'apologétique et le dénigrement de soi ? La plupart

des discours sur ce sujet apparaissent en effet comme des argumentations mobilisées pour défendre des thèses acquises à l'avance, bien plus que des analyses scientifiques « froides ». Nous sommes dans une atmosphère chargée. Des passions, des frustrations se sont accumulées depuis longtemps, la plupart des discours résonnent soit comme des récriminations soit comme des propos consolants et conciliants mais sans lendemain.

L'Europe, une entité conventionnelle

Peut-être qu'un détour par l'histoire longue pourrait nous aider à approcher autrement la réalité des relations entre sociétés européennes et méditerranéennes, et également à prendre quelque distance à l'égard des échanges de protestations et consolations.

[104]

Sur l'idée de l'Europe elle-même, on évoque souvent la légende grecque, celle de la jeune fille enlevée par Zeus, ce qui introduit dès le départ une touche de merveilleux et transporte aussitôt sur le plan des mythes fondateurs, donnant à l'idée d'identité européenne une aura d'ordre magique. D'une façon plus concrète, Marshall Hodgson a remarqué que les cartographes européens, partant de l'idée que l'Europe était l'un des cinq continents que compte la terre, se sont trouvés devant une situation fort délicate. Lorsqu'ils ont entrepris de dresser des atlas mondiaux, ils ont remarqué que ni la taille, ni la forme, ni les limites, ne permettaient à l'Europe de soutenir la comparaison avec les autres continents. Son érection au rang de continent à part entière était visiblement une convention que rien, au plan de l'histoire et de la géographie, ne permettait de justifier. Dans un autre ouvrage, il remarque que les limites assignées aujourd'hui à l'Europe ne correspondent en rien aux réalités historiques. Le plateau anatolien a toujours fait partie de l'ensemble que l'on appelle aujourd'hui Europe. En fait, L'Europe, comme le montre Hodgson, est une « convention » humaine. La personnalité qu'on lui assigne, les limites qu'on lui attribue ne correspondent en fait à aucune réalité « naturelle », ni d'ordre historique ni géographique. Ce qu'on appelle Europe a cons-

tamment fait partie d'un grand ensemble, de la grande masse de terre que Hodgson appelle l'Oikoumène euro-afro-asiatique. La partie extrême de cet ensemble a été une sorte de cul-de-sac, qui a souffert puis bénéficié de sa situation marginale et de son climat rigoureux. L'Europe n'a pas connu l'émergence des grandes civilisations de l'Antiquité, mais elle a été protégée contre les grandes migrations humaines, les vagues de peuplement qui établissaient des formes sociales nouvelles sur les ruines de civilisations anciennes. Elle a vu se déposer les sédiments successifs des acquis scientifiques et techniques accumulés par les différentes civilisations, ce qui l'a rendue à même de réaliser le saut qualitatif que représente l'usage intensif des techniques pour accéder à une maîtrise plus grande de la nature et, par la suite, de l'ordre politique et social. Une transformation que Hodgson appelle *technicalisation* et qui conduit, à travers l'instauration de rapports nouveaux entre l'homme et son environnement, à produire de nouvelles conceptions du monde et à profondément transformer la vision que l'homme a de lui-même.

[105]

Le moment de fascination

Nous sommes bien loin aujourd'hui, d'être conscients des origines de l'idée de l'Europe et de son caractère conventionnel. L'idée d'une identité européenne forte et bien distincte s'est bien enracinée dans nos consciences. Des deux côtes de la Méditerranée, émerge l'idée d'entités bien distinctes, de personnalités bien démarquées qui dépassent tout ce que l'histoire et la géographie enseignent. Dans nos représentations, nous avons affaire à des « réalités » que nous ne pensons même pas mettre en question, et qui déterminent le sentiment que nous avons de nous-mêmes, ainsi que nos attitudes vis-à-vis de celui que nous considérons comme l'Autre. Nous sommes, de la sorte, prisonniers de nos propres constructions, victimes de nos propres illusions ou esclaves de divinités que nous avons fabriquées. Un cas extrême de ce que Anthony Giddens appelle la réflexivité qui détermine les actions humaines.

C'est ce qui explique l'extrême fascination des riverains du Sud de la Méditerranée pour l'Europe. En fait, pendant les siècles qui ont précédé l'émergence de ce qu'on appelle la modernité, la Méditerranée a plus relié que séparé les populations des deux rives. Elle a plutôt fonctionné comme un espace d'échange et de communication que comme une barrière. Les flux et reflux de populations entre les rives (pas seulement les deux, mais en fait les multiples rives) ont été réguliers, quasiment incessants, avec des moments de grandes migrations dans tous les sens. Même si, depuis des temps immémoriaux les populations se reconnaissaient des identités distinctes, l'idée d'identités globales, européenne et arabo-musulmane n'a émergé que tardivement. Si, vers l'Ouest de la Méditerranée, cette idée correspondait plus ou moins avec des clivages religieux (chrétiens au nord, musulmans au sud), il n'en fut rien vers l'Est, où des populations de différentes religions, langues et cultures ont coexisté et continuent à le faire. Il n'empêche que, vers le milieu du XXe siècle, se cristallise l'idée d'une identité européenne forte et se produit une forte fascination, dans les sociétés des rives Est et Sud, pour ce que l'Europe avait accompli, et pour ce qu'elle était devenue. Les rapports de force avaient changé entre les États des différentes rives. Cela était devenu évident aux populations riveraines de la Méditerranée. Le sentiment d'une grande mutation accomplie dans la partie Nord-ouest avait fait son chemin. Les élites intellectuelles arabes, turques et persanes des rives Est et Sud étaient saisies [106] d'une grande admiration pour les avancées qu'elles ont reconnues dans le Nord et qu'elles attribuaient à une identité européenne. La réalisation effective d'idéaux demeurés inaccessibles chez elles leur semblait être l'accession à un grand rêve. C'est ainsi qu'on peut comprendre l'expression attribuée à un réformateur musulman qui aurait visité la France au XIXe siècle et qui aurait estimé y avoir trouvé un « Islam sans musulmans », alors qu'il aurait trouvé que chez lui il y avait « des musulmans mais sans Islam ». Si elle est authentique, cette formule traduit le sentiment que la norme supérieure, du point de vue moral, social et politique, aurait été mieux respectée, appliquée de manière plus fidèle, dans les contextes européens que dans ceux de l'Est et du Sud de la Méditerranée. L'admiration, la fascination pour cet accomplissement des élites intellectuelles et, à leur suite, des masses sociales, furent sans bornes. Elles portaient visible-

ment sur les principes que l'Europe, estimait-on, avait réussi à incarner, plutôt que sur les particularités culturelles et sociales qui lui étaient propres. Il est vrai que les deux n'étaient pas toujours bien distingués et que, pour beaucoup, le lien entre eux était intime. Toutefois, l'impression générale était qu'un progrès, de nature historique, s'était accompli dans un contexte particulier et avait produit un modèle disponible pour toutes les sociétés humaines.

Cela fut le point de départ d'un grand mouvement d'idées dont certaines expressions ont été attribuées au réformisme musulman, et d'autres classées dans ce qui a été appelé la *Renaissance* arabe. On utilise les deux expressions pour renvoyer à ce qu'on considère comme phénomènes séparés. Il est également vrai que, jusqu'à un certain point, on peut parler de deux mouvements ou plutôt de deux moments, l'un dominé par des soucis essentiellement religieux, l'autre animé par un idéal nationaliste, ancré dans l'idée d'une culture arabe dont l'islam serait une (et même la principale) création historique. Dans le premier moment (peut-être premier du point de vue chronologique, mais tout dépend des noms qu'on choisit pour l'illustrer), les principales figures sont celles de clercs musulmans, qui proclament que les valeurs de la modernité, dont l'incarnation la plus accomplie s'était réalisée dans l'Europe, telle que la rationalité, la tolérance, l'encouragement des sciences, la volonté de progrès et de justice sociale, étaient toutes proprement islamiques et que seuls des pratiques profanes en avaient détourné les musulmans. Ceux-ci pouvaient donc et [107] devaient par conséquent, retourner aux sources pures de leur religion, pour retrouver ces valeurs universelles et renouer du même coup avec la force qui leur a fait accéder aux plus hauts accomplissements politiques, intellectuels et artistiques. Le second « moment », tellement imbriqué dans le premier qu'on peut difficilement l'en séparer, a vu son grand nombre de figures intellectuelles de premier plan, dont plusieurs Arabes chrétiens, prôner le travail sur un héritage culturel arabe spécifique et sa modernisation par élimination des dépôts archaïques qui s'y étaient incrustés, notamment les dépôts d'origine religieuse. L'islam, de ce point de vue, a été une expression du « génie culturel » arabe même si ses expressions tardives ont conduit à la stagnation et à l'arriération. Ainsi de nombreux intellectuels chrétiens pouvaient le reconnaître comme partie intégrale de leur héritage culturel.

Il est significatif pour notre sujet que se déroule, depuis quelques décennies, un débat de fond sur la signification qu'il convient d'attribuer à ce mouvement d'idées. De grandes discussions ont porté sur les raisons pour lesquelles il n'a pas eu l'impact qu'il se proposait de produire dans les sociétés du Sud et de l'Est méditerranéens. En gros, deux camps s'affrontent aujourd'hui. Le premier, représenté entre autres par Abdallah Laroui et Aziz Al-Azmeh, fait un procès en due forme à ce qu'il considère comme des balbutiements sans lendemain, un émerveillement qui a conduit à adopter certaines expressions de la modernité occidentale à l'époque, expressions principalement idéologiques, sans opérer un véritable retour critique sur les fondements, les prémisses théoriques, les paradigmes épistémologiques qui définissent le *modèle archaïque dominant* selon l'expression du Recteur Sélim Abou. Le mouvement d'idées est condamné dans son ensemble comme une imprégnation superficielle, n'ayant pas conduit à une révision profonde des approches intellectuelles qui avaient conduit vers la stagnation des sociétés musulmanes. Plus encore, en insistant sur l'existence d'un islam, ou d'une culture arabe, comme des formes méta historiques, des expressions pures qu'on peut extraire de leurs incarnations corrompues et de leurs formes décadentes, ils ont renforcé la croyance en un âge d'or mystique, en des normes que n'entament ni le temps ni l'espace. Ils auraient semé les graines des idéologies qui ont marqué les perceptions dominantes dans les régions au Sud et à l'Est de la Méditerranée et qui ont produit les plus grandes catastrophes : l'arabisme et l'islamisme.

[108]

Le second camp a invité à un jugement plus nuancé. On peut considérer Mohamed Abdel Jabri, Reinhard Schulze et Henry Laurens parmi ses partisans les plus importants. Pour ce dernier, le mouvement a voulu réaliser une « capture » de la modernité, reprendre ses contenus dans des formules empruntées au terroir culturel. R. Schulze, qui a développé une analyse très poussée sur ce sujet, a avancé que l'idée des réformistes était de réaliser une espèce de *traduction des codes culturels*, d'exprimer dans des moules puisés dans l'héritage local des idéaux à portée universelle. La croyance en l'universalité de la modernité était très forte, mais en même temps la conviction qu'il était né-

cessaire de la *dire* dans des formules développées par et dans les cultures locales. Ce mouvement n'aurait pas eu l'impact voulu non pas en raison du choix qu'il a fait, mais plutôt de conditions historiques où il s'est trouvé. Il fut en quelque sorte « encerclé » autant par les défenseurs des formes et expressions traditionnelles, qui l'ont rejeté comme étrange et non conforme à l'héritage religieux et culturel, que par les représentants attirés de la modernité occidentale, qui ont estimé qu'ils avaient l'exclusivité du discours moderniste. Les conservateurs arabo-musulmans et les modernistes européens ont donc convergé, se sont alliés pour imposer l'idée que la modernité ne pouvait être qu'européenne, ou ne pouvait être dite que dans les langues et symboles qu'elle a adoptés à sa naissance en Europe, et que l'identité arabe et/ou musulmanes ne pouvait évoluer en dehors des formes qu'elle avait prises dans le passé.

Le moment du dépit

Quel que soit le jugement que l'on adopte à l'égard des expressions et attitudes intellectuelles, on ne peut s'empêcher de reconnaître l'amplitude des changements qui se sont produits dans la vie des sociétés concernées. L'histoire du XXe siècle dans les sociétés du Sud et de l'Est de la Méditerranée a été tumultueuse et violente. Dans l'ensemble, les formes et institutions traditionnelles ont été écartées et remplacées par d'autres.

L'État moderne a émergé comme l'acteur principal de l'évolution historique, celui qui définit les conditions de la vie collective. Explosion démographique, urbanisation, éducation de masse, ont jeté sur le devant de l'histoire des couches sociales nouvelles et créé ce que les sociologues appellent une « massification ». Les idéologies modernistes, [109] y compris celles qui empruntent certains contenus à l'héritage culturel et religieux, ont incrusté dans les esprits des aspirations nouvelles : droits fondamentaux, justice sociale, participation politique, amélioration des conditions de vie, accès à des biens matériels et culturels produits par l'économie moderne etc. La fascination pour l'Europe (ou plutôt pour la modernité) semble avoir cédé la place à des

attitudes de dépit, à des utopies où prédomine la nostalgie d'un passé glorieux, rendant encore plus difficile l'insertion dans la modernité vécue et l'adoption des attitudes qu'elle requiert.

La conséquence la plus importante au niveau des représentations semble être l'affaiblissement du sens historique. La conscience historique dominante, qui définissait les conceptions fondamentales dans les sociétés pré-modernes, était ancrée dans une histoire mythique, « une histoire longue » certes mais prenant ses sources dans les récits proposés par les textes sacrés, dans les narrations sur les peuples et cultures du passé lointain, les images des âges d'or et les luttes héroïques et dramatiques qui ont suivi les moments fondateurs et qui assignent à chacun une position dans le spectre des expressions théologiques et culturelles et dans les échelles de l'ordre social. Cette conscience est plus ou moins dissipée, pour laisser la place à une cascade d'impressions construites à partir des actualités déversées par les médias. Une conscience fragmentée, volatile, sans repères réels, s'installe et renforce une émotivité qui rend sensible aux courants idéologiques les plus divers, qui fragilise la confiance et, en même temps, porte à la recherche d'ancrages en dehors du temps et de l'espace, dans des attitudes de désespoir métaphysique, ou dans des certitudes liées à des références pré-modernes. Même si la conscience de l'espace-temps se transforme profondément, l'affaiblissement du sens historique, ou plutôt l'absence d'une conscience historique construite selon des paramètres compatibles avec la rationalité moderne, marque bien les représentations dominantes dans les sociétés modernes.

L'actualité politique, violente, marquée par des poussées saccadées, n'est pas la seule à produire l'incertitude, les doutes et les suspicions. Le recul des aspirations liées au réformisme musulman et à la Renaissance arabe a révélé un processus qui va dans le sens des explications proposées par R. Schulze. En effet, on peut aisément constater un véritable défilement de concepts-slogans, une succession rapide d'idéologies et d'argumentations explicatives qui, en même temps, [110] offrent des raisons historiques pour le retard des sociétés du Sud et de l'Est méditerranéen et leur assignent de nouveaux objectifs à atteindre, de nouvelles normes à respecter. Nous empruntons (ou plutôt déduisons) l'idée de concept-slogan d'un passage où Ernest Gellner af-

firme que la notion de la « société civile » renvoie à un moment historique qui est apparu en Europe à un moment de l'histoire récente, et en même temps, à un slogan qui a été adopté par des mouvements politiques et sociaux, en vue de renforcer les changements que le fait a initiés. D'une certaine manière, on voit un fait se transformer en *norme*, mouvement inverse de celui attendu par les utopies religieuses et séculières, qui aspirent à voir des normes projetées a priori s'incarner dans les faits. Ce qui est dit de la société civile peut l'être à propos d'autres termes : la démocratie en effet décrit des formes qu'on estime (souvent) existant dans la réalité et en même temps des idéaux qu'on souhaite réaliser. Ce qu'on voit à partir des rives Sud et Est de la Méditerranée, c'est une succession de tels concepts-slogans, proposant à chaque fois des diagnostics différents du mal des sociétés du Sud et leur assignant des remèdes nouveaux.

On peut proposer une énumération sommaire des principaux concepts-slogans apparus au cours des dernières décennies. Du temps des réformistes et des champions de la *Nabda*, c'était la rationalité et la science contre le fatalisme et l'ignorance. Ce fut ensuite l'institution étatique (qui n'était pas encore démocratique, faut-il le rappeler) contre le « despotisme oriental ». D'où les attitudes des réformistes à l'égard du despotisme. Puis l'État moderne contre les communautés religieuses et/ou tribales, le développement économique contre l'économie pré-moderne, la démocratie contre le totalitarisme et enfin la réforme religieuse contre la persistance de représentations et d'attitudes religieuses pré-modernes. À chaque fois c'est un fait des sociétés européennes qui est présenté comme une *norme* pour les sociétés du Sud. L'impression qui se dégage est celle d'un horizon qui recule à mesure qu'on avance, de repères et d'objectifs qui changent avant même qu'on puisse les assimiler. Le tout produit un sentiment d'incertitude, de suspicion à l'égard des approches explicatives qui se succèdent. Les réactions des sociétés arabes face aux offres de démocratisation par intervention extérieure peuvent être expliquées, au moins partiellement, par le genre de découragement que suscite la succession de visions et formulations qui sont proposées.

[111]

Un scénario orwellien ?

Faut-il voir la confirmation d'une autre remarque faite par Marshall Hodgson ? Celui-ci en effet a relevé que, contrairement aux grands changements qui se produisaient dans le temps pré-moderne, qui conféraient à une société ou une culture donnée une avance sur les autres en raison de découvertes ou interventions particulières, les changements qui résultent de la naissance de la modernité à un endroit et dans des cultures déterminées, introduisent un déséquilibre profond entre les sociétés qui y accèdent en premier et les autres et produisent une situation où le déséquilibre se reproduit et se renforce constamment. La modernisation imprimerait aux sociétés qui y accèdent un mouvement qui va en s'accéléralant et qui se nourrit du déséquilibre qu'il instaure entre différentes sociétés. Cela devrait, s'il s'avérait vrai, nous pousser vers des extrêmes de scepticisme, vers des visions où l'avenir de l'humanité resterait marqué par des extrêmes de prospérité et de pauvreté, d'épanouissement et d'arriération vers un scénario proprement orwellien.

À cela on peut opposer justement la réflexivité contestée par A. Giddens dans les processus historiques. On peut se référer aux transformations qui ont été accomplies grâce à la volonté des hommes et non pas en raison d'évolutions fortuites. Lorsqu'il a été décrété que l'Espagne, le Portugal et la Grèce étaient européens, qu'ils pouvaient être assimilés dans des cadres institutionnels, intellectuels et économiques qui avaient été mis en place pour encadrer et perpétuer la prospérité des Européens, il a été possible d'y accomplir les transformations profondes et de réussir leur mise à niveau.

Sur un autre plan, on peut observer que, malgré les conditions défavorables (ou en raison de ces conditions), les sociétés du Sud et de l'Est méditerranéen ont effectivement accompli des changements im-

portants dans leurs institutions, leurs formes d'organisation. Les changements y sont réels et profonds, et marquent de réels progrès sur les différentes échelles de valeur qui leur sont imposées. Le défi pour ces sociétés demeure grand, très grand, mais ne semble guère être insurmontable.

[113]

"CONFLITS ET SOLIDARITÉS."

Franco MISTRETTA

Né à Udine le 2 novembre 1943. Diplômé en Droit de l'Université de Trieste en 1967, c'est en tant que Volontaire qu'il débute dans la carrière diplomatique en 1971. Huit mois plus tard, promu Secrétaire de Légation à la Direction générale des affaires culturelles, il ne cesse, alors, de gravir les échelons de la fonction diplomatique. Il est muté au Secrétariat particulier du Ministre en 1972 puis nommé successivement deuxième Secrétaire à Londres en 1974 et premier Secrétaire de Légation en 1975. En 1976, il est Consul général à Buenos Aires, puis Conseiller de Légation en 1981, Chef du Secrétariat de la Direction des Affaires politiques en 1982. En 1984 il est Conseiller à Washington, en 1988 Consul général à Barcelone, en 1992 Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de 2^{de} classe et finalement, en 1994 Consul général à New-York. De retour à Rome, il occupe le poste de Directeur de l'Institut diplomatique en mars 1999 et reçoit la distinction de Commandeur de l'Ordre du Mérite de la République en 1996. Il est nommé Ambassadeur d'Italie à Beyrouth en juillet 2002.

[Retour à la table des matières](#)

Dans un monde où tout est globalisé, où les marchés et les médias ont une dimension planétaire, même les menaces deviennent « patri-moine commun », et, parmi elles, le terrorisme. Selon les mots de Boutros Ghali, à Beyrouth pour la journée de la paix, le 1^{er} juin de l'année passée, on est face à une situation inédite : « à la netteté de la mena-

ce constituée par un État adversaire identifié, s'est substituée, depuis la fin de la guerre froide, une notion de risque, plus floue, plus incertaine, plus imprévisible, émanant d'acteurs non étatiques : bandes armées, rebelles, terroristes ». Le titulaire du dicastère *Justitia et Pax* du Saint-siège, le Cardinal Renato Martino, a déclaré que la IV^e guerre mondiale est actuellement en cours, la III^e ayant été la guerre froide entre les États-Unis et l'Union Soviétique. Pour y faire face, les armes ne sont pas suffisantes, il faut de la coopération politico-diplomatique entre le plus grand nombre possible d'États. Même la nation la plus puissante n'est pas à même de faire face seule à ces défis : notre sécurité et notre prospérité dépendent d'un système multilatéral effectif de coopération et de solidarité. Mais, en essayant de créer cette coopération internationale, il ne faut pas oublier d'aller chercher les causes et les [114] facteurs déclencheurs qui animent les auteurs de ces gestes : injustice, frustration, désespoir, corruption, échec d'une transition démocratique, profonde crise socio-économique ou une combinaison de ces différents facteurs. Les conflits internes facilitent le recrutement de la main-d'œuvre terroriste et peuvent se propager au-delà des frontières, provoquant ainsi des conflits externes qui viendront empiéter sur le conflit interne.

Cette partie du monde est assez symbolique à cet égard, car le Moyen-Orient est traversé par de graves conflits et des crises, avec de nombreux facteurs d'incertitude et d'instabilité, comme : des institutions démocratiques faibles, un rôle réduit de la société civile, des limitations au libre marché, la pression démographique, le gap économique, le manque d'homogénéité interne des différents pays ayant des références idéologiques distinctes, fréquemment hétéro-référentielles, la présence massive d'armes, le conflit israélo-palestinien, la reprise du fondamentalisme islamique et de l'intégrisme, l'Irak avec sa situation chaotique. Dans cet environnement politique et stratégique, le Bassin méridional de la Méditerranée, à cause des situations politiques internes est tel qu'il requiert un soutien institutionnel de ses voisins du nord. Si pendant la Guerre Froide, les dimensions est-ouest étaient prioritaires par rapport à celles nord-sud, ce rapport est bien en train de changer, mais ne s'est pas encore inversé et, jusqu'à présent, la coopération entre les pays européens et la Méditerranée est plus poussée dans la partie occidentale.

L'Italie a cherché, pendant son semestre de Présidence européenne, à équilibrer les tendances de nouveaux pays intégrés visant à privilégier les rapports avec l'Europe orientale, et à réaffirmer la centralité de la Méditerranée pour la sécurité et le développement économique de l'Union et de toute la région. Depuis l'Empire romain, où celui-ci était le centre fédérateur du Bassin méditerranéen, puis depuis le Moyen Âge et la Renaissance, pour ce qui concerne le secteur économique, ce rôle est joué par la péninsule, créant ainsi le prototype du « système économie monde » d'après la définition de Braudel. Le dernier projet à cet égard, en ordre de temps, fondé sur l'assertion de l'unité fonctionnelle du Bassin, est celui du Partenariat euro-méditerranéen, approuvé, il y a neuf ans, à Barcelone, où l'Union européenne et les pays riverains ont signé un accord historique pour la création d'un espace commun de paix et de développement.

[115]

Même si dans cette région l'influence américaine domine sur celle européenne et on ne peut pas parler de sécurité en excluant les États-Unis - j'ouvre une parenthèse (à cet égard un dialogue euro-atlantique-méditerranéen contribuerait fort bien à faire face aux présents défis de la stabilité et de la sécurité de la région) - c'est l'Europe, dont l'histoire a de nombreuses et profondes interactions avec l'est et le sud de la Méditerranée, qui est la plus à même de comprendre les *intricacies* et les motivations de ses populations et de trouver avec elles des solutions. Parfois, les attentes de l'Occident (promotion de la démocratie et des droits) et les aspirations des peuples arabes (développement économique et amélioration des conditions sociales et de la qualité de la vie), ne coïncident pas toujours : voilà pourquoi il faudrait commencer par bâtir un langage commun, à même de rapprocher les différentes visions présentes dans la Méditerranée ; l'Union européenne a le fil et l'aiguille pour les tisser ensemble.

L'Union européenne, avec le processus MEDA et la politique de voisinage, peut s'offrir comme exemple, car l'acquis communautaire, qui a permis la mise en place d'un marché commun fondé sur la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, garantissant la concurrence et l'égalité des conditions d'activité, pourrait bien servir de modèle aux pays qui s'engagent dans une réforme économique et

institutionnelle. Marquée, elle aussi, par des siècles de guerre, l'Europe a su tracer ce chemin de paix et d'intérêts partagés : pourquoi le Moyen-Orient ne pourrait-il pas adopter lui aussi une telle démarche de paix et de développement ? Poursuivre et intensifier cette démarche constituerait un facteur puissant de développement et de modernisation des sociétés, de stabilité aussi, car l'interaction entre sécurité et développement économique social est forte, même s'il serait excessif d'affirmer que c'est le développement qui engendre la démocratie ou le contraire. Il faudrait « pousser » les États de la rive sud à créer un espace élargi pour favoriser, oui, les échanges croisés du commerce et des finances, mais, aussi, des personnes, des idées, des connaissances et des cultures (en un mot du capital humain) et renforcer la coopération économique et sociale entre l'Union européenne et ces pays, leurs sociétés civiles incluses. Un taux de croissance plus soutenu permettrait de mieux faire face aux problèmes qui aujourd'hui font obstacle à leur développement, et les flux internationaux des échanges commerciaux et des investissements appuieraient les efforts de croissance [116] économique et sociale. À côté de tout cela, viendront des progrès concrets dans le respect des valeurs communes à travers la mise en œuvre effective des réformes politiques, économiques et institutionnelles à l'intérieur de chaque pays. L'instauration d'un climat plus stable, d'une confiance retrouvée, aiderait les réformes et la gouvernance interne de chaque pays et permettrait une nouvelle intégration et une meilleure stabilité régionale. C'est aux sociétés civiles arabes de se mobiliser pour que ce processus prenne progressivement racine dans le cœur des citoyens, car, sans leur apport, ces progrès risquent bien de rester superficiels. Ce processus comporte : dialogue politique plus étroit, pluralisme et réformes démocratiques, respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, état de droit, développement économique et social. La Ligue Arabe devra aussi jouer son rôle pour la création d'une zone de libre-échange et promouvoir une plus étroite intégration avec le Conseil des Pays du Golfe et l'UE. C'est une grande opportunité pour la région : plus grand sera le nombre de pays qui s'allieront entre eux, plus grande sera cette zone, et plus elle attirera l'adhésion d'autres États.

Pour contribuer à ce processus, l'Europe est prête à offrir des avantages concrets et des relations préférentielles aux pays réalisant

des progrès en matière de réformes politiques et économiques et c'est à des pays comme l'Italie, qui ont à cœur les objectifs de stabilité, de progrès économique et d'avancement social et civil du rivage sud, de s'engager à renforcer la politique méditerranéenne de l'Union européenne, en gardant son épicentre au sud. La politique méditerranéenne de l'Europe ne peut qu'activer ce projet politique de dialogue interculturel et religieux, de réformes et d'aides économiques et sociales, afin de dépasser les sentiments d'humiliation et de frustration, répandus dans la région, qui alimentent l'intégrisme et la violence. Parler d'intenable fracture entre civilisations, amène à la paralysie, à l'impuissance et à la victoire de la stratégie terroriste. Il faut, bien au contraire, aller chercher les expériences d'échange et de rencontre, qui ont permis une coexistence et une convivialité millénaire des peuples du bassin, et dont l'histoire européenne et moyen-orientale s'est enrichie. Il faut aider les voix modérées, qui sont la très grande majorité en Occident comme ici, et tous ceux qui cherchent une convergence entre les valeurs de l'Islam et de l'Occident. La coopération internationale et l'affaiblissement des inégalités font partie intégrante de la lutte contre [117] le terrorisme parce qu'elles contribuent à combattre les causes. La communauté internationale est plus que jamais prête à se mobiliser pour arrêter les tragédies qui endeuillent des populations entières, mais c'est aussi aux États de la région, qui ont les moyens, de montrer leur solidarité aux peuples aujourd'hui déchirés, mettant de côté leurs antagonismes et faisant prévaloir les valeurs partagées qui les réunissent. Une possibilité historique s'ouvre pour les pays du Moyen-Orient d'améliorer leur environnement social et démocratique et de bâtir des sociétés plus ouvertes, libres, modernes et solidaires. La région dispose d'un potentiel remarquable, si elle parvient à devenir un acteur à part entière pour contribuer avec la communauté internationale à faire face aux menaces et, par voie de conséquence, à tirer parti des possibilités qui se présenteront. Elle contribuerait ainsi à instaurer un système véritablement multilatéral, conduisant vers un monde plus équitable et plus sûr.

[119]

Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.

TROISIÈME SÉANCE

[Retour à la table des matières](#)

[119]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

TROISIÈME SÉANCE

Conférence

**"État de la Méditerranée,
Méditerranée des États."**

François-Xavier DE DONNEA

Ministre d'État, membre de la Chambre des Représentants, président de la Commission des finances et du budget, Belgique.

[Retour à la table des matières](#)

[121]

"ÉTAT DE LA MÉDITERRANÉE, MÉDITERRANÉE DES ÉTATS."

François-Xavier DE DONNEA

Né le 29 avril 1941 à Edegem, en Belgique. Après un doctorat en Sciences économiques à Nederlands Economische Hogeschool, Erasmus Universiteit, Rotterdam, il est professeur titulaire d'économie et de gestion publique, de 1967 à 1982, à l'Université de Louvain, à la Faculté universitaire de Mons et à l'École des Administrateurs militaires. En 1982, il est nommé Professeur extraordinaire à l'Université de Louvain en disponibilité depuis octobre 1997.

Député au parlement européen de juillet 1989 à décembre 1991, il occupe de nombreuses fonctions dans les pouvoirs publics. Au parlement, il est Sénateur coopté (décembre 1981 - octobre 1985), Président de la commission des Relations extérieures de la Chambre (décembre 1995 à novembre 1998) et membre de la Chambre des Représentants, depuis le 18 mai 2003.

Ses activités s'étendent aussi au Gouvernement fédéral où il exerce les fonctions de Secrétaire d'État à la Coopération au Développement et de Ministre de la Défense nationale de juin 1983 à novembre 1985.

François-Xavier de Donnea a reçu de nombreuses distinctions honorifiques. Il est aujourd'hui Ministre d'État, Membre

de la Chambre des représentants, Président de la Commission des finances de la Chambre, Administrateur de l'Institut Royal des Relations internationales. Il est aussi membre du Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

Introduction

Les relations euro-méditerranéennes constituent le dossier le plus important, mais aussi le plus complexe et délicat que devront gérer les Chancelleries de l'Union européenne, du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord dans les prochaines décennies.

Les enjeux de ces relations sont considérables. Il en va de la sécurité, de la paix, de la prospérité et de la qualité de vie de quelque 6 à 700 millions de personnes.

L'interdépendance du sud et du nord de la Méditerranée est évidente en la matière. Les défis à relever par les partenaires sont énormes, les obstacles à contourner extrêmement complexes. En effet, la Méditerranée est une zone tourmentée. Les relations entre « rivaux » sont rendues difficiles notamment par :

[122]

- La persistance du conflit israélo-palestinien et l'impuissance de l'Europe face à ce conflit en dépit du fait qu'elle est le plus grand donateur au profit du processus de paix, en dépit aussi de son rôle dans le « quartet » ;
- Le sous-développement économique du sud et son adaptation difficile à l'économie de marché mondialisée ;
- La montée de l'islamisme intégriste qui fait peur aux Européens, fausse l'image du monde arabo-musulman et de l'Islam dans l'opinion publique européenne ;
- La méfiance des opinions publiques arabes à l'égard de l'Europe, qui les fascine néanmoins, qui leur apparaît comme un Eldorado :

- Le terrorisme alimenté par la persistance du conflit israélo-palestinien, la situation en Irak, l'absence de démocratie et la pauvreté dans certains pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient : le terrorisme nourrit également la méfiance entre l'Europe et les pays méditerranéens :
- Les flux mal gérés d'immigration légale et illégale sud-nord brouillant également l'image que nos opinions publiques tant au nord qu'au sud ont les unes des autres.

La solution de ces différents problèmes ne passe pas seulement par des mesures techniques, financières ou légales. Elle suppose de profonds changements de mentalité tant au nord qu'au sud, un dialogue entre les cultures, la lutte contre l'ignorance par l'éducation et l'information des opinions publiques, le développement de la démocratie et « last but not least », la solution du conflit israélo-palestinien, la pacification de l'Irak, la normalisation des relations avec l'Iran.

L'Union européenne (UE) peut et doit contribuer à la solution des problèmes précités et au développement économique du sud du bassin méditerranéen. Mais, le conflit israélo-palestinien, l'instabilité en Irak, le terrorisme ne pourront trouver de solution sans l'apport des États-Unis, de la Russie et de grands pays moyen-orientaux tels que l'Arabie Saoudite et l'Iran. Nous devons en être bien conscient sous peine de placer des espoirs déraisonnables dans l'action européenne.

Ceci dit, voyons où en est aujourd'hui la politique méditerranéenne de l'Union européenne, tant au niveau de ses actes que de ses intentions proclamées dans le cadre du processus de Barcelone, de la politique européenne de voisinage (PEV) et du Partenariat stratégique pour la Région méditerranéenne et le Moyen-Orient.

[123]

Quatre grandes dates sont à retenir :

Novembre 1995	Lancement du Processus de Barcelone;
Avril 2002	Plan d'Action de Valence (relance du Processus de Barcelone);
Décembre 2002	Politique européenne de voisinage ;
Juin 2004	Partenariat stratégique pour la Région méditerranéenne et le Moyen-Orient.

Le processus de Barcelone

Le partenariat euro-méditerranéen, mieux connu sous le nom de « processus de Barcelone » fut lancé en novembre 1995 à Barcelone.

Son but essentiel est de réaliser une zone de stabilité et de prospérité en Méditerranée grâce à l'intégration économique de la région. Il concernait les 15 états membres de l'Union, sept états arabes et l'Autorité palestinienne ainsi que Chypre, Malte, la Turquie et Israël. Aujourd'hui, suite à l'élargissement de l'Union européenne, il concerne 35 partenaires.

La déclaration de Barcelone se fondait sur les diverses politiques pour la Méditerranée développées par l'Union européenne depuis les années 1960. Mais Barcelone constituait aussi un nouveau départ. Pour la première fois l'Union européenne créait un cadre pour ses relations avec la Méditerranée dépassant le cadre traditionnel du commerce et de la coopération technique. Le processus traduit la volonté de l'Union européenne de collaborer sur pied d'égalité avec les partenaires méditerranéens et de mettre fin à la situation antérieure, qui voyait

l'Union européenne faire des propositions à prendre ou à laisser par ses partenaires.

Le partenariat est basé sur trois piliers dont les objectifs sont :

- La définition d'une zone commune de paix et de stabilité par le renforcement du dialogue sur le plan politique et en matière de sécurité :
- L'élaboration d'une zone de prospérité partagée grâce à un partenariat économique et financier : la création graduelle d'une zone de libre-échange vise à intégrer davantage les partenaires méditerranéens au système économique de l'Union européenne.
- La création de liens plus étroits entre les peuples de la région grâce à un partenariat social, culturel et humain pour développer la compréhension mutuelle et la coopération entre les sociétés civiles.

[124]

La politique elle-même est concrétisée dans trois corbeilles de mesures :

- la première corbeille concerne les préoccupations communes en matière de sécurité et devrait engendrer une Charte pour la paix et la stabilité en Méditerranée. Elle concerne également la gouvernance politique. Elle vise à promouvoir la démocratie et le respect des droits de l'homme dans la région :
- la deuxième corbeille traite de la coopération économique. Elle est basée sur le principe du libre-échange entre l'Union et chacun des états partenaires du sud de la Méditerranée : ceci se réalise dans le cadre d'accord bilatéraux :
- la troisième corbeille vise à développer les liens entre les sociétés civiles et à encourager leur croissance. Elle prône également la connaissance et le respect mutuel des cultures en Europe et dans la région méditerranéenne.

La Déclaration de Barcelone a établi un mécanisme permettant d'assurer que les objectifs proclamés soient réalisés en pratique. C'est ainsi qu'il y a quatre instruments de suivi et de contrôle :

- La rencontre périodique des 35 ministres des Affaires étrangères assure le suivi du processus et définit les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs. Elle a déjà eu lieu dix fois.
- Le Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone réunit de hauts fonctionnaires des 35 états membres. Il assure la préparation et le suivi des réunions des Ministres :
- La Commission européenne (DG des Relations Extérieures) est responsable pour le travail préparatoire et le follow-up détaillé des décisions des deux organes précités :
- Des réunions ad hoc de ministres sectoriels, de hauts fonctionnaires et d'experts exécutent les décisions concrètes des Ministres des Affaires étrangères.

Coopération économique et commerciale

La deuxième corbeille est celle qui a connu le plus de réalisations concrètes depuis 1995.

La Déclaration de Barcelone fixait comme objectif la constitution d'une zone euro-méditerranéenne de libre-échange à l'horizon 2010 (quelque 35 pays comptant six à huit cents millions de consommateurs). Ce but a été confirmé à Palerme en juillet 2003. C'est dans ce contexte [125] que des accords d'association ont été ou sont négociés entre l'Union européenne et les pays de la Méditerranée. Une partie importante de ces accords est consacrée à la libéralisation du commerce bilatéral. Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme en sont aussi un élément essentiel.

Où en est-on avec la conclusion et la négociation des accords d'association ?

L'accord avec l'Égypte est entré en vigueur le 1er juin 2004. Des accords ont été signés avec l'Algérie et le Liban. Ils ne sont cependant pas encore entrés en vigueur. Un accord intérimaire a toutefois été signé avec le Liban et est entré en vigueur le 1er mars 2003.

L'accord avec la Jordanie est entré en vigueur le 1er mai 2002. Un accord intérimaire a été signé avec l'autorité palestinienne le 24 février 1997. Mais la situation politique dans la région n'a pas permis de négocier jusqu'à présent un accord d'association à part entière. Un accord d'association existe avec la Turquie depuis 1963 et une union douanière depuis janvier 1996.

L'accord avec le Maroc est entré en vigueur le 1er mars 2000. Celui avec la Tunisie est entré en vigueur le 1er mars 1998. Le 1er juin 2000 c'est l'accord avec Israël qui faisait sentir ses effets. Rappelons que Chypre et Malte sont devenus membres de l'Union européenne le 1er mai 2004.

L'accord avec la Syrie a été paraphé la semaine dernière. La Libye n'a pas encore intégré le Processus de Barcelone.

La libéralisation Sud-Sud

Pour la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010, les accords d'association avec l'Union européenne ne suffisent pas. Il faut également des accords similaires entre partenaires du sud de la Méditerranée, afin d'accroître les flux commerciaux entre ces pays et la croissance dans cette région. La Déclaration de Barcelone encourage dès lors aussi l'intégration Sud-Sud.

La réalisation de cet objectif reste en dessous des attentes en la matière. Le commerce entre pays méditerranéens représente moins de 10 % de leur commerce total avec l'étranger. En 2000, « le processus d'Agadir » a toutefois vu le jour. Il s'agit d'une initiative visant à la création d'une zone de libre-échange entre le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie. Ses promoteurs souhaitent un élargissement progressif de cette zone à tout le sud de la Méditerranée.

La signature de l'accord d'Agadir a eu lieu le 25 février 2004, en présence du Commissaire européen PATTEN. Celui-ci formula l'espoir que d'autres pays rejoignent le processus. Le programme MEDA de l'Union européenne dégagera quatre millions d'euros au profit du Secrétariat de l'Accord d'Agadir établi à Amman.

Coopération en matière de Justice et d'Affaires intérieures

La déclaration de Barcelone de 1995 soulignait déjà l'importance de la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures.

La proximité géographique et l'écart de prospérité entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens favorisent les flux migratoires clandestins et le trafic des êtres humains. Les événements du 11 septembre 2001 ont accéléré les négociations en matière de justice et de sécurité.

En avril 2002, dans le cadre de la conférence ministérielle de Valence, un accord-cadre fut approuvé qui prévoit un programme de coopération dans les domaines de la justice, de la lutte contre la drogue, la criminalité organisée et le terrorisme, ainsi qu'une coopération en ce qui concerne l'intégration sociale des immigrants, les migrations et la circulation des personnes.

Instruments financiers pour la réalisation de partenariats euro-méditerranéens

Le programme MEDA est le principal instrument dont dispose l'Union européenne pour financer le partenariat euro-méditerranéen. Ce programme permet de financer une coopération technique et financière visant à accompagner et à améliorer les réformes des structures économiques et sociales des partenaires méditerranéens. L'enveloppe 2000-2006 de MEDA II se monte à 5,35 milliards d'euros.

MEDA II soutient notamment des programmes d'ajustements structurels et des réformes économiques telles que, par exemple, l'adaptation du système des impôts indirects, la réduction du rôle du secteur public, le développement du secteur privé, l'aide aux PME, la modernisation du secteur financier (modernisation du secteur bancaire et promotion du capital à risque).

Environ 10% de l'enveloppe soutient des efforts régionaux tels que le financement de réseaux d'instituts de politique étrangère [127] (EUROMESCO) ou d'instituts scientifiques (FEMISE) ainsi que des actions en matière d'environnement (SMAP).

MEDA finance aussi des projets dans le secteur de l'enseignement, des soins de santé, de l'environnement et de développement rural. D'autres actions de l'Union sont financées sur d'autres lignes budgétaires, notamment en ce qui concerne les territoires palestiniens, les droits de l'homme et la démocratisation.

Notons que la participation d'Israël au programme MEDA est limitée à des activités régionales, son niveau de développement - étant beaucoup plus élevé que celui des autres partenaires méditerranéens.

Par ailleurs, la Banque européenne d'Investissements (BEI) octroie également directement des prêts au secteur privé (enveloppe 2000 - 2007 : 6,4 milliards d'euros).

Acquis du processus de Barcelone

Le Processus de Barcelone n'a pas porté tous ses fruits, mais il est loin d'être mort.

Depuis la Déclaration de Barcelone de 1995, un nouveau sentiment de partenariat a vu le jour entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens.

Une demi-douzaine d'accords d'association sont entrés en vigueur. Plusieurs partenaires ont lancé des programmes ambitieux de réformes économiques nécessaires pour développer le secteur privé et atti-

rer des investissements. L'Union européenne a dégagé des sommes importantes, tant en subsides qu'en prêts, pour soutenir ce processus.

Dans le cadre des programmes régionaux, des rencontres ont lieu entre représentants de la société civile, notamment dans la sphère culturelle. Elles contribuent à la compréhension mutuelle des élites, sinon des opinions publiques.

Enfin, le processus de Barcelone est le seul forum où Israël et les pays arabes se rencontrent au niveau ministériel, en dehors des Nations Unies. Le Processus de Barcelone est un facilitateur du Processus de Paix.

Déceptions du processus de Barcelone

Mais le Processus de Barcelone a connu et connaît encore des problèmes :

- La situation au Moyen-Orient et en particulier le conflit israélo-palestinien a freiné le dialogue politique et empêché la mise sur [128] pied d'une coopération régionale complète. La disposition à collaborer avec les voisins et avec l'Union européenne est influencée négativement par le blocage du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens ;
- La négociation et la ratification des accords d'association ont pris plus de temps que prévu. Cette responsabilité est évidemment partagée. La lourdeur de la bureaucratie européenne n'arrange rien ;
- L'esprit du partenariat ne conduit que lentement à un dialogue sérieux et ouvert dans le domaine des droits de l'homme ;
- Certains partenaires méditerranéens se sont montrés réticents à améliorer ou à lancer les réformes économiques qui sont obligatoires en vertu des accords d'association. Les accords de libre-échange ont des résultats décevants.

- Le commerce sud-sud reste limité. Le niveau des investissements privés de l'Union européenne dans la région reste bas. Ceci s'explique notamment par les réglementations divergentes, l'infrastructure physique et administrative inefficace, l'absence de cadres juridique et économique transparents pour la vie des affaires. Dans certains pays, les entreprises publiques se sont opposées aux restructurations qui sont nécessaires pour qu'ils soient compétitifs sur des marchés ouverts ;
- Les accords d'association offrent des chances, mais pas des garanties de succès. Le potentiel complet des accords ne peut être acquis que par des pays disposés à moderniser et ouvrir leur économie.

Conscients de ces difficultés, les ministres euro-méditerranéens des Affaires étrangères se réunirent en 2000 pour faire le point de la situation. Dès septembre 2000, la Commission fit des propositions au Conseil de l'Union européenne visant à relancer le processus de Barcelone. Mais ce ne fut qu'en avril 2002, à Valence, que les ministres des Affaires étrangères adoptèrent un plan d'action visant à la relance du Processus et du partenariat euro-méditerranéen. Moins d'un an plus tard, le Conseil européen lança la Politique européenne de Voisinage.

Le plan d'action de Valence

Le plan d'action de Valence concerne les trois corbeilles du Processus de Barcelone.

[129]

- Corbeille « Politique et Défense »

Le plan d'action veut renforcer le dialogue politique par l'attention à porter aux questions de défense, à la prévention des conflits, à la lutte contre le terrorisme, à la poursuite du dialogue sur les droits de l'homme, par l'échange régulier d'information sur le processus d'élargissement de l'Union européenne. Les Ministres réitèrent leur engagement en ce qui concerne la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme dans la région.

La création d'une assemblée consultative parlementaire euro-méditerranéenne fut décidée. Elle a été mise en place à Athènes les 22 et 23 mars 2004. Elle compte 240 membres et trois commissions (une par corbeille du processus de Barcelone).

Le dialogue sur la politique européenne de défense et de sécurité se poursuit au niveau des hauts fonctionnaires. Elle porte jusqu'à présent essentiellement sur l'organisation de l'échange d'information sur les procédures de gestion des crises.

La Syrie, le Liban et l'Autorité palestinienne ont toutefois indiqué que la coopération en matière de gestion des crises n'était pas possible tant qu'une paix juste n'existait pas au Moyen-Orient.

En janvier 2004, il fut toutefois décidé au niveau des hauts fonctionnaires de faire un effort particulier pour informer les partenaires et les associer à des missions de maintien de la paix de l'Union européenne.

- Corbeille « économique et financière »

Le plan d'action souligne l'importance de conclure toutes les négociations des accords d'association (notamment avec la Syrie) et d'accélérer les processus de ratification (Liban et Jordanie).

Le soutien au processus d'Agadir est renforcé et son élargissement encouragé.

Une plus grande libéralisation du commerce des produits agricoles sera recherchée.

Le financement du volet économique et financier sera renforcé par la création au sein de la BEI d'une « facilité euro-méditerranéenne pour l'investissement » (FEMIP) subsidiée à concurrence de 255 millions d'euros dans le cadre de MEDA à charge du budget communautaire (2003-2006).

En 2003, la FEMIP a octroyé 2,1 milliards d'euros de prêts dans [130] la région. La moitié a été consacrée à des projets du secteur privé. Un bureau de la BEI a été ouvert au Caire.

Le plan d'action comporte aussi des éléments concernant le développement des infrastructures de transport, l'énergie et les télécommunications, l'harmonisation de règles et de normes, la promotion de l'innovation et l'accès à la technologie, le renforcement du secteur privé, la coopération concernant l'environnement, le tourisme.

- Corbeille « sociale, humaine et culturelle »

Les principaux éléments du plan d'action dans cette corbeille sont les suivants :

- Extension aux partenaires méditerranéens des programmes TEMPUS pour la coopération universitaire :
- Accord sur le principe de la création d'une Fondation euro-méditerranéenne pour la Promotion du dialogue entre les Cultures et les Civilisations et approbation d'un plan d'action en la matière :
- Approbation d'un document cadre pour la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures.

Notons que la Fondation euro-méditerranéenne pour le Dialogue des Cultures et des Civilisations aura son siège à Alexandrie (Dublin 3 et 4 mai 2004) et portera le nom d'Anna Lindh. Il s'agira d'une structure administrative légère qui réalisera un programme propre. Par ailleurs, elle coordonnera les initiatives des réseaux nationaux.

Le financement n'est toutefois pas encore bouclé. La Commission de l'Union européenne est prête à contribuer à concurrence de 5 millions d'euros pour autant que les partenaires euro-méditerranéens mettent, sur base volontaire, un montant au moins équivalent sur la table. À ce jour cette condition n'est toujours pas remplie.

Notons que l'Égypte s'est engagée à garantir l'accès illimité de tous à la Fondation (donc aussi d'Israël) et la liberté de parole sur le site.

L'impact de l'élargissement de l'Union européenne sur les relations euro-méditerranéennes

La première conséquence directe de l'élargissement est la recomposition du cadre du dialogue euro-méditerranéen tel qu'initié à Barcelone. Avant le 1er mai 2004, nous avions d'un côté 15 États membres et de l'autre 12 partenaires du sud de la Méditerranée, soit 27 partenaires.

[131]

Aujourd'hui, nous avons d'un côté 25 États membres (dont deux anciens partenaires méditerranéens. Malte et Chypre) : De l'autre, 7 pays, une entité arabe (l'Autorité Palestinienne), Israël et la Turquie, soit 35 partenaires euro-méditerranéens. Le déséquilibre nord/sud est renforcé par le passage de la formule 15/12 à celle de 25/10. Mais il n'y a jamais eu une quelconque parité entre les deux groupes de partenaires.

Le Processus de Barcelone englobe aujourd'hui une relation euro-arabo-israélo-turque. La Turquie étant candidate à l'adhésion et pour autant que les négociations démarrent en 2005, le processus de Barcelone pourrait déboucher à terme sur un face à face israélo-arabe, les

États membres de l'Union européenne tentant de mener une politique d'équidistance très délicate. Ce ne sera pas facile à gérer si la paix ne s'instaure pas, entre-temps entre Israéliens et Palestiniens !

Une autre conséquence de l'élargissement est l'accroissement des atouts stratégiques de l'Union européenne en Méditerranée. Trois nouveaux membres sont méditerranéens : Chypre, Malte et la Slovaquie. Leur poids démographique et économique est certes faible, mais leur adhésion est importante en termes de déplacement des frontières de l'Union européenne en Méditerranée.

La politique européenne de voisinage

C'est dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne que la Politique européenne de voisinage (PEV) fut lancée par le Conseil de Copenhague en décembre 2002 et par la Commission européenne en mars 2003. Elle s'adresse aux nouveaux voisins du sud et de l'Est (Russie, Ukraine, Moldavie et Biélorussie).

Elle veut promouvoir des valeurs communes (état de droit, démocratie et droits de l'homme), renforcer le développement économique des voisins et leurs liens culturels avec l'Union.

En mai 2004 la Commission a adopté un document d'orientation stratégique et des premiers « rapports - pays » et ce en attendant les premiers plans d'action bilatéraux...

En vue de l'élaboration des plans d'action, des consultations sont en cours avec le Maroc, Israël, la Tunisie et l'Autorité palestinienne ainsi qu'avec la Russie, la Moldavie et l'Ukraine.

L'accueil de ces plans d'action par les pays méditerranéens est globalement positif. Ils devraient être finalisés dans quelques semaines.

[132]

Mais quelle est la « valeur ajoutée » de la PEV par rapport au Processus de Barcelone ? Plus de flexibilité et plus de moyens financiers.

Les accords conclus dans le cadre du Processus de Barcelone s'inscrivaient dans un schéma identique pour tous les pays partenaires. La PEV permettra de flexibiliser et de différencier les objectifs et les moyens mis en œuvre en fonction de la situation de chaque pays.

En d'autres termes la PEV permettra :

- une approche plus ciblée, mieux conçue du voisinage :
- d'atteindre un degré élevé d'intégration (participation au marché intérieur et partage des bénéfices de l'élargissement) :
- de conclure de nouveaux accords européens de voisinage mieux ciblés.

Parmi les grands thèmes et axes prioritaires des futurs plans d'action, il faut relever :

- Un dialogue politique renforcé :
- Une politique de développement économique et social :
- Le renforcement des relations commerciales préférentielles et la possible participation au marché intérieur :
- Des actions de coopération en matière de Justice et Affaires intérieures :
- Des mesures visant à connecter le voisinage :
- Le développement des contacts entre les communautés, agences et programmes :
- La coopération régionale :
- Le concept de la PEV est aussi basé sur la « copropriété » ou « joint ownership » : la consultation des voisins et leur accord sur les plans d'action sont primordiaux.

Pour l'après 2006, il est prévu de créer un nouvel « Instrument européen de voisinage » qui devrait compléter substantiellement l'aide fournie dans le cadre des instruments financiers existants.

L'accent sera mis sur la coopération transfrontalière, telle que :

- Développement durable dans les régions de part et d'autre des frontières communes :
- Actions conjointes, notamment en matière d'environnement, de santé publique, de criminalité organisée :
- Gestion des frontières :
- Actions transfrontalières « intercommunautés » au niveau local.

Quels seront les liens entre la PEV et le Processus de Barcelone ? La PEV sera mise en œuvre, en ce qui concerne les pays [133] méditerranéens, dans le cadre du Processus de Barcelone et des accords d'association avec chaque pays partenaire. Par ailleurs, la PEV contribuera à la réalisation des objectifs fixés dans le cadre du « Partenariat stratégique pour la Méditerranée et le Moyen-Orient » (PSMO), sur lequel nous reviendrons plus tard.

Processus de Barcelone, PEV et PSMO s'articulent donc les uns par rapport aux autres comme un jeu de poupées russes qui se construit par approximations successives dans le cadre d'un processus itératif.

Le partenariat stratégique pour la Région méditerranéenne et le Moyen-Orient

Le Conseil européen des 17 et 18 juin 2004 a adopté un rapport sur la situation dans la région de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Le rapport décrit les principes généraux d'un partenariat stratégique pour cette région. Il précise que l'objectif est le développement d'une zone sûre et prospère en Méditerranée et au Moyen-Orient. La solu-

tion du conflit israélo-palestinien est la priorité centrale, mais ne peut être une condition préalable aux réformes.

Le rapport adopté le 18 juin 2004 contient également un agenda politique en 12 points (processus de paix au Moyen-Orient, État de droit et droits de l'homme, dialogue culturel etc.). Il contient également une référence au « *Broader Middle East and North Africa Initiative* » adopté par le G8 le 10 juin 2004. Le partenariat proposé concerne toute la région méditerranéenne, le Golfe, l'Iran et l'Irak. Le Processus de Barcelone et la PEV restent les instruments utilisés pour les partenaires de la région méditerranéenne.

L'Union européenne et les États-Unis ont décidé de développer leurs politiques en toute indépendance, tout en veillant à éviter des doubles emplois et à développer des synergies lorsque c'est possible sans brouiller l'image de l'une ou des autres. Leurs objectifs sont d'ailleurs les mêmes : développer la démocratie et l'économie de marché.

Perspectives et conclusions

- 1- L'environnement proche de l'Union européenne, dont l'Est et le Sud de la Méditerranée, est évidemment une zone d'intérêt stratégique, sur le plan économique, environnemental et sécuritaire, tant pour l'Union que ses voisins et partenaires. Les destins de tous ces pays sont étroitement liés. C'est la raison pour laquelle la politique [134] de voisinage est inscrite dans le cadre du nouveau titre VIII de la première partie du projet de Traité constitutionnel, intitulé « L'Union et son environnement proche ». L'article 56§1 stipule que « L'Union développe avec les États de son voisinage des relations privilégiées, en vue d'établir un espace de prospérité et de bon voisinage fondé sur les valeurs de l'Union et caractérisé par des relations étroites et pacifiques reposant sur la coopération ».

La notion de relations privilégiées avec le voisinage est donc clairement affichée dans la future constitution européenne.

- 2- Depuis 1995, le Processus de Barcelone, qui fêtera son dixième anniversaire l'an prochain, a, fût-ce par approximations successives et trop lentement aux yeux de certains, incontestablement permis à l'Union européenne et à ses partenaires de progresser dans la voie du dialogue politique et de la coopération économique. Il a facilité la modernisation des partenaires.
- 3- Les moyens budgétaires que l'Europe met à la disposition du Processus de Barcelone sont considérables dans le cadre du programme MEDA (5,35 milliards d'euros sur 2000-2006) et de la BEI (6,4 milliards de prêts autorisés sur 2000-2007). La croissance de ces moyens financiers à partir de 2006 sera décisive pour asseoir la crédibilité de la PEV aux yeux des partenaires.
- 4- Le Processus de Barcelone n'est pas une panacée et ne peut résoudre tous les problèmes d'un coup de baguette magique. Il ne portera vraiment ses fruits que si les partenaires méditerranéens de l'Union procèdent, avec son aide matérielle et politique, aux réformes prévues dans les accords d'association. Il est toutefois indispensable que les partenaires soient bien davantage associés à la conception même des projets et programmes que dans le passé. Les partenaires méditerranéens doivent se sentir vraiment « copropriétaires » du processus. Cela n'a pas toujours été le cas jusqu'à présent. L'Europe doit également faire des efforts d'ouverture commerciale aux partenaires.
- 5- Le conflit israélo-palestinien et la crise en Irak ont toutefois plombé et plombent encore le volet politique du Processus de Barcelone. Il est trivial de dire que la solution de ces conflits doit être prioritaire pour toute la communauté internationale. L'Union européenne seule ne peut y mettre fin. Géant économique, l'Union européenne est divisée, donc faible, sur le plan politique. Les États-Unis, mais aussi le Monde arabe, la Russie et l'Iran ont un rôle majeur à jouer pour [135] résoudre ces

conflits. L'articulation définitive entre le Processus de Barcelone, la PEV et la stratégie européenne pour le Moyen-Orient (Golfe, Iran, Irak, Yémen) est une question clé pour la réussite du projet global à savoir la stabilité et la prospérité de l'ensemble euro-méditerranéen et moyen-oriental.

- 6- Le Processus de Barcelone, en raison de son approche pragmatique et consensuelle de la coopération, devrait être à maints égards un modèle pour les initiatives que les États-Unis annoncent pour la région (Greater Middle East Initiative). Les acquis du Processus de Barcelone devraient les inciter à dialoguer et à coopérer davantage avec l'Union européenne, tout en respectant l'indépendance de ses instruments de coopération et de dialogue et en veillant à la cohérence des initiatives prises par toutes les parties intéressées.
- 7- L'avenir des relations UE-Turquie, le déroulement des négociations pour l'adhésion éventuelle de la Turquie et leur issue auront évidemment un grand impact sur l'évolution du Processus de Barcelone. Cette problématique spécifique est toutefois trop vaste et trop complexe pour être intégrée dans cette conférence.
- 8- L'avenir des relations entre l'Europe, ses partenaires méditerranéens et les autres pays du « grand Moyen-Orient » sera non seulement déterminé par les convictions personnelles de leurs dirigeants, mais aussi par l'image que les opinions publiques de chaque pays auront de « l'autre », de sa culture, de sa religion et de sa civilisation. Les événements actuels au Moyen-Orient et en Irak, le terrorisme international sont destructeurs et ravauteurs pour ces images. D'où l'importance de promouvoir à grande échelle la lutte contre l'ignorance des opinions publiques et de soutenir toutes les initiatives qui peuvent favoriser le dialogue des cultures et des civilisations.
- 9- Des colloques tels que celui-ci y contribuent sans nul doute. Mais, ils touchent surtout des élites. Or, le grand défi est de lutter contre les préjugés et l'ignorance des masses européen-

nes et méditerranéennes. Cela ne pourra se faire que dans une région euro-méditerranéenne et moyen-oriental pacifiée et ce, avec l'aide des grands médias télévisuels et journalistiques. Cela passera aussi par un dialogue entre les responsables des grandes religions de la région qui sont d'accord sur l'essentiel, mais que l'action des hommes a éloignées les unes des autres.

[137]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

TROISIÈME SÉANCE

Troisième table ronde

[Retour à la table des matières](#)

Président de séance : **Mme Mona KHALAF**

"Exception culturelle et coopération culturelle."

Abderraouf A. OUNAÏES

"Coopération économique et gouvernance en Méditerranée."

Nasser SAÏDI

[139]

Mona KHALAF

Actuellement Professeur d'économie à l'Université libano-américaine (Lebanese American University), de Beyrouth. Depuis juin 2000, elle occupe la fonction de coordinatrice du Conseil consultatif du Genre (CCG) dans la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, à la Banque Mondiale. Elle a été membre du Conseil d'administration (Board of Trustees) de l'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies (INSTRAW) (1996 - 1999).

Impliquée dans les problèmes sociaux du monde arabe, elle milite pour l'amélioration de la condition de la femme et occupe le poste de Directrice de l'Institut des études sur la femme dans le monde arabe au sein de l'Université libano-américaine. Elle est aussi membre du Comité exécutif du Mouvement du renouveau démocratique depuis 2001, après avoir été membre de la Commission nationale de la femme de 1996 à 1999.

Elle est l'auteur d'articles et d'ouvrages qui témoignent de son engagement, dont : - *Assessing the Economic Contribution of Women* -, in *Women and Economic Development in the Arab World*, (1988), the Institute for Women's Studies in the Arab World. - *Women in Post War Lebanon* -, in Kail, C. Ellis, *Lebanon's Second Republic, Prospects for the Twenty-first Century*, (2002), University Press of Florida. *Evaluating the Status of Lebanese Women in light of the Beijing Platform for Action*, (2002), the United Nations Development Fund for Women. Arab State Regional Office (both in English and Arabic).

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le Recteur de l'Université Saint-Joseph

Monsieur le Recteur émérite

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais au début de cette table ronde remercier le R P. Sélim Abou, recteur émérite et titulaire de la « Chaire Louis D - Institut de France » d'anthropologie interculturelle pour m'avoir donné l'occasion de participer à cette éminente rencontre, un lieu privilégié de réflexion. Je dois vous avouer que j'ai accepté de le faire avec un peu d'appréhension, ayant passé le plus clair de ma carrière académique dans des institutions anglophones. J'espère que je ne le décevrai pas.

[140]

Le titre de la table ronde de ce matin est l'avenir des relations euro-méditerranéennes. Dans sa conférence inaugurale, M. Joseph Maila a expliqué, d'une manière brillante et convaincante, que cet avenir semble être - pour le moins qu'on puisse dire - problématique et incertain. Au Sud dit-il, le monde est en train de se défaire, alors qu'au Nord, le monde est en train de s'intégrer. L'Europe n'a pas de projet pour le sud méditerranéen. On entend le même son de cloche dans plusieurs ouvrages et articles relatifs à ce sujet. Jean - François Drevet dans son article « La Méditerranée Oubliée » - paru dans le numéro 46 de la revue *Confluences Méditerranée* (été 2003) - constate et je cite : « On ne peut qu'observer une incapacité persistante à définir un avenir aux relations euro-méditerranéennes qui ont pourtant pris avec le temps une dimension communautaire croissante ». Il ajoute : « L'unité du bassin méditerranéen est devenue un lieu commun dénué de portée pratique. Depuis la fin de la décolonisation, les pays d'Europe du Sud se sont rapprochés de leurs voisins du Nord. Au contraire, les sociétés musulmanes de la rive sud de la Méditerranée se sont montrées plus perméables aux idéologies fondamentalistes. La condition féminine qui avait encore, il y a un demi-siècle de nombreuses ana-

logies, est aujourd'hui radicalement différente de part et d'autre du bassin ... Avec le développement du terrorisme, les conditions sont réunies pour aggraver le clivage qui sépare les deux rives du bassin et lui donner une dimension conflictuelle oubliée depuis le XIXe siècle... »

C'est dans ce même esprit que Thierry Fabre dans son article intitulé « La Méditerranée Frontières et Passages » ([URL](#)) pose les questions suivantes :

Comment donc « faire prévaloir des relations de confiance alors que l'on assiste de part et d'autre à une montée de la défiance ? »

« Irons-nous dans l'avenir vers une ouverture ou vers une fermeture de la frontière entre l'Europe et la Méditerranée ? ».

C'est autour de ces questions que nous réfléchirons ensemble et cela sous les volets politiques, culturels, et économiques.

Les réponses, de toute évidence, ne sont pas faciles. Les ayant posées, je laisserai à nos éminents intervenants la tâche ardue d'y répondre.

Malheureusement, nous n'allons pas pouvoir examiner le volet politique, en l'absence de M. Hamadé. En fait, l'on se demandait tous s'il serait parmi nous ce matin : n'ayant aucun doute qu'il ferait l'impossible pour y être. Son état de santé ne lui a pas permis de le faire. Au nom de nous tous, ici présents je voudrais lui exprimer ma profonde [141] estime et gratitude pour tout ce qu'il représente dans notre pays meurtri, bafoué et captif.

La « Phrase du jour » du quotidien libanais *L'Orient-Le Jour* daté du 13 juillet 2004, signée Marwan Hamadé, est la suivante : « Notre pays souffre trop des interventions occultes de certains magistrats béni oui - oui pour ne pas chercher de vrais remèdes ».

C'est, en fait, parce qu'il a été et qu'il sera toujours à la recherche, de « vrais remèdes » que les forces occultes ont décidé de réagir de manière si véhémente.

Notre deuxième intervenant est M. Abderraouf Ounaïs. Diplômé en philosophie de la Sorbonne, M. Ounaïs a poursuivi une carrière diplomatique, durant 34 ans, au sein du ministère des Affaires étrangères de la Tunisie. Il a occupé le poste d'Ambassadeur à New Delhi, à Moscou et a été accrédité concurremment à Colombo, Hanoï et Malé.

Parallèlement à ses fonctions de diplomate, M. Ounaïs se consacre à la recherche scientifique dans le cadre d'une collaboration avec l'École Nationale d'Administration à Tunis, et de l'Institut tunisien d'études stratégiques ainsi qu'au sein de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis.

Je donne la parole à M. Ounaïs. Le titre de son intervention est « Exception Culturelle et Coopération Culturelle. »

Notre troisième intervenant est M. Nasser Saïdi, bien connu de nous comme ancien ministre de l'Économie au Liban, ancien Premier Vice-Gouverneur de la Banque du Liban et membre du Conseil Stratégique de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

J'aimerais, cependant, partager avec vous une facette moins connue de sa personnalité, celle d'éminent économiste à l'échelle internationale. Pour illustrer ce point, j'ai eu recours au CV de Robert Barro, un des trois finalistes pour le prix Nobel d'Économie en 2003. Sous la rubrique « Graduate Students of Robert Barro », le nom de Nasser Saïdi est cité comme étant un des deux économistes de renom dont il a supervisé la thèse de doctorat à l'Université de Rochester, thèse qui a été publiée dans la série « Outstanding Dissertation in Economics ».

M. Saïdi examine ce matin la question de la coopération économique et de la gouvernance en Méditerranée.

[143]

"EXCEPTION CULTURELLE ET COOPÉRATION CULTURELLE."

[Retour à la table des matières](#)

Abderraouf A. OUNAÏES

Né à Tunis en 1936. Diplômé d'études supérieures en philosophie de la Sorbonne et diplômé de la dotation Carnegie de l'IHEI de Genève, il poursuit une longue carrière diplomatique au sein du ministère des Affaires étrangères de 1962 à 1996.

Il occupe, dans l'Administration centrale, les fonctions de Chargé de division en 1965, Directeur des affaires d'Afrique-Asie en 1978, Directeur des études et de la planification en 1991, Directeur général en 1992.

Il se voit confier plusieurs missions diplomatiques à l'étranger. En 1968, il est Conseiller à l'Ambassade de Tunisie à Paris et Délégué adjoint auprès de l'Unesco, en 1972 il est Conseiller à l'Ambassade de Tunisie à Moscou et en 1980 Ambassadeur Représentant permanent adjoint auprès des Nations Unies à New York. Ambassadeur à New-Delhi en 1981, il est accrédité concurremment à Colombo, à Hanoï et à Malé. En 1987, il est nommé Ambassadeur à Moscou.

Parallèlement à ses fonctions de diplomate, il réserve une part importante à la recherche scientifique dans le cadre d'une collaboration avec l'École nationale d'administration à Tunis, et au sein de la Faculté des sciences juridiques, politiques et socia-

les de Tunis, ainsi qu'avec l'Institut tunisien d'études stratégiques. Il publie de nombreux articles dans la *Revue des études internationales* de Tunis et du Maroc ainsi que dans les revues parisiennes *Esprit*, *Défense nationale* et *Confluences* et dans le *Collège de défense* de l'OTAN.

La bataille de l'**exception culturelle** a eu le mérite de resituer, dans un contexte dominé par l'expansion irrésistible de la loi du marché, la place de la culture dans la société. Elle a permis de mieux distinguer sa spécificité et son articulation particulière à l'ordre économique qui reste, pour la culture, un ordre externe. C'est sur cette distinction que se fonde l'idée même de politique culturelle. L'exception confère à la culture un rang à part et la soustrait aux normes de l'OMC qui s'étendent indistinctement aux produits commercialisables et, de plus en plus, aux services. En matière culturelle, la norme internationale ne prévaudra pas sur la norme nationale.

Cette bataille ne pouvait pas être conduite sans l'affirmation à la fois du caractère singulier et de la portée universelle de la culture. Elle a illustré la nécessaire conciliation de ces deux attributs qui sont le signe distinctif de la culture comme d'un phénomène de la vie. Si l'on considère [144] la bataille de l'exception culturelle gagnée, du fait de son insertion dans l'agenda de l'OMC et de son prolongement dans la diversité culturelle, désormais formalisée dans la Déclaration Universelle de l'Unesco, alors la culture aura fixé un point limite à la théorie libérale dans sa propension à occuper toute la place, à réduire progressivement l'activité sociale à la dimension d'un fait marchand.

Cet acquis n'est pas à l'abri des avancées prévisibles de la technologie et des bouleversements consécutifs du marché qui risquent, à chaque étape, de remettre en question les garanties de l'exception culturelle. Il revient à la **politique culturelle** de veiller à préserver cet acquis et de prendre la mesure des évolutions de toute nature qui, inévitablement, relanceront les offensives. Par le seul jeu des définitions, les évolutions prévisibles pourraient destituer le contenu culturel d'une œuvre pour mieux la reverser dans l'espace marchand comme simple produit industriel ou comme un service. La valorisation du produit culturel doit déjà beaucoup aux ressources de la technologie :

production, présentation, diffusion, distribution, conservation sont autant d'étapes où la technologie prend sa part. Comment cependant préserver l'essence culturelle ? Qu'en sera-t-il demain ? Dans cette perspective, une responsabilité particulière revient à la politique culturelle afin de consolider les garanties acquises et de sécuriser durablement le développement de la culture, au moyen d'un instrument juridique international rendu indispensable par suite de la mondialisation croissante des normes de l'OMC. Cette démarche prend corps au sein de l'UNESCO depuis un an, mais elle ne saurait aboutir sans un soutien fort et conscient des enjeux, et sans une promotion culturelle active dans le champ international, dans l'unité d'une même mission. C'est dans cet esprit que la coopération culturelle prend tout son sens et qu'elle peut à son tour élargir la portée de toute politique culturelle.

La **coopération culturelle** repose sur le postulat de l'existence de cultures distinctes, identifiées et identifiables et qui, par le fait de la confrontation, développent entre elles des rapports d'intelligence, d'échanges et d'emprunts tout en préservant leur existence propre. Dans le temps, la culture évolue et se renouvelle en une dynamique perpétuelle de réévaluation et d'adaptation. Il n'y a pas concurrence dans l'ordre de la culture dès lors que la culture puise dans la confrontation la voie de l'approfondissement et de la régénération plutôt que le moyen [145] d'éliminer un concurrent. La concurrence visant à éliminer le plus faible n'a pas prise et n'est pas pertinente. On le voit dans l'ordre de la nature où les genres se croisent et se fécondent sans s'éliminer, leur commerce ne fait que donner des fruits nuancés et divers qui, dans la logique du vivant, prolongent et renouvellent les genres dont ils dérivent.

La coopération culturelle a pour effet de perpétuer la diversité et la permanence du relief culturel. C'est ainsi qu'elle réussit à surmonter la menace d'uniformisation envahissante qui conquiert manifestement les marchés et qui gagne, à travers les produits industriels et les modes de consommation consécutifs, une large part de l'esthétique de la vie. À notre sens, la coopération culturelle répond à trois ordres de préoccupation.

D'abord, quelle meilleure récompense pour une culture que d'être diffusée, exposée, confrontée aux autres cultures et aux grandes évolutions qui imprègnent les sociétés contemporaines ? À la rencontre des autres, chaque culture affirme avec le plus de relief sa singularité, sa pertinence et la permanence de sa propre vérité. Toute culture cherche à exprimer sa contribution singulière à la vision du monde et à la vision de l'homme : elle exprime le message profond d'une identité, un message qui défie le temps. Et si, dans cette recherche, chaque culture livre son être profond, sa vérité, elle recueille en retour la conscience de ses limites. L'un des grands mérites de la coopération culturelle est d'illustrer, à travers la diversité des cultures, leur égale pertinence et leur égale légitimité. C'est ainsi qu'elle permet de répandre et d'enraciner l'humanisme, de passer de la diversité des cultures au respect de la culture et, fondamentalement, au respect de l'homme. Dans la coopération culturelle, chaque culture recueille la conscience vive de ses limites et, en définitive, s'élève au respect de l'homme à travers la diversité de ses expressions.

D'autre part, la coopération culturelle ne saurait ignorer, au-delà de l'égalité intrinsèque des cultures, l'inégalité réelle des moyens qui les soutiennent et qui renvoient à l'**envergure économique** des nations. Il ne suffit pas que l'État assume, en matière culturelle, sa part de la doctrine politique, il faudrait que la capacité de création, de consommation et de promotion culturelle à l'échelle nationale s'élève à des performances compétitives sur le plan international. À ce titre, le système économique porteur et l'apport financier sont décisifs. Ce facteur d'inégalité, aux effets ravageurs pour les plus faibles, détermine [146] à son échelle les grands équilibres de l'avenir et, pour une part, l'issue de la bataille de la diversité culturelle. Nous vivons le début d'une ère dont les peuples pressentent confusément le danger, où la culture nationale est rendue fragile, où les créateurs se découragent, où l'histoire s'oublie et où la valeur matérielle risque d'éliminer la valeur immatérielle. Quand la France, la Belgique et le Canada s'estiment en devoir de préserver leur culture et de constituer une ligne de défense politique et juridique dans ce domaine, c'est que la majorité des pays émergents sont déjà en crise. La bataille conceptuelle ne suffit pas dès lors que la vulnérabilité ne procède pas d'une faiblesse culturelle propre mais de l'envergure économique des acteurs.

Dans cette perspective, la **prise de conscience** doit orienter et animer la coopération culturelle. Les grands ensembles, à l'instar de l'Union européenne, ne sauraient être confinés à la finalité économique. Pour les vieilles nations qui entretiennent des rapports historiques profonds à la culture, la prise de conscience de la nouvelle fragilité où ils se trouvent plongés donne à leur communauté une capacité de promotion culturelle supérieure. L'adoption de la directive Télévision Sans Frontière entre 1986 et 1989, la résolution du Parlement Européen sur le « traitement d'exception » en matière culturelle (1993), la négociation d'une seule voix dans l'enceinte de l'OMC sur l'exception culturelle et sur le statut de l'audiovisuel, le rapport élaboré à l'initiative du Président Romano Prodi sur « le dialogue entre les peuples et les cultures dans l'espace euro-méditerranéen » sont un approfondissement de la coopération culturelle. Le quota européen, à son échelle, est un progrès de l'idée nationale. À ce stade, on peut affirmer que l'Europe élabore, dans la conscience claire des enjeux culturels, une expérience pionnière de la coopération culturelle.

Saluons également la création en 1999, à l'initiative du Canada, du Réseau International sur la Politique Culturelle qui regroupe des ministres de la culture des cinq continents, ainsi que l'engagement politique très clair de la Conférence de la Francophonie depuis la session de Moncton en septembre 1999. L'un et l'autre témoignent que la prise de conscience de l'enjeu culturel est très large. Une telle mobilisation politique doit pouvoir déboucher sur des solidarités en mesure de donner à la culture un champ multilatéral préservé de promotion culturelle à l'image du marché intérieur européen. Dans ce sens, la Méditerranée offre des atouts précieux.

[147]

Enfin, à la différence des autres formes de coopération, la coopération culturelle n'est pas fondée sur le profit et la réciprocité. Comme la culture, elle trouve sa compensation en elle-même. Elle tire sa force de la valorisation d'un patrimoine qui se perpétue et se renouvelle par le jeu de la création, de la liberté et de l'intemporalité. À ce titre, la coopération culturelle commence d'abord au sein de l'espace national où la culture doit valoir non par le fait qu'elle est source de profit économique ou politique, mais par le fait qu'elle représente l'es-

prit d'une nation. La coopération culturelle est dénaturée lorsque, sous l'emprise de pouvoirs divers, la culture tend à s'effacer devant les impératifs de l'industrie, du spectacle, de la politique, quand les créateurs et les artisans de la culture deviennent fonctionnaires, serveurs contractuels et agents de recettes. ,

Dans ce tableau, la société occidentale, du moins en Europe, se distingue. Tout en cédant à la loi du marketing, elle veille parallèlement à soutenir la libre création culturelle et à préserver en son propre espace une part d'ouverture critique qui l'oblige à se mettre en cause, à admettre la production étrangère et, de ce fait, à n'exclure ni le profit, ni la compétition, ni la faculté de progrès intrinsèque. L'esprit de liberté et le scrupule de non-exclusion caractérisent la culture occidentale qui, en toutes disciplines, conserve dans la compétition mondiale tous ses atouts : la faculté de création, d'échange et de progrès. Le propre de l'exception culturelle est que, sans exclure, elle préserve le champ de la création culturelle tout en ménageant les atouts du futur. Sur cette base, la coopération culturelle est un prolongement de la culture nationale.

Il subsiste cependant, dans les sociétés occidentales, une réserve : elle concerne les minorités régionales, linguistiques ou confessionnelles qui subissent (ou disent subir), pour des raisons souvent politiques, une exclusion paradoxale. De ce fait, résiduel mais encore présent, l'exemple de la société occidentale demeure complexe. Si nous reconnaissons que la coopération culturelle ne peut loyalement prévaloir dans la logique d'une quelconque exclusive ni nationale ni internationale, le tableau complexe des sociétés occidentales nous permet de mieux saisir les faiblesses inhérentes aux sociétés non démocratiques. Dans ces sociétés, la censure et l'exclusion, loin d'être conjoncturelles ou résiduelles - d'autant que s'ajoute souvent l'instrumentalisation de la culture - constituent bien au contraire des leviers réguliers du pouvoir [148] et focalisent l'essentiel des énergies des élites. La coopération culturelle, répétons-le, commence au sein de l'espace national : dénuée du sens des libertés, captive d'intérêts d'un autre ordre, elle n'est plus qu'un exercice de spéculation politique ou une forme de propagande. La coopération culturelle pose le problème de l'État et des libertés.

Dans le tableau contrasté où interfèrent les menaces à l'intégrité de la culture, l'inégalité des moyens économiques et le problème des libertés, 3 ordres de solidarité doivent être édifiés.

1- La bataille de l'exception culturelle signale une vulnérabilité de civilisation à laquelle ont pu réagir quelques États d'avant-garde ayant une capacité de mobilisation propre et une tradition culturelle établie. La bataille ainsi initiée par la France et des États de l'Union européenne était salutaire. Ce cercle d'avant-garde reste essentiel en raison de son rôle moteur et du poids économique de l'Union européenne.

Il faudrait cependant approfondir et consolider la solidarité européenne dans ce domaine car les nouveaux membres issus de l'Europe Centrale et Orientale n'ont rallié la législation commune relative à l'exception culturelle qu'indirectement, leur adhésion étant formellement subordonnée à l'admission de l'acquis communautaire. C'est sur cet argument que le « compromis balte sur l'audiovisuel » de juillet 1998 avait alors recentré les PECO qui, au départ, avaient dans leur majorité adopté des mesures contraires. Ces pays étant désormais membres à part entière, l'équilibre interne de l'Union s'en trouve modifié. Le précédent de la coalition anti-irakienne en 2003 avait manifesté l'alignement de 13 pays d'Europe Centrale et Orientale en bloc derrière les États Unis. Qu'en sera-t-il des batailles de l'avenir ? Sur la question culturelle et certainement sur d'autres, la cause, chaque fois, devra être d'abord gagnée à l'intérieur même de l'Union. La solidarité politique au sein de ce premier cercle est décisive. L'enjeu culturel est certainement l'un des enjeux majeurs de la politique extérieure commune.

2- Dans son fond, la bataille de l'exception culturelle exprime une vision du monde et une conception de la coopération internationale conformes aux intérêts essentiels de la plus large majorité. La prise de conscience, à la base, ne pouvait que la conforter. Une **solidarité de doctrine** s'est ainsi exprimée et s'est vérifiée dans les échéances et les fora divers où les fronts s'étaient manifestés. L'enjeu de la Convention [149] Internationale dont l'examen a repris le mois dernier

à l'Unesco doit illustrer l'ampleur et la force de cette prise de conscience. Toutefois, à l'appui de la valeur intrinsèque de la cause, un dialogue approfondi au sein des organisations régionales et entre elles est précieux. À l'initiative de l'Union européenne, un agenda politique centré sur ce thème doit pouvoir associer les pays réceptifs au sein de l'Organisation de la Francophonie, de la Ligue Arabe, de l'Union Africaine et notamment de l'Euro Méditerranée.

3- Sur le plan méditerranéen, les convictions sont claires mais, pour autant, les positions politiques restent délicates, imprévisibles et politiquement volatiles tant que les conditions de la paix dans la région sont indéfinies. Sur la question culturelle et sur la question fondamentale de la paix, les convergences de fond entre la vieille Europe et les pays arabo-méditerranéens sont réelles. Suffisent-elles cependant pour construire une solidarité à l'épreuve des jeux d'influence contraire des États Unis ? Le partenariat euro-méditerranéen a payé un lourd tribut à ces déséquilibres. Le projet commun de partenariat approuvé le 9 juin dernier à Sea Island par le G 8 exprime, entre les États Unis et l'Europe, des convergences importantes mais partielles, sur un fond de divergences profondes sur l'essentiel, sur les conditions de la paix qui commandent le destin de la région et qui orientent donc les tactiques intermédiaires relativement aux autres enjeux. La question culturelle n'en sera pas épargnée.

Relativement à la Méditerranée, l'agenda européen défini dans la Déclaration de Barcelone doit rester global et indivisible. Les objectifs stratégiques du Partenariat relatifs au dialogue politique et de sécurité, à la coopération économique et financière et à la coopération culturelle, sociale et relative aux droits de l'homme, expriment avec clairvoyance les conditions de la paix, de la concorde et de la prospérité de la région dans son ensemble. C'est autour de ces objectifs qu'il faut s'efforcer d'édifier résolument la solidarité entre l'Europe et la Méditerranée. Ces objectifs contiennent et dépassent tous les enjeux du présent.

[151]

"COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET GOUVERNANCE EN MÉDITERRANÉE."

[Retour à la table des matières](#)

Nasser SAÏDI

Docteur en sciences économiques, Nasser SAÏDI préside le Comité de technologie bancaire moderne et d'informatique (COBIT). En décembre 2000, il fut nommé par Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, membre du Comité des Nations Unies pour les politiques de développement. Il est aussi membre du Comité régional des Nations Unies pour le Programme d'informatique des Pays Arabes.

Nasser Saïdi a occupé le poste de Premier Vice-Gouverneur de la Banque Centrale.

Entre décembre 1998 et octobre 2000, il a été membre du Gouvernement libanais en tant que ministre de l'Économie et du Commerce et ministre de l'Industrie.

Il a occupé des postes de conseiller économique et de directeur auprès de plusieurs banques privées en Europe (1986-1992). Il a été Professeur d'économie à l'Université de Chicago (1978-1982), à l'Université de Rochester (1976-1978), à l'Université de Genève et à l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève (1981-1985), et à l'Université

Américaine de Beyrouth (1994-1996). Il est membre du Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

De Barcelone à Bagdad : promesses, violence et tristesse

1- Nos pays et peuples de la Méditerranée et du Moyen-Orient subissent de fortes pressions internes et externes. Les premières sont dues au fait que le revenu par tête d'habitant des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient n'a augmenté que faiblement ou de façon négligeable depuis vingt ans et que leur population jeune et démotivée présente un taux de chômage élevé et croissant ⁴⁶. Leurs économies ont connu une croissance moyenne de -0,1% dans les années 1985-1995 et de 2,3% ⁴⁷ au cours années 1996-2003. Nos pays ont manqué le coche de la prospérité des années quatre-vingt-dix et présentent des [152] divergences croissantes en matière de revenus, une grande lenteur dans l'adoption des nouvelles technologies de l'informatique et de la communication, un environnement en voie de détérioration et un faible taux d'acquisition des connaissances ⁴⁸. Les marchés financiers de la région restent embryonnaires et ne jouent pas leur rôle de canalisation de l'épargne vers son emploi optimal. Comme beaucoup de pays émergents, les pays partenaires méditerranéens (les PPM) témoignent de graves lacunes en termes de gouvernance publique et d'entreprise par rapport à leurs homologues développés. Il est clair qu'il existe des problèmes liés aux institutions publiques et privées, à la bureaucratie et aux formalités administratives, à la corruption et à un déficit de transparence, de responsabilité et du respect des lois. Le grand atelier de la bonne gouvernance des entreprises reste encore à établir. De son côté, le gouvernement d'entreprise reste encore à établir.

⁴⁶ À part les tristes performances économiques des pays sub-sahariens qui se trouvent également confrontés à la présence massive du sida.

⁴⁷ Voir IMF, *World Economic Outlook Report* (2004).

⁴⁸ Voir *Arab Human Development Report* (2003).

La région a également connu des périodes de guerre, de conflits violents et d'insécurité durant la plus grande partie de la période postcoloniale. Un rapport de la banque mondiale a estimé que les économies de la région en paient le prix : quelque 2 à 3 pourcent de moins en terme de croissance par an durant les deux dernières décennies ! Elle subit les séquelles de l'attentat terroriste du 11 septembre 2001, de la guerre en Afghanistan et en Irak. Les pays et les peuples de la région, et, plus généralement, le monde musulman, se trouvent soumis à une punition collective prenant la forme de discriminations et d'un accroissement des entraves au *commerce* et à la circulation des capitaux, [153] des travailleurs et des personnes en général. Le besoin de « sécurité nationale » a été brandi comme prétexte pour opérer des reculs dans la législation sur les droits de l'homme et la vie privée aux États-Unis, dans l'UE et à l'échelon international.

Il est clair que les pays de la région et leurs dirigeants n'ont pas pu mettre au point des stratégies et des réactions adéquates aux défis, aux accusations et à la violence qui leur ont été infligés ni aux nouveaux obstacles et autres formes de discrimination imposés sous l'étendard de la « sécurité nationale » à leurs peuples et à leurs économies. Les gouvernements locaux ont à leur tour joué du même argument des besoins de sécurité nationale et d'insécurité régionale pour prévenir ou retarder des réformes politiques, économiques, sociales ou pour se montrer plus répressifs en matière de libertés. Cette absence

de réplique stratégique rend nos pays vulnérables et incapables de progresser ou de résoudre le principal problème de la région, le conflit israélo-palestinien.

Progrès des négociations des accords d'association euro-méditerranéens

Partenaires méditerranéens	Clôture des négociations	Signature d'accord	Entrée en vigueur
Tunisie	Juin 95	Juillet 95	Mars 98
Maroc	Novembre 95	Février 96	Mars 00
Cisjordanie/Gaza	Décembre 96	Février 97	Juillet 97
Jordanie	Avril 97	Novembre 97	Mai 02
Égypte	Juin 99	Juin 01	Ratification attendue
Algérie	Décembre 01	Avril 02	Ratification attendue
Liban	Décembre 01	Juin 02	Ratification attendue
Syrie	Avril 03	Octobre 04	Ratification attendue

Source : europa.eu.int

2- Le processus de Barcelone, qui promettait de créer une zone de paix, de stabilité et de prospérité partagées, est sur le point de fêter ses dix ans. Il s'était donné comme instrument principal les accords d'association EuroMed, visant à créer une zone de libre-échange d'ici fin 2010, et les programmes Meda associés. Avec la signature de l'accord bilatéral d'association entre PUE et la Syrie⁴⁹, tous les pays participant au processus de Barcelone se sont maintenant engagés à respecter un certain nombre de principes communs d'ordre économique, politique, diplomatique, [154] social, environnemental et culturel, devant régir leurs relations bilatérales avec l'UE. L'application de ces accords d'association devrait créer une zone de libre-échange de

⁴⁹ Cet accord a été initialisé le 19 octobre 2004 à Bruxelles. Il attend d'être ratifié par les parlements des pays membres de l'UE et de la Syrie.

quelque 800 millions de personnes, ce qui en ferait le bloc commercial régional le plus vaste au monde.

3- Dix ans après, les accords d'association ont-ils rempli leurs promesses pour les peuples de la région ? L'idée en était d'intensifier l'intégration économique sur les marchés des biens, du travail et des capitaux de façon à remédier à l'étroitesse des marchés des pays du Sud de la Méditerranée. La libéralisation des échanges, la baisse des droits de douane et la diminution des barrières non tarifaires devait contribuer à intensifier les échanges entre les pays partenaires méditerranéens. Ce développement des marchés devait entraîner une baisse des coûts par le jeu de l'intensification de la concurrence et des économies d'échelle, et favoriser l'amélioration de la qualité des produits et leur diversification. Les prévisions de l'expansion des marchés et de meilleures perspectives de croissance devaient doper les investissements et contribuer à la baisse du chômage. Les investissements directs de l'étranger devaient affluer vers le Sud et les pays partenaires méditerranéens, attirés, entre autres incitations, par l'ouverture des marchés et le faible coût de la main-d'œuvre.

Commerce, investissement et assistance : l'histoire d'une intégration manquée

4- La réalité et les réalisations n'ont pas été à la hauteur des attentes de Barcelone ni des promesses des hommes politiques des deux rives de la Méditerranée. Sur le plan macro-économique et en termes de croissance, de commerce, d'investissements directs, de flux de main-d'œuvre et d'autres indicateurs de l'intégration financière et économique, les partenaires euro-méditerranéens n'ont pas progressé en termes d'intégration. Que ce soit à l'échelon régional ou international, la zone euro-méditerranéenne n'a profité ni du dynamisme en matière de mondialisation des dix dernières années du XXe siècle, ni des accords d'association.

a. Le commerce. Les chiffres montrent que la part des échanges EuroMed dans le commerce extérieur des pays partenaires n'a pas augmenté, malgré un accroissement des exportations et des importations résultant de la croissance économique. En 1980, le commerce [155] (importations plus exportations) des douze PPM avec l'EU représentait 62,8% de leur commerce total (importations et exportations, respectivement) contre 57,4% en 1990 et 49,1% en 2002, soit une baisse de 13% de la part. Parallèlement, le processus d'évolution dynamique des économies européennes a conduit à l'intensification du commerce interne à l'UE, le commerce des biens intermédiaires et les échanges des biens et services ayant profité de l'abolition progressive des entraves au fonctionnement des marchés suite à la création d'un marché unique. En conséquence, la part du commerce de l'UE avec les douze PPM révèle une stagnation, interrompue par une hausse en 2003 et 2004 du fait de la hausse des prix de l'énergie. Ainsi, le commerce de l'EU avec les MED 12 représentait 6,9% des importations en 1990 contre 6,8% en 2002, et 9,8% contre 8,0% en 2002 pour les exportations. Cette stagnation résulte du fait que les exportations des douze PPM se concentrent dans les secteurs intensifs en main-d'œuvre et en ressources, dans des biens dont le marché international présente une croissance lente. Pour bénéficier des accords d'association, les PPM devront s'intégrer verticalement dans la chaîne de l'offre à l'industrie de l'UE, en s'orientant vers la production de biens à plus forte valeur ajoutée et de meilleure qualité ainsi que vers les produits intermédiaires ⁵⁰. Parallèlement, les échanges de services entre les partenaires EuroMed, le secteur le plus porteur du commerce international, ne se sont pas développés au même rythme que dans d'autres pays. On peut donc affirmer que le commerce n'a pas été un moteur de croissance pour les PPM, malgré la libéralisation dont il a fait l'objet et en dépit des accords d'association.

⁵⁰ Voir l'article de A. CHEVALLIER et M. FREUDENBERG, « The Nature of Euro-mediterranean Trade and the Prospects for Regional Integration », dans *Towards Arab and Euro-Med Regional Integration*, sous la direction de Sébastien Dessus, Julia Devlin et Raed Safadi, OCDE, 2001.

L'impact de l'élargissement de l'Union européenne sur Les partenaires méditerranéens

L'admission de dix nouveaux membres dans l'UE en 2004 transformera de manière significative les pays de la zone Euro-Med. Les conséquences seront ressenties dans des intensités variables au niveau de l'échange commercial, du mouvement de capitaux, du marché du travail et des subventions. Quelque 74,5 millions de nouveaux habitants intégrant l'UE apporteront avec eux un déséquilibre au niveau de la croissance de la population, des richesses, du chômage et des climats d'investissement, [156] aussi bien qu'une demande sérieuse de fonds limités. Le prix le plus élevé que la région MENA devrait payer serait en termes d'investissements. Les niveaux de productivité plus élevés, la réduction des coûts de transaction, particulièrement dans le commerce intérieur et l'échange régional ainsi que les climats d'investissement attrayants, constitueront à eux seuls des avantages préférentiels, favorisant par là les pays membres aux dépens des pays partenaires avec accords d'association. Les liens unissant l'UE et les PPM étant moins stricts que les engagements d'adhésion ou d'accession et les différences au niveau des conditions et des règlements entre GATS et les accords d'EuroMed s'ajoutent pour accroître la complexité de la situation en cours. Par conséquent, il serait inconcevable d'accorder une entrée inconditionnelle sans contrepartie aux pays MENA et d'augmenter les subventions. Toutefois l'impact de l'élargissement de l'UE sur le commerce demeure tolérable. Les marchés vastes et la large base de consommateurs en témoignent. Cependant, la région ne serait en position de bénéficier des avantages que les nouveaux marchés offrent, que si des réformes sérieuses sont entreprises au niveau des tarifs et des barrières non tarifaires. La libéralisation des secteurs de services dans les pays de la région est en tête des priorités. Ses répercussions macro-économiques stimuleront une productivité plus élevée. Naturellement, l'Outward Processing Trade (OPT) favori-

serait les économies dont le secteur de service est bien développé, pour des coûts associés moins élevés, et une qualité meilleure : les pays candidats ont en effet éprouvé une croissance considérable (qui est allée de 10.4% en 1989 à 17.9% en 1993) comparée à une augmentation négligeable de 0.1% pour la même période dans le cas des pays partenaires (PPM).

Au niveau du marché du travail, l'impact de l'élargissement est toujours controversé : la région détient les niveaux les plus élevés en croissance annuelle de la main-d'œuvre, estimés à 3.4% par an au cours de la période 2000-2010, deux fois le taux de croissance prévu dans d'autres pays en développement. Les nouveaux marchés et opportunités d'emplois constituent de bonnes nouvelles pour la région. Cependant ces sources de revenu sont de plus en plus instables et rarement mises à la disposition du développement économique et de la création d'emplois. Les remises d'ouvriers souvent font pression inflationniste et causent la distribution inégale des richesses parmi les citoyens ! L'UE est structurée autour de la vision de devenir « la puissance la plus concurrentielle d'ici 2010, l'économie basée sur les connaissances dynamiques par excellence ». Les défis sont nombreux. Néanmoins, il serait dans le meilleur intérêt de la région de réaliser en premier lieu l'intégration avec une puissance économique et politique telle que l'UE.

Source : FEMISE, The Impact of EU Enlargement on the Mediterranean Partners (2004).

b. Les investissements directs de l'étranger. Il est clair que la mise en œuvre des accords d'association n'a pas non plus dopé les investissements directs européens vers les douze PPM. Le gros des investissements extérieurs de l'UE s'est orienté vers les futurs pays membres d'Europe orientale et centrale en anticipation de leur entrée dans l'Union, ainsi que vers les marchés dynamiques d'Asie (la Chine et l'Inde) et d'Amérique latine. Les douze PPM n'ont attiré qu'une petite fraction (0.5 %) des investissements étrangers directs de l'UE !

c. Les investissements financiers. Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont besoin de fonds importants pour investir dans [157] leurs infrastructures, développer leurs ressources naturelles et financer la croissance économique et la création d'emplois. Or la région n'a pas été capable d'attirer des capitaux et des ressources du reste du monde. Le tableau joint montre que, malgré la stabilité macro-économique dont ils ont témoigné dans les années quatre-vingt-dix, les pays de la région et les PPM ont reçu moins de 5% des flux nets de capitaux privés dirigés vers les pays en développement, et moins que les pays d'Afrique sub-saharienne. Il est clair que la conjoncture économique et politique n'a pas été jugée propice à ce type d'investissement. Selon le FMI ⁵¹, la région reçoit seulement un tiers des flux d'investissements directs prévus pour une région en voie de développement et de taille comparable : le FMI estime que les flux de capitaux privés pourraient être cinq à six fois plus grands que leurs niveaux actuels, si les climats d'investissement étaient plus attractifs et les exportations (autre qu'en matière d'énergie) étaient plus importantes.

Flux nets de capitaux privés vers les pays en développement
(en milliards de dollars américains actuels)

Pays en développement	1997	2001	2002	2003
Amérique latine et Antilles	114,1	58,1	25,6	47,3
Afrique du Nord et Moyen-Orient	7,8	7,7	6,1	-3,8
Asie du Sud	8,2	4,0	8,0	10,4
Asie orientale et Pacifique	85,8	38,0	55,2	71,0
Europe et Asie centrale	52,9	32,2	55,2	62,9
Afrique sub-saharienne	17,0	11,3	5,2	12,4
Total	285,8	151,3	155,3	207,8

Source : Global Development Finance, 2004.

⁵¹ Voir le rapport du FMI, *Global Development Finance*, 2004.

Pourquoi sommes-nous incapables d'attirer des ressources alors que nos propres ressources naturelles brutes sont exploitées et que nos ressources humaines fuient nos pays ? La corruption et le manque de transparence viennent s'ajouter à la multitude de risques de la région pour entraver le développement socio-économique et empêcher le progrès du bien-être de la population.

d. Les données limitées dont nous disposons sur les marchés financiers et l'investissement dans les marchés émergents des douze PPM, et sur les investissements de leurs voisins du Sud dans les marchés financiers de l'UE, indiquent également que leur intégration financière ne s'est pas intensifiée, contrairement à l'intégration financière internationale qui a atteint un pic inégalé depuis des décennies. Cette évolution [158] traduit en partie le manque de développement des marchés financiers des partenaires du Sud, leur domination par leurs systèmes bancaires, et les faibles taux de croissance dans les économies de la région. Ce déficit de développement des marchés financiers implique à son tour une carence des instruments financiers pouvant promouvoir l'investissement dans la région. À la suite des attaques du 11 septembre 2001, le renforcement des barrières - comme celles mises en place par le Patriot Act aux États-Unis et d'autres textes de loi du même caractère - a entravé l'intégration économique des marchés financiers des PPM et des autres pays de la région sous prétexte de combattre le financement du terrorisme et d'empêcher le blanchiment de l'argent. S'y est ajouté un surcroît d'incertitude due aux guerres en Afghanistan et en Irak pour produire un déficit net du flux des capitaux privés dans la région.

Ainsi, le développement des marchés financiers devrait représenter une priorité pour les pays de la région, ainsi qu'un élément majeur de la coopération EuroMed ⁵². Il devrait également faire partie des

⁵² Voir N. Saïdi (2004, a) pour une analyse de la réforme et du développement du secteur financier dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et de son importance dans la réforme générale de l'économie. Visitez le site : www-lebanon.com pour télécharger les publications de N. Saïdi.

efforts de réforme du secteur des affaires et l'instauration d'une bonne gouvernance des entreprises ⁵³.

e. La main-d'œuvre. On observe pour les mouvements de main-d'œuvre une tendance comparable à celle du commerce des biens et de l'investissement. L'UE a exprimé sa préférence pour des migrations et des mouvements de main-d'œuvre vers son territoire en provenance des futurs pays membres et des pays mêmes de l'Union ⁵⁴. Du fait de la jeunesse de leur population et leur faible taux de croissance économique, les douze PPM sont des pays exportateurs de main-d'œuvre, celle-ci étant attirée par les salaires élevés des pays à la démographie vieillissante de l'UE. Il serait pourtant économiquement avantageux pour les deux régions de faciliter les mouvements de main-d'œuvre en direction de l'UE. Ainsi, les douze PPM bénéficieraient des transferts [159] effectués vers leur pays d'origine par leurs ressortissants et de l'investissement en capital humain que représenterait leur apprentissage et leur formation en Europe. Les pays de l'UE bénéficieraient quant à eux du faible coût de cette main-d'œuvre dont les cotisations sociales serviraient à financer les retraites de leurs propres travailleurs et de leur population.

⁵³ Pour une étude récente sur le gouvernement d'entreprise dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient mettant l'accent sur la transparence et l'information, voir N. Saïdi (2004, b).

⁵⁴ Voir le rapport de l'OCDE sur « Trends in International Migration », SOPEMI, 2003.

10- Les programmes Meda, la coopération et l'assistance technique et les prêts de la BEI constituent les instruments devant permettre de tenir les promesses de Barcelone ⁵⁵. Le tableau relatif aux engagements et paiements révèle les carences de l'aide et de la coopération du programme Meda I. Avant les importantes réformes de l'an 2000 concernant l'assistance et la coopération, la proportion des paiements par rapport aux engagements initiaux n'ont pas dépassé les 29% pour la période 1995-1999. Après la réforme et la création d'EuropAid, l'aide et le déboursement des sommes se sont améliorés pour faire passer ce ratio à 65 % dans la période s'étendant de 2000 à 2003. Malgré cette réforme, il reste néanmoins vrai que la part de l'assistance et la coopération par rapport au PIB des PPM représentant 0,2 de 1 pourcent du PIB des pays PPM, est bien trop faible pour

⁵⁵ La BEI a assuré des fonds de plus de 3 445 millions d'euros au cours de la période 2000-2003. En outre, à partir de novembre 2003, le plafond des prêts externes de la BEI couvrant les pays méditerranéens a augmenté de 2 180 millions d'euros. Voir le rapport de la BEI, - An Enhanced Financial Partnership » (2004).

avoir un impact sur la croissance, le chômage et l'investissement. De surcroît, la composition de cette aide, fournie principalement sous forme d'assistance technique, bénéfique surtout pour les consultants et les entreprises de l'UE, [160] n'a pas favorisé l'investissement dans les pays bénéficiaires, ni leur mise en réseau avec les économies de L'UE.

Ainsi, l'assistance et la coopération des programmes Meda n'ont donc eu qu'un rôle limité dans la réalisation des objectifs et du processus de Barcelone. Par contre le programme de prêts de la BEI s'est montré plus efficace, leur orientation vers les infrastructures et les actifs physiques, ayant permis d'augmenter les capacités de production des PPM.

[161]

Barcelone II : le réveil

L'UE a réécrit son histoire durant les seize dernières années et depuis l'effondrement de l'Union soviétique en procédant à d'importantes réformes structurelles : la création d'un marché unique, l'adoption d'une nouvelle monnaie, une nouvelle Constitution et l'élargissement à dix nouveaux membres. Elle a annoncé une nouvelle Politique de Voisinage (voir encadré). Qu'en sera-t-il pour les partenaires méditerranéens ? Il est clair qu'il nous faut une nouvelle vision ou, pour reprendre l'expression de Mao Zedong, un « grand bond en avant », un réveil. Il nous faut abolir les barrières au commerce, à l'investissement et aux liens entre les marchés, tant physiquement que « virtuellement ». La coopération économique de cette nouvelle vision devrait

se fonder sur l'idée d'un marché intégré allant de l'Europe du Nord au sud de la péninsule arabe, au Yémen et à Oman. La stratégie à mettre en place devrait viser à favoriser la concurrence, ouvrir les routes d'accès, construire des réseaux, investir dans l'infrastructure et mettre en œuvre des réformes institutionnelles. Il nous faut revoir notre approche, notre politique et nos instruments pour insuffler un nouvel espoir au partenariat EuroMed.

Comment procéder pour aller de l'avant ? Il s'agira de :

- 1- **Étendre le champ des accords d'association** pour y inclure les services, l'investissement, les mouvements et les migrations de main-d'œuvre, les marchés financiers pour arriver à une « intégration en profondeur », à savoir l'harmonisation de la législation et des institutions, des lois et la « convergence régulatrice ».
- 2- **Développer et intégrer les infrastructures et les réseaux** des régions méditerranéennes et arabes dans un Réseau Trans-Européen élargi.
- 3- **Promouvoir l'intégration régionale des pays arabes** en établissant une zone de libre-échange des pays arabes (la GAF-TA) et un marché commun arabe.
- 4- **Étendre les accords d'association au Conseil de Coopération du Golfe (le CCG)** et à d'autres pays arabes.
- 5- **Créer un cadre pour la participation du secteur privé à l'intégration économique** et à l'amélioration des infrastructures.
- 6- **Promouvoir l'intégration des marchés financiers et la création d'une Banque régionale pour la reconstruction et le développement.**

[162]

La politique européenne de voisinage

La politique européenne de voisinage semble être une réponse aux changements auxquels l'UE a été témoin depuis sa création. On s'attend à ce que non seulement ces transformations continuent, mais à ce qu'elles s'intensifient en raison du nombre croissant de pays joignant, accédant ou partenaire. Ayant posé comme objectif principal la promotion de la sécurité et de la prospérité, la politique européenne du voisinage est bien placée pour être l'instrument permettant l'établissement réussi « d'une plus vaste Europe » en augmentant la coordination et la coopération. Les divers accords bilatéraux signés ont naturellement entamé la coordination, cependant la PEV promet d'aller plus loin et d'offrir des solutions spécifiques adaptées à la taille et à la situation des pays concernés. La politique européenne de voisinage prendrait appui sur les acquis des accords bilatéraux et régionaux. Elle apportera d'autres perfectionnements et facilitera l'intégration en profondeur au niveau des pays ainsi qu'au niveau régional en accélérant la convergence réglementaire du milieu des affaires, et en instaurant un dialogue politique régulier sur des questions internationales d'intérêt commun, en vue de renforcer la compréhension mutuelle.

En conformité avec la vision et les aspirations de la Politique de Voisinage, la coopération couvrira les aspects suivants :

- 1- L'intercommunication d'infrastructure projetée d'inclure le développement des réseaux commerciaux, des réseaux de gaz et d'électricité, des chemins de fer et du transport maritime.
- 2- L'environnement, telle que la gestion des ressources hydrauliques et la prévention des déchets.

- 3- La justice et les affaires nationales, de nouvelles frontières comprenant un nombre croissant de pays et des régimes politiques diversifiés y exigent une propre gestion afin de sauvegarder la région contre la criminalité et le terrorisme, en passant par le renforcement des institutions et de l'État de droit, la coopération juridique et judiciaire, la circulation des personnes, le contrôle et la prévention de l'immigration clandestine, la réadmission des ressortissants et des non ressortissants arrivés illégalement sur le territoire d'une des parties en provenance de l'autre.
- 4- Le commerce, la convergence régulatrice et le développement socio-économique, une coopération avancée pour garantir une transition dans une région de libre-échange. La coopération bien soutenue est une priorité et comprend le dialogue sur la politique sociale, la santé publique et la libéralisation des services ...)
- 5- Le volet humain, portant sur les projets sauvegardant les droits de l'homme et favorisant la création des associations pour les jeunes.

La région profitera également du support financier et technique continu provenant des objectifs et des ressources de la politique européenne de voisinage.

Source : Commission Européenne.

Commerce, investissement et « intégration en profondeur »

Les accords d'association sont conçus pour créer une zone euro-méditerranéenne de libre-échange à l'horizon 2010. Pour importante que soit cette intégration entre les partenaires EuroMed, elle demeure superficielle impliquant la diminution ou l'élimination des barrières douanières et des quotas et la simplification des formalités de douane

pour les produits. Cette intégration n'apportera pas de gains importants en matière de bien-être et d'efficience économique. L'UE est dès [163] maintenant le principal partenaire commercial et économique des pays méditerranéens. La libéralisation plus poussée du commerce des biens n'entraînera que des bénéfices marginaux. La stimulation de la concurrence importe davantage que l'intensification du commerce dans la réalisation des objectifs économiques et politiques que les pays euro-méditerranéens se sont fixés à Barcelone en 1995. L'intégration économique devrait concerner les flux de services, d'investissements et de main-d'œuvre pour pouvoir être bénéfique aux PPM.

1- En ce qui concerne les PPM, un nombre d'études a montré que la libéralisation du commerce des services devrait avoir des résultats plus importants que celle du commerce des biens sur la croissance économique et l'amélioration de la productivité et du bien-être ⁵⁶. Pour bénéficier des aspects complémentaires des économies euro-méditerranéennes, les partenaires EuroMed devraient procéder à la libéralisation du commerce des services et instaurer la liberté d'établissement des entreprises. Cela suppose un programme de privatisations, le secteur des services des PPM étant dominé par des entreprises publiques. Il est indubitable que la libéralisation du commerce des services apportera des bénéfices économiques importants et favorisera la croissance dans la zone euro-méditerranéenne.

2- Les partenaires EuroMed ont besoin de créer un cadre multilatéral pour faciliter les mouvements de main-d'œuvre entre leurs pays. Cette initiative constituerait un changement important qui favoriserait l'efficience des marchés du travail. Elle permettrait un début de règlement des problèmes sociaux et humanitaires qui s'intensifient actuellement du fait du renouveau du nationalisme en Europe et se traduisent par le renforcement des barrières et la discrimination.

3- La création d'un cadre pour encourager l'investissement privé dans les PPM. Des réformes du cadre législatif et réglementaire concernant le droit d'établissement, le droit de propriété, la législation du travail, l'imposition, les incitations à investir et les principes et

⁵⁶ Voir Hoekman et Messerlin (2001) et D. Konan (2002).

la pratique de la gouvernance d'entreprise, créeraient un climat favorable à l'investissement ⁵⁷.

[164]

Les PPM souffrent d'une carence de gouvernance par rapport aux pays industrialisés. Une récente étude de la Banque Mondiale a défini six indicateurs de la gouvernance et révèle que les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et les PPM se situent en dessous de la moyenne mondiale dans la quasi-totalité de ces catégories à l'exception de « l'efficacité de l'État », du fait des bonnes performances des pays du CCG. Les PPM et ceux de la région présentent des contreperformances pour les autres indicateurs liés à la représentation démocratique, comme la stabilité politique, le droit d'expression et la responsabilité, et la lutte contre la corruption.

L'amélioration de la gouvernance publique et privée constitue un investissement à long terme pour établir des institutions ou les réformer. Certes, on ne peut importer la démocratie, les institutions, le respect des lois et les organismes de régulation. Les leçons de l'histoire nous montrent cependant que ce processus peut être facilité. Les pays de l'ex-Union Soviétique qui sont devenus des nouveaux membres

⁵⁷ Voir les analyses de N. Saïdi (2004) et de l'OCDE (2004).

de l'UE et qui ont assimilé les « acquis communautaires » en fournissent un bon exemple. Pour les PPM, la voie vers l'établissement de la « bonne gouvernance » du secteur public passe par le respect des codes et des normes internationales et l'assimilation de « l'acquis communautaire ».

Les partenaires euro-méditerranéens devraient mettre sur pied un « processus d'intégration en profondeur » visant à l'harmonisation de la législation, et négocier des *accords de reconnaissance mutuelle* des normes internationales et de l'UE. Ces accords serviraient de mécanismes de réduction des coûts de production et de transaction et seraient fondés sur les conditions d'entrée des pays partenaires dans l'OMC.

[165]

Une intégration en profondeur permettrait un meilleur fonctionnement des marchés, l'accès aux marchés européens et internationaux, le développement du commerce des biens et des services, et la liberté d'établissement et d'investissement dans tous les secteurs. Ce type d'intégration en profondeur, dépassant les pures politiques commerciales, a permis le succès de la transition des pays d'Europe centrale et orientale et a eu un résultat important et profond sur leur engagement envers des réformes gouvernementales et des politiques économiques, ainsi que sur la qualité de celles-ci.

L'intégration en profondeur avec l'UE est une des solutions à la carence de gouvernance des PPM et des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. L'intégration en profondeur entre les partenaires euro-méditerranéens nécessitera un haut degré de coordination des politiques, ainsi que le précisent les accords d'association, et impose un cadre de politique que nos pays ont accepté d'appliquer chez eux et entre eux. Elle réduit la marge de manœuvre des hommes politiques et les dissuade de renier les accords internationaux pour ne pas nuire à la crédibilité internationale de leur pays ni à ses possibilités de bénéficier du commerce et des investissements internationaux.

Les accords d'association avec l'UE ont ceci d'important qu'ils fournissent une réponse, même si elle n'est que partielle, au problème de la gouvernance économique. Le prix Nobel d'économie 2004 vient

d'être attribué à deux chercheurs, Ed Prescott et Finn Kydland, pour leurs travaux d'avant-garde sur l'importance de la cohérence dynamique dans l'élaboration des politiques économiques, de la crédibilité et de la cohérence temporelle de ces politiques et de la réputation des décideurs politiques. La mise en place effective des accords d'association et la libéralisation multilatérale du commerce (lors de l'entrée dans l'OMC) importent parce qu'elles imposent l'acceptation de cadres de politique économique et limitent les agissements unilatéraux des politiciens et des groupes d'intérêt, entraînant une amélioration de la gouvernance économique et financière par le biais de sa surveillance au niveau international.

L'intégration économique passe par celle des infrastructures

Le succès des économies et des sociétés modernes doit beaucoup à l'élimination des obstacles physiques à la communication et à l'accès aux marchés et au commerce. Les pays euro-méditerranéens devraient investir dans l'intégration des réseaux d'infrastructure physiques qui [166] sous-tendent et facilitent le commerce, la mobilité des facteurs de production et les investissements directs. Il s'agit du transport aérien, ferroviaire et routier, de l'énergie, des oléoducs et des gazoducs, et des réseaux TIC modernes.

L'intégration économique des PPM devrait se fonder sur des infrastructures et des réseaux intégrés. Les réseaux de transport (aérien, routier et ferroviaire), d'énergie (pétrole, gaz et électricité), d'eau et d'information et de communication des pays du Sud de la Méditerranée et de l'arrière-pays arabe sont sous-développés. Les pays du Conseil de Coopération du Golfe eux-mêmes, bien que relativement mieux dotés, présentent des infrastructures reflétant la technologie des années soixante-dix et quatre-vingt qu'il faut remplacer, développer ou moderniser. Les pays non producteurs de pétrole et non membres du CCG ont des infrastructures inadaptées aux besoins d'écono-

mies et de sociétés modernes à la démographie dynamique et à la main-d'œuvre toujours plus abondante.

De façon plus générale, les infrastructures sont le plus souvent gérées par des entreprises publiques, ce qui les rend coûteuses, inefficaces et incapables de fournir un niveau adéquat de services au secteur privé et aux consommateurs. Les infrastructures de la région souffrent d'un manque d'interconnexion, de qualité et de densité. Cela se traduit par le coût élevé de leurs services et de leur logistique, et donc par des coûts élevés de production de biens et de services et une piètre qualité des services rendus aux ménages et aux entreprises. L'étroitesse des marchés protégés par des politiques de substitution des importations et l'absence d'infrastructures performantes, de qualité et densément implantées, a nui à la diversification de l'activité économique des pays arabes et empêché le développement du commerce des biens intermédiaires et des produits transformés. Conséquence importante, les structures commerciales et de production de ces pays restent très consommatrices de main-d'œuvre et de ressources, fournissent des produits à faible valeur ajoutée et présentent peu de spécialisation verticale.

Le manque d'infrastructures se fait également sentir à l'échelon transnational. La mauvaise qualité de la logistique a un effet négatif sur le commerce des biens et des services, le tourisme, la circulation des personnes, et a créé un « écart numérique » croissant avec les pays développés. Autre caractéristique, les infrastructures de communication et de transport sont largement conçues pour les contacts et transactions extra-régionaux et Nord-Sud, et pour une interaction avec les [167] anciennes puissances coloniales. Par contre la qualité des services et des communications à l'échelle de la région est souvent médiocre. Il est plus simple et souvent moins cher de contacter l'Occident que d'établir une communication locale ou régionale !

Les coûts logistiques pèsent lourdement sur la compétitivité des services. Le commerce entre les douze PPM et, plus généralement, les pays arabes se heurtent à l'obstacle de l'inefficacité de leur logistique commerciale. La corruption, les formalités bureaucratiques, les longues procédures de transit, et le passage des douanes augmentent fortement les coûts logistiques et réduisent considérablement les

échanges en volume et en valeur. Selon une étude récente de la logistique commerciale des pays de la région ⁵⁸, ces coûts peuvent varier de 7 à près de 55% du prix à la livraison des biens exportés selon la valeur des biens par unité (voir le tableau joint) ! Il n'est guère surprenant que nos performances à l'exportation soient si médiocres ! Une étude récente montre de même qu'il existe une forte corrélation positive entre la part des exportations totales induite par la spécialisation verticale et la qualité des infrastructures. La spécialisation verticale est sensible aux obstacles au commerce, à la qualité des infrastructures et au coût des services fournis par ces infrastructures ⁵⁹. La piètre qualité et le coût élevé de ces services ont empêché, entre autres obstacles, l'intégration régionale et l'intégration économique avec l'UE et le reste du monde. Nous ne bénéficions pas de notre proximité avec l'UE ni des avantages de la géographie, de la *Mare Nostrum*. Que faudrait-il faire ?

⁵⁸ Global links to regional networks : trade logistics in MENA countries -, de Julia Devlin et Peter Yee, présenté lors du Quatrième forum annuel du développement de la Méditerranée tenu à Amman, du 6 au 9 octobre 2002.

⁵⁹ Voir H. K. Nordas « Vertical Specialization and the quality of infrastructure », OMC, document de travail interne ERSD, décembre 2003.

[168]

**Coûts logistiques pour les entreprises des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient
(en dollars américains)**

	Yémen			Égypte		Jordanie	
	Thon	Café	Bananes	Vêtements	Pommes de terre	Vêtements	Okras
Coûts logistiques hors transport							
Commandes et autres coûts administratifs	25	25	25	60	60	90	40
Chargement/déchargement	462	526	159	560	14,000	2,200	110
Coûts de capitaux lors du transit	21	1,830	3	996	591	2,000	1.35
Coûts de capitaux lors du stockage	10	4,238	2	670	295		0.25
Coûts de stockage	370	1,800	40	475	800	240	25
Pertes en transit/stockage	4,800		520	90	3,750	50	100
Formalités de déclaration de perte/dégâts	25	25		30			
Coûts de sécurité de stockage/sortie des stocks							
Coûts d'expédition en urgence	2,772						
Sous-total	8,459	8,444	749	2,881	19,496	4,580	268
Frais de transports							
Poids lourds	1,167	950	590	400	19,200	4,400	210
Fret aérien	12,348			7,000		19,000	1,925
Bateau		1,700		3,800	8,400	9,200	
Sous-total	13,515	2,650	590	11,200	27,600	32,000	2,135
Coûts logistiques en % du prix à la livraison	54.9	7.2	23	15.4	26	6.7	48

[169]

Investir dans les infrastructures régionales pour accélérer la croissance

Les partenaires EuroMed devraient investir massivement dans les infrastructures des 12 PPM et les intégrer aux infrastructures et réseaux de l'UE. En supprimant les obstacles et en réduisant les coûts logistiques, de tels investissements sont susceptibles de produire de nombreux avantages grâce aux économies d'échelle et de générer de forts rendements sur les investissements. Ils devraient constituer une base pour la création (voir ci-dessous) d'une Banque EuroMed pour la reconstruction et le développement. Il conviendrait d'envisager trois réseaux d'infrastructure majeurs : (a) Énergie : électricité, pétrole et gaz : (b) un réseau EuroMed intégré de l'Information et de la Communication (TIC) : et (c) un réseau intégré des systèmes de paiement.

Les Réseaux Trans-Euro-Méditerranéens (RTE) visant à assurer les interconnexions sud-sud et sud-nord dans la région pour le gaz et l'électricité ont été identifiés comme étant d'une priorité évidente. Les programmes et plan d'action du Forum Euro-Méditerranéen de l'Énergie doivent être accélérés afin de :

- **Créer l'Anneau électrique méditerranéen.** L'intégration de l'anneau doit être poursuivie pour établir la liaison avec les pays du Golfe.

- **Créer une liaison EuroMed pour le pétrole et le gaz,** devrait être une priorité, avec des oléoducs et gazoducs reliant l'UE aux pays producteurs de pétrole et de gaz, en Afrique du Nord, en Égypte et dans le Golfe. Actuellement, les projets d'oléoducs et gazoducs contournent les pays du Machrek et Passent par la Turquie. Le gazoduc de l'est de la Méditerranée, actuellement en construction, devrait être prolongé [170] jusqu'en Irak et en Iran, avec des terminaux portuaires en Syrie et au Liban, et intégré au pipeline Azerbaïdjan-Turquie.

- **Créer un réseau routier et ferroviaire intégré EuroMed** à relier au réseau de transport intégré pour le Machrek, l'ITSAM (Integrated Transport System in the Arab Mashrek) ⁶⁰. Un réseau ferroviaire moderne est important parce qu'il permettrait de relier les pays arabes du Machrek à l'Europe et aux pays arabes du Golfe, réduisant les coûts de transport et améliorant l'intégration globale de la région, en permettant le transport efficace des marchandises et des personnes dans toute la région. Au niveau bilatéral comme au niveau régional, la priorité doit être donnée à deux projets stratégiques de transport : les transports routiers et ferroviaires. En bref :

⁶⁰ Voir « The role of ESCWA in Promoting Trade and Transport Facilitation in the ESCWA Region », préparé par Nabil Safwat, 2002.

- a. Les « Routes internationales dans le Machrek arabe », qui ont été retardées depuis longtemps.
- b. Le réseau ferroviaire doit être développé autour de deux projets :
 - La liaison ferroviaire « **Berlin à Bagdad** » relierait le cœur de l'Europe au centre du monde arabe, traversant l'Europe centrale et orientale, la Turquie et le Machrek arabe.
 - La ligne « **Hejaz** » fut construite en 8 ans par environ 7000 soldats pour environ 16 millions de dollars américains en 1908. Avec les nouvelles technologies plus avancées, elle coûterait environ 300 millions de dollars américains aujourd'hui et fournirait des services de transport rapides et fiables. Elle permettrait de relier la Turquie au Machrek arabe et au CCG.
 - **Infrastructures TIC intégrées.** Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient doivent combler le « fossé numérique ». Ils doivent en particulier procéder à des investissements importants dans les infrastructures TIC de leurs économies et sociétés. Les investissements dans les télécommunications et les technologies de haut débit seront essentiels pour l'intégration économique de l'espace EuroMed. Cela nécessite l'établissement de réseaux intégrés de technologies de haut débit. Cela permettrait aux PPM de tirer parti des TIC modernes pour le développement économique et social, pour les e-services, l'e-gouvernement et l'e-société. Une « **InfoRoute EuroMed** » devrait être développée [171] parallèlement à l'Anneau électrique méditerranéen et intégrée aux réseaux TIC européens.
 - **Intégration des systèmes de paiement.** L'intégration économique dans EuroMed nécessite le soutien de systèmes de paiement modernes et efficaces qui constituent l'infrastructure de base du commerce, des investissements et relations économiques. Le lancement réussi de l'euro a conduit à une

réduction des coûts des transactions intra- et extracommunautaires. Les autorités monétaires et les ministères des finances devraient œuvrer en vue d'établir un système **Med-Paiements** qui unifierait les systèmes de paiement des PPM et les intégrerait à l'Eurosystème. Je préconise en particulier l'extension aux PPM du système TARGET de l'UE, afin de créer un système **Med-TARGET**. Cela constituerait la base d'un nouveau système de paiement, permettant et facilitant l'utilisation et l'adoption de l'Euro dans les pays de la région.

Le programme d'infrastructure proposé s'étendrait probablement sur plus d'une génération, il développerait et renforcerait les liens entre pays EuroMed, déclencherait une forte augmentation des échanges et des investissements du secteur privé, accélérerait la croissance économique dans l'espace EuroMed, créerait des emplois et favoriserait la croissance de la productivité de la main-d'œuvre ainsi que la productivité totale. Les investissements dans les infrastructures régionales doivent être considérés comme un outil d'intérêt public régional, comme une priorité politique, ils doivent être entrepris dans le cadre d'un partenariat public-privé des partenaires EuroMed.

Intégration régionale : étendre le partenariat EuroMed et les accords d'association. La signature de l'accord d'association entre la Syrie et l'UE en octobre 2004 complète la série d'accords avec les participants initiaux du processus de Barcelone. Cependant la situation géopolitique a changé depuis 1995. Nous devrions utiliser les accords existants autour de deux grands axes.

Tout d'abord, **les pays arabes devraient entamer des négociations pour signer des accords d'association entre eux**, ce qui présente de nombreux avantages importants.

Premièrement, sur les plans politique et économique, il est incongru d'avoir signé avec l'UE d'importants accords stratégiques bilatéraux portant sur des questions commerciales, politiques, diplomatiques, sociales et culturelles sans avoir fait de même entre pays de la région. Les accords d'association comprennent des accords sur les « règles

d'origine », l'harmonisation des systèmes tarifaires, les barrières [172] non-tarifaires et autres entraves au commerce, sans qu'il y ait un équivalent entre pays arabes, où les négociations durent depuis plusieurs décennies ! Nous devons en particulier éviter l'émergence d'un système d'échanges et d'investissements accordant à l'UE des préférences allant au-delà des engagements bilatéraux. Cela entraînerait des distorsions des schémas régionaux de production et d'échanges. Deuxièmement, des accords d'association inter-arabes consolideraient et renforceraient les avancées de la Zone Arabe de Libre Échange (ZALE). Troisièmement, de tels accords permettraient de progresser vers un marché commun Arabe et entraîneraient la suppression des diverses barrières entravant l'émergence d'une économie de marché dans les pays arabes, ils favoriseraient la diversification économique et relanceraient la croissance et la prospérité économiques. Quatrièmement, ils limiteraient le risque de l'apparition d'un modèle en étoile avec les pays de l'UE au centre, concentrant l'investissement et l'activité économique, et les partenaires méditerranéens à la périphérie, se contentant de la consommation et d'activités économiques auxiliaires limitées.

Ensuite, les pays arabes s'étant engagés à mettre en œuvre la ZALE et à établir des accords commerciaux régionaux, comme l'accord d'Agadir, l'UE devrait élargir la portée des accords d'association pour inclure les autres pays arabes, notamment l'Irak, le CCG et le Yémen. La conclusion d'accords d'association entre pays arabes, favoriserait considérablement le renforcement de l'intégration régionale et procurerait les mécanismes et les liens institutionnels pour l'intégration régionale des infrastructures.

Mécanismes de financement de l'intégration économique

La création d'une zone économique intégrée EuroMed ne saurait se passer de l'appui d'un mécanisme financier comprenant des subventions et des transferts financiers. Le processus de Barcelone a par conséquent lancé les programmes Meda (Meda I et Meda II), accompagnés de prêts de la BEI. Par contre, le projet de libre-échange américain « Greater Middle East » ne répond pas aux préoccupations des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, notamment parce qu'il ne prévoit pas de mécanisme financier d'appui. L'ajustement à la libéralisation des échanges, les réformes structurelles et la transition vers une économie de marché dans les PPM (avec la diminution du rôle de l'État et la plus grande participation du secteur privé), les contraintes [173] liées au financement de projets d'infrastructures à grande échelle pour appuyer l'intégration régionale des PPM et l'intégration EuroMed, tout cela nécessite la création d'une Banque Régionale pour la Reconstruction et le Développement, **une Banque d'Investissement Euro-Méditerranéenne (BIEM)**. Cela pourrait passer par l'incorporation de la FEMIP (Facilité Euro-Méditerranéenne d'investissement et de partenariat) de la BEI, une initiative importante lancée au Conseil Européen de Barcelone ⁶¹, qui accorde une priorité particulière au développement de l'activité économique du secteur privé et aux projets contribuant à instaurer un climat favorable à l'investissement privé.

La réussite de l'intégration régionale de l'UE et l'expérience de la BEI confirment l'importance d'une grande banque publique dynamique pour appuyer les processus d'intégration et de convergence ⁶². La BIEM travaillerait avec la BEI, les différents fonds arabes et autres

⁶¹ En mars 2002.

⁶² Voir le document de travail de S. Griffith-Jones, A. Steinherr and A.T. Fuzzo de Lima, - The European Investment Bank : A Useful Inspiration for Emerging Countries ? » présenté au Séminaire sur les Accords Financiers Régionaux, ONU, juillet 2004.

organisations internationales pour augmenter le financement de projets d'infrastructures régionales : les infrastructures et infostructures sont des facteurs essentiels dans le développement de liens physiques et de communication, la réduction des coûts des transactions, des transports et des communications : elles stimuleraient alors le commerce et l'investissement intra-arabe, amèneraient la région dans l'ère numérique et seraient des moteurs de croissance économique.

Remarques finales

Nous nous trouvons à une croisée des chemins, face à un choix décisif entre deux voies et destinations potentielles différentes. L'une est la poursuite de la « guerre contre le terrorisme » menée par les États-Unis, qui laisse présager le prolongement du cycle de la violence, des guerres et de la destruction. Poursuivre la guerre contre le terrorisme créera des divisions entre l'Europe d'un côté, et ses voisins du Sud et le monde musulman de l'autre, mettant à mal les liens historiques et les valeurs communes qui ont établi des relations de proximité et d'interdépendance. Ce n'est pas dans l'intérêt stratégique de l'Europe.

[174]

Dans un tel scénario, il est peu probable que notre région réalise la promesse du processus de Barcelone d'un espace de « paix, stabilité et prospérité ». On ne saurait la réaliser dans un monde où l'on accepte d'avoir deux poids deux mesures, en particulier dans l'application du droit international et des résolutions, en l'absence d'une solution durable au conflit israélo-palestinien, sans mettre un terme à la tragédie vécue par le peuple palestinien.

L'autre voie est une « weltanschauung », une vision élaborée d'une région dont l'économie est « profondément » intégrée à celle de l'UE, formant potentiellement le plus grand marché au monde. C'est une zone où les barrières à la prospérité et aux richesses, physiques comme virtuelles, auront été supprimées, où nos enfants, qu'ils viennent

d'Oman ou de Suède, pourront être en interaction, commercer, investir et travailler sans entraves. Cette vision est réaliste, elle est à notre portée. Nous disposons des ressources, de la technologie, de la connaissance. Nous avons besoin de leadership, d'institutions et de mécanismes efficaces pour la concrétiser. Cela requiert courage, détermination et engagement à long terme. Nos enfants et les générations futures ne nous le pardonneront pas si nous ne nous engageons pas dans cette voie. Nous leur devons d'essayer.

[175]

Source : Banque Européenne d'Investissements, 2004.

[176]

Source : Banque Européenne d'Investissements, 2004.

[177]

L'échange entre les PPM, l'UE et le monde au niveau du commerce et des services

	Échange du commerce (avec le Monde) (en milliards d'euros)			% du commerce avec le monde			Échange du Commerce (avec l'UE) (en milliards d'euros)			% du commerce avec l'UE			% de services avec l'UE		
	1999	2001	2003	1999	2001	2003	1999	2001	2003	1999	2001	2003	2000	2001	2002
Maroc															
Importations	11.16	12.19	14.14	0.27	0.22	0.29	5.64	6.33	6.33	0.79	0.68	0.73	2.13	2.00	2.20
Exportation	7.65	7.94	8.33	0.19	0.15	0.18	6.71	7.56	8.13	1.00	0.87	0.96	1.17	1.32	2.26
Balance	(3.51)	(4.25)	(5.81)				1.06	1.23	1.80				(0.97)	(0.67)	(0.94)
Algérie															
Importations	8.58	10.89	13.21	0.20	0.19	0.27	5.64	6.33	6.33	1.11	1.74	1.68			
Exportation	11.95	20.45	21.44	0.30	0.39	0.47	6.71	7.56	8.13	0.79	0.89	0.94			
Balance	3.38	9.57	8.23				1.06	1.23	1.80						
Liban															
Importations	5.82	7.05	6.60	0.14	0.13	0.13	0.22	0.31	0.20	0.03	0.03	0.02			
Exportation	0.63	1.09	1.03	0.02	0.02	0.02	2.74	3.15	3.38	0.41	0.36	0.40			
Balance	(5.19)	(5.95)	(5.57)				2.52	2.84	3.18						
Jordanie															
Importations	3.40	5.34	5.82	0.80	0.10	0.12	0.17	0.16	0.20	0.02	0.02	0.02			
Exportation	1.15	2.55	2.84	0.03	0.05	0.06	1.27	1.87	1.87	0.19	0.22	0.22			
Balance	(2.25)	(2.79)	(2.98)				1.10	1.71	1.67						

Source : Europa. eu. int

[178]

	Échange du commerce (avec le Monde) (en milliards d'euros)			% du commerce avec le monde			Échange du Commerce (avec l'UE) (en milliards d'euros)			% du commerce avec l'UE			% de services avec l'UE		
	1999	2001	2003	1999	2001	2003	1999	2001	2003	1999	2001	2003			
Syrie															
Importations	3.60	7.02	7.16	0.09	0.13	0.15	2.20	4.32	3.07	0.31	0.47	0.35			
Exportation	3.25	6.83	5.63	0.08	0.13	0.12	1.73	2.20	2.19	0.26	0.25	0.26			
Balance	(0.35)	(0.18)	(1.53)				(0.47)	(2.12)	(0.88)						
Malta															
	1980	1990	2002				1980	1990	2002						
Importations	0.67	1.52	4.95				0.27	0.66	1.12						
Exportation	0.33	0.88	2.54				0.52	1.24	2.69						
Balance	(0.35)	(0.64)	(2.41)				0.25	0.58	1.57						
Turquie															
Importations	38.16	46.22	58.39	0.91	0.82	1.19	15.59	21.36	25.79	2.20	2.30	2.96	6.45	7.29	7.40
Exportation	24.95	34.99	39.07	0.64	0.67	0.86	20.92	20.91	29.34	3.12	2.42	3.48	3.15	2.75	2.96
Balance	(13.21)	(11.24)	(19.33)				5.33	(0.45)	3.55				(3.31)	(4.54)	(4.44)
Gaza															
Importations				0.00	0.00	0.00	1.52	5.66	6.63	0.00	0.0	0.00			
Exportation				0.00	0.00	0.00	89.66	32.50	28.07	0.01	0.00	0.00			
Balance							88.15	26.84	21.44						

[179]

	Échange du commerce (avec le Monde) (en milliards d'euros)			% du commerce avec le monde			Échange du Commerce (avec l'UE) (en milliards d'euros)			% du commerce avec l'UE			% de services avec l'UE (en milliards d'euros)	
	1999	2001	2003	1999	2001	2003	1999	2001	2003	1999	2001	2003		
Tunisie														
Importations	9.50	11.70	11.00	0.20	0.20	0.20	4.80	6.30	6.20	0.70	0.70	0.70	3.28	2.99
Exportation	6.80	8.10	7.90	0.20	0.20	0.20	6.10	8.00	7.20	0.90	0.90	0.90	20.6	1.68
Balance	(2.70)	(3.60)	(3.10)				1.20	1.70	1.00				(1.22)	(1.32)
Égypte														
Importations	14.84	14.06	18.31	0.13	0.11	0.12	2.50	3.19	3.55	0.35	0.34	0.41	3.28	2.99
Exportation	3.31	4.61	6.91	0.11	0.10	0.10	8.20	7.21	6.19	1.22	0.83	0.73	2.06	1.68
Balance	(11.53)	(9.45)	(11.39)				5.69	4.01	2.64				(1.22)	(1.31)
Chypre														
	1980	1990	2002											
Importations	0.85	1.98	5.07				0.3	0.6	0.7					
Exportation	0.35	0.74	1.08				0.6	1.3	2.9					
Balance	(0.50)	(1.24)	(3.99)				0.4	0.7	2.2					
MID 12														
	1980	1990	2002	1980	1990	2002	1980	1990	2002	1980	1990	2002	2001	2002
Importations	32.12	65.67	176.00	2.99	3.30	3.31	14.67	27.73	66.85	5.22	6.86	6.76	20.35	19.31
Exportation	24.64	42.99	123.21	2.42	2.28	2.51	20.94	34.73	80.17	9.87	9.78	8.04	14.22	13.40
Balance	(7.49)	(22.68)	(52.79)				6.27	6.99	13.33				(6.13)	(5.91)

[180]

Programme MEDIA I et II

MEDIA I

	1995		1996		1997		1998		1999		1998-1999		% P/E
	E	P	E	P	E	P	E	P	E	P			
Coopération bilatérale													
Algérie	-	-	-	-	41	-	95	30	28	0,2	144,0	30,2	18,40
Cisjordanie/Gaza (1)	3	(1)	20	(1)	41	(1)	5	(1)	42	54	(1)	111,0	48,65
Égypte	-	-	75	0,1	203	1,9	397	88	11	67,1	686,0	157,1	22,91
Jordanie	7	-	100	60	10	40	8	6,8	129	1,6	254,0	108,4	42,67
Liban	-	-	10	-	86	-	+	+	86	1,2	182,0	1,2	0,66
Maroc	30	-	-	0,8	235	33,4	219	41,7	172	53,7	656,0	127,6	19,45
Syrie	-	-	13	-	42	-	-	-	44	-	99,0	0,0	0,00
Tunisie	20	-	120	41,4	138	61,3	19	9,1	131	56,2	428,0	168,0	39,25
Total bilatéral	60	0	338	102,3	796	134,6	743	175,6	643	234,0	2,580,0	646,5	25,06
Regional (2)	113	50	32	52,7	115	73,2	66	46,6	154	6,3	480,0	228,8	47,66
Total	173	50	370	155	911	207,8	809	222,2	797	240,3	3,060	875	28,60
Ratio P/E		28,90%		41,89%		22,81%		27,47%		30,15%			

E = Engagements

P = Paiements

1. La répartition des paiements entre 1995 et 1999 n'étant pas disponible, se reporter à la colonne de l'année 1999 pour le total des déboursements au cours de cette période.
2. Y inclus l'assistance technique et l'allocation globale.

[181]

Programme MEDIA I et II

MEDIA II

	2000		2001		2002		2003		2000-2003		% P/E
	E	P	E	P	E	P	E	P	E	P	E
Coopération Bilatérale											
Algérie	30,2	0,4	60	5,5	50,0	11,0	41,6	15,8	181,8	32,7	18,0
Cisjordanie/Gaza	96,7	31,2	-	62,2	100,0	80,6	81,1	60,3	277,8	234,3	84,3
Égypte	12,7	64,4	-	62,5	78,0	25,7	103,8	56,9	194,5	209,5	107,7
Jordanie	15	84,5	20	10,9	92,0	49,7	42,4	46,9	169,4	192,0	113,3
Liban	-	30,7	-	2,0	12,0	5,7	43,7	24,1	55,7	62,5	112,2
Maroc	140,6	39,9	120	41,1	122,0	101,9	142,7	102,4	525,3	285,3	54,3
Syrie	38	0,3	8	1,9	36,0	8,5	0,7	10,1	82,7	20,8	25,1
Tunisie	75,7	15,9	90	69,0	92,2	89,5	48,7	69,3	306,6	243,7	78,5
Total bilatéral	408,9	267,3	298	255,1	582,2	372,6	504,7	385,8	1793,8	1280,8	71,4
Regional (1)	159,8	48	305,3	62,7	29,4	81,4	95,6	111,9	590,1	304,0	51,5
Total	568,7	315,3	603,3	317,8	611,6	454,0	600,3	497,7	2383,9	1584,8	66,5
Ratio P/E	55,44%		52,68%		74,23%		82,90%				

1. Y inclus l'assistance technique et l'allocation globale.

[182]

Références

Al-Atrash, Hasan and Tarik Yousef (2000). « Intra-Arab Trade : Is it Too Little ? » Washington D.C. IMF Working Paper 00/10.

Anderson, Kym (1998). « Environmental and Labor Standards : What Role for the WTO ? » in Anne Krueger, ed. *The WTO as an International Organization*. Chicago and London : University of Chicago Press.

Commission of the European Communities (2004). *Communication from the Commission : European Neighbourhood Policy, Strategy Paper*. Brussels, 12.5.2004.

De Rosa, Dean A. (2000). « Agricultural Trade and Rural Development in the Middle East and North Africa » in Bernard Hoekman and Jamel Zarrouk, Eds., *Catching Up with the Competition : Trade Opportunities and Challenges for Arab Countries*. Ann Arbor : University of Michigan Press.

Hoekman and Jamel Zarrouk, Eds., *Catching Up with the Competition : Trade Opportunities and Challenges for Arab Countries*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 45-80.

El-Erian, Mohamed and Stanley Fischer (1996). « Is MENA a Region ? The Scope for Regional Integration » Washington, D.C. : IMF Working Paper 96/30.

European Investment Bank (2004). *Europe and the Mediterranean Region. « An Enhanced Financial Partnership »*.

Femise Network (2003). « The Impact of EU Enlargement on the Mediterranean Partners ». Femise Contribution to the 7th Annual Meeting of Experts on Economic Transition in the Southern Mediterranean Countries. April, 2003.

Galal, Ahmed (2000). « Incentives for Economic Integration in the Middle East », in Bernard Hoekman and Hanaa Kheir-El-Din, eds. *New*

Roles for Government and the Private Sector. Washington, D.C. : World Bank, 51-68.

« Global links to regional networks : trade logistics in MENA countries », by Julia Devlin and Peter Yee, Paper Presented at the Fourth Annual Mediterranean Development Forum held in Amman, October 6-9, 2002.

Havrylyshyn, Oleh and Peter Kunzel (2000). « Intraindustry Trade of Arab Countries : An Indicator of Potential Competitiveness » in Bernard Hoekman and Jamel Zarrouk, Eds., *Catching Up with the Competition : Trade Opportunities and Challenges for Arab Countries*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 81-99.

Hoekman, Bernard, and Patrick Messerlin (2001). *Harnessing Trade for Development in the Middle East and North Africa*. New York : Council on Foreign Relations.

International Monetary Fund 2004. World Economic Outlook The Global Demographic Transition, world economic and financial surveys. Statistical Appendix. September.

Konan, Denise E. (2002). « Alternative Paths to Prosperity : Economic Integratio Among Arab Countries ». Department of Economics, University of Hawaii, Honolulu, HI 96822. June.

[183]

Mansour, Antoine (2001). « Support Services and the Competitiveness of SMEs in the Arab Region. » ECES Working Paper No. 56. Cairo : Egyptian Center for Economic Studies (May).

Nabli, Mustapha K. and Annette I De Kleine (2000). « Managing Global Integration in the Middle East and North Africa » in Bernard Hoekman and Hanaa Kheir-El-Din, eds. *New Roles for Government and the Private Sector*. Washington, D.C. : World Bank, 7-50.

Nordas, Kyvik H. (2003). « Determinants of Vertical Specialization » SNF, Bergen and World Trade Organization. WTO, Staff Working Paper ERSD, December.

Organisation for Economic Co-operation and Development (2003). *Trends in International Migration and in Migration Policies*. SOPEMI.

Saïdi, Nasser (2004). « Financial Sector Development in MENA : Comments and Policy Agenda. » presented at the conference : *MENA : the Challenges of Growth and Globalization*. International Monetary Fund, April.

Saïdi, Nasser (2004). « Corporate Governance in MENA Countries : Improving Transparency and Disclosure ». The Second Middle East and North Africa Regional Corporate Governance Forum. The Lebanese Transparency Association.

Griffith-Jones Stephany, Alfred Steinherrand and Ana Teresa Fuzzo de Lima (2004). « The European Investment Bank : A useful inspiration for emerging countries ? » Seminar on Regional Financial Arrangements. Economic Commission for Latin America and the Caribbean and Department of Economic and Social Affairs United Nations. New York, July.

Towards Arab and Euro-Med Regional Integration, edited by Sebastien Dessus, Julia Devlin, and Raed Safadi. Organization for Economic Cooperation and Development, Paris, 2001.

Trade Policy Developments in the Middle East and North Africa, edited by Bernard Hoekman and Hanaa Kheir-El-Din. Washington : World Bank, Washington D.C. 2000.

Romain Wacziarg : and Karen Horn Welch, « Trade Liberalization and Growth : New Evidence » Working Paper 10152, NBER December 2003. <http://www.nber.org/papers/w10152>.

United Nations Development Program and the Arab Fund for Economic and Social Development (2003). *Arab Human Development Report : Building a Knowledge Society*. New York.

United Nations Development Program and the Arab Fund for Economic and Social Development (2002). *Arab Human Development Report*. New York.

United Nations Economic Commission for Western Asia 1985. *Economic Integration in Western Asia*. London : Frances Pinter.

United Nations Economic and Social Commission for Western Asia 1999. *Proceedings of the Expert Group Meeting on Trade and the Environment in ESCWA Member Countries*. New York : United Nations.

Whalley, John 1991. « The Interface between Environmental and Trade Policies », *Economic Journal* 101 March, 180-189.

Wilson, Rodney 1994. « The Economic Relations of the Middle East : Toward Europe or within the Region ? », *Middle East Journal* 48 (2), 268-287.

World Bank. *World Development Report 1992 : Development and the Environment*. New York : Oxford University Press.

World Bank (2003). *MENA Development Report. Trade, Investment and Development in the Middle East and North Africa : Engaging with the World*. Washington D.C.

Yeats, Alexander (1998). « Export Prospects of Middle Eastern Countries : A Post-Uruguay Round Analysis » in Raed Safedi, ed., *Opening Doors to the World*, 85-128.

Yeats, Alexander J. and Francis Ng (2000). « Beyond the Year 2000 : Implications of the Middle East's Recent Trade Performance » in Bernard Hoekman and Jamel Zarrouk, Eds., *Catching Up with the Competition : Trade Opportunities and Challenges for Arab Countries*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 9-44.

Zarrouk, Jamal Eddine (1992). « Intra-Arab Trade : Determinants and Prospects for Expansion » in Said El-Naggar, ed. *Foreign and Intradetrade Policies of the Arab Countries*. Washington D.C. : International Monetary Fund.

Zarrouk, Jamal Eddine (2000). « The Greater Arab Free Trade Area : Limits and Possibilities », in Bernard Hoekman and Jamel Zarrouk, Eds., *Catching Up with the Competition : Trade Opportunities and Challenges for Arab Countries*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 285-305.

www.eib.org

www.e-lebanon.com

www.europa.eu.int

www.unctad.org

www.worldbank.org

[185]

Conférence de clôture

L'Europe de la Méditerranée aux confins de l'Oural

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE

[187]

**Le défi euro-méditerranéen:
pour un partenariat des deux rives.**

Conférence de clôture

**"L'EUROPE DE LA MÉDITERRANÉE
AUX CONFINS DE L'OURAL."**

Hélène Carrère-d'Encausse

Secrétaire perpétuel de l'Académie française.

[Retour à la table des matières](#)

Hélène Carrère-d'Encausse est diplômée en histoire (Sorbonne) et en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Paris (IEP). Docteur en histoire, Docteur d'État ès lettres et sciences humaines, Paris, Sorbonne. Spécialiste de la Russie et de l'URSS, Hélène Carrère-d'Encausse a enseigné l'histoire et la politique de ce pays à la Sorbonne, à l'Institut d'études politiques de Paris et dans des universités étrangères. Depuis la fin de l'URSS, elle s'est tournée davantage vers le passé russe consacrant ses travaux à l'histoire russe dans sa longue durée mais aussi plus récemment à Catherine II et à la construction de l'Empire de Russie.

Député au Parlement européen. Vice-président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense (1994-1999) : membre de la Commission des Sages pour la réforme du Code de

la nationalité (1984-1987). Depuis 1994 Vice-Président de la Commission des Archives diplomatiques françaises : Président de la Commission des Sciences de l'homme au Centre national du Livre (1993-1996). Membre de l'Académie française depuis 1990, elle en est le Secrétaire perpétuel depuis 2000.

Hélène Carrère-d'Encausse est l'auteur de plus de vingt ouvrages dont : *La Gloire des Nations*, Paris, Fayard (1990) ; *Victorieuse Russie*, Paris, Fayard (1992) ; *L'URSS, de la Révolution à la mort de Staline*, Paris, Fayard (1993) ; *Nicolas II. La transition interrompue*, Paris, Fayard (1996) ; *La Russie inachevée*, Paris, Fayard (2000) ; *Catherine II*, Paris, Fayard (2002) ; *L'Impératrice et l'Abbé : un duel littéraire inédit*, Paris, Fayard (2004). Elle est membre du Conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

Vous me permettrez de faire intervenir dans ce débat sur le défi euro-méditerranéen un grand absent : un grand État européen, la Russie, qui n'est ni dans le débat, ni dans le partenariat, ni tellement en Méditerranée. Je vais essayer de voir les raisons de cette absence, si elle va de soi et comment se pose le problème aujourd'hui.

Le monde occidental a longtemps nourri une perception fausse des rapports de la Russie avec le monde méditerranéen. Cette perception était liée à deux mythes : le premier est celui du supposé héritage de Pierre le Grand, de son testament - apocryphe - prescrivant à ses successeurs d'avancer vers les mers chaudes, c'est-à-dire, pour la Russie, la mer Noire et la Méditerranée : le deuxième mythe est que le système soviétique a été le temps accompli de la réalisation de cette [188] mission historique confiée à la Russie par le grand empereur du XVIII^e siècle.

Cela est faux. Il y a certes eu une période où la Russie a pu réaliser une ambition méditerranéenne. Cet âge d'or se situe dans le dernier tiers du XVIII^e siècle mais l'ambition a été abandonnée et le rêve

interrompu. Les raisons en sont diverses et méritent de s'y arrêter un instant ⁶³.

La première tentative russe d'avancer vers le monde méditerranéen fut tardive car ce pays était coupé du Sud depuis le XIII^e siècle par les invasions qui ont interrompu son histoire durant près de deux cents ans. Une véritable barrière l'isole des mers chaudes du rêve de Pierre le Grand. Ce dernier, lorsqu'il monta sur le trône, eut deux ambitions : pousser la Russie vers l'Europe - ce qu'elle n'était pas - et la doter d'une flotte. La Russie n'avait accès à aucune mer libre de glaces. Pierre construisit sa flotte, à Taganrog, sur les bords du Don, c'est-à-dire tournée vers la mer Noire. Il ouvrit ainsi la question d'Orient.

En 1699, alors que cette flotte voit le jour, l'Europe - qui voit cette entreprise de loin - est plus préoccupée par les ambitions de Pierre I^{er} sur la mer Baltique. Seul le sultan ottoman est plus inquiet lorsqu'il voit apparaître une frégate russe sortant de la mer d'Azov, dans la mer Noire. Neuf siècles d'absence russe et, tout d'un coup, cette frégate ! Scandalisé, le sultan ottoman proteste. Pour lui, le tsar ne doit pas apparaître dans le domaine de l'Empire ottoman.

Pierre le Grand a compris d'emblée que sa flotte constitue un moyen de pression sur l'Empire ottoman qui s'oppose à ses ambitions. Dans la mesure où elle est installée dans la mer d'Azov et est éventuellement capable de se déplacer vers la mer Noire, cette flotte lui paraît propre à convaincre le sultan ottoman de ne pas intervenir dans ses relations avec les principautés tatares qui l'isolent de l'Empire ottoman et, surtout, de ne pas intervenir dans ses rapports avec la Suède, car l'équilibre européen sera troublé dès lors que Suède et Russie vont s'opposer.

[189]

Pierre le Grand a deux moyens d'agir contre la Sublime Porte : le premier est sa flotte et le second, l'intérêt qu'il porte aux chrétiens

⁶³ Pour la Russie, l'avancée vers le monde méditerranéen s'appelle la *question d'Orient*. Un ministre russe disait très justement en 1890 : « La question d'Orient, pour nous, n'est au fond rien d'autre que la manifestation d'un antagonisme permanent entre l'Europe et la Russie ».

de l'Empire ottoman des Balkans. Inquiété de la puissance grandissante et des ambitions de Pierre le Grand ainsi que de sa progression dans les Balkans, le Sultan décide de combattre ⁶⁴. La guerre aboutit à un désastre pour la Russie et au traité d'Andrinople signé après la défaite du Prout en 1713. Pierre le Grand doit s'engager à ne plus tenter de pénétrer dans la mer Noire : il doit aussi abandonner les positions conquises, c'est-à-dire la forteresse d'Azov et Taganrog. La Russie se trouve désormais condamnée à rester dans sa position continentale, et rejetée vers ses ambitions en mer Baltique.

Cette introduction montre que Pierre le Grand voulait avant tout disposer d'une flotte, c'était même son rêve d'enfant. Sa tentative a débouché sur une catastrophe et sur un demi-siècle d'abandon de toute progression vers le Sud. La revanche sera l'œuvre de Catherine II, qui paraissait pourtant bien éloignée des projets du Tsar.

Trois éléments expliquent pourquoi Catherine II reprit à son compte les projets de Pierre le Grand. Premier élément, elle était une princesse allemande, autrement dit une princesse européenne, et pour elle, il allait de soi que la Russie faisait partie de l'Europe. Dans la période où la jeune Catherine II monte sur le trône, le concert européen est dominé par trois grands souverains dont le roi Louis XV qui est, certainement, le vrai maître de la politique européenne. Deuxième élément, pour lui, il n'est pas question de permettre à la Russie d'avancer vers la Méditerranée, mais plus encore il n'est pas question de lui permettre de pénétrer en Europe. Les acquis de Pierre le Grand, la « fenêtre » ouverte en mer Baltique sont considérés comme le maximum tolérable. Louis XV considère que la Russie devrait regarder vers l'intérieur et non vers l'Europe. Il n'y a, dans sa pensée, pas de place pour la Russie en Europe, elle doit être le champ d'action de quelques souverains qui y décident de tout depuis la disparition de Pierre le Grand : le roi de Prusse, l'empereur d'Autriche et le sultan ottoman. Tous considèrent que la Russie est étrangère à l'Europe.

[190]

⁶⁴ Notons qu'avant ce conflit, il y eut la victoire de Pierre le Grand sur Charles XII à Poltava facilitée par le fait que le sultan a renoncé à intervenir en raison des pressions que le tsar exerça sur lui.

La première ambition de Catherine fut de s'imposer à l'Europe. Elle était une amoureuse de la France. Francophone remarquable, disciple des philosophes, son modèle européen était le modèle culturel et politique français, le modèle de puissance française. Or ce modèle de puissance française suppose l'intégration de la Russie dans le concert européen, mais aussi une puissance navale et la présence en Méditerranée. C'est cela l'ambition de Catherine II. Troisième élément, elle se veut l'héritière de Pierre le Grand, c'est son mode de légitimation : mais elle se sent surtout engagée dans un rêve de puissance à l'image de la France qu'elle révère par-dessus tout. L'ennui est que le roi de France, Louis XV, n'a pour elle qu'antipathie : qu'il considère que la Russie n'est pas un pays européen et que sa souveraine est tout à fait étrangère à l'Europe : il fera d'ailleurs tout ce qu'il pourra pour éliminer la jeune impératrice du trône.

L'histoire de l'avancée russe vers la Méditerranée dans ce qui fut le siècle méditerranéen de la Russie est, avant tout l'histoire de la rivalité franco-russe, et, nous touchons aussi ici à des problèmes contemporains. Pour la France, la carte dont elle dispose pour barrer la route de la Méditerranée à la Russie est celle de l'Empire ottoman hostile aux ambitions russe et décidé à les prévenir d'abord là où la Russie va progresser pour marquer sa vocation européenne, c'est-à-dire en Pologne.

Deux ans après qu'elle fut montée sur le trône, Catherine II installa dans ce pays un souverain à sa dévotion, Stanislas Auguste Poniatowski. Elle tenait que la Pologne était dans la zone d'influence russe. Or, lorsque Pierre le Grand avait signé le Traité du Prout avec l'Empire ottoman, une clause engageait les deux pays à ne pas se mêler des affaires polonaises. Fort opportunément, Choiseul, ministre du roi de France, se souvint de cette clause, la rappela au Sultan lui suggérant qu'il lui appartenait d'arrêter la Russie dans sa progression européenne. C'est l'origine de la première guerre turco-russe qui va commencer en 1768.

Ainsi poussé par la France, le Sultan pensa que la Russie n'avait pas les moyens de l'affronter. Nul n' imagine alors qu'elle a acquis une puissance navale, ni qu'elle ait une puissance militaire terrestre. De surcroît, la jeune souveraine n'inspire pas un grand respect au Sultan

qui l'imagine soumise à de multiples influences, plus préoccupée de ses amours que de politique. À la stupeur de l'Empire ottoman et de la France les troupes russes volent de victoire en victoire, ce qui va modifier [191] radicalement dans cette première guerre, les rapports de force dans le concert européen.

Les défaites turques commencent dès 1768. Elles sont d'emblée sérieuses mais elles atteindront un sommet ⁶⁵ en 1770 lorsque Catherine II, plaça à la tête de la flotte Alexis Orlov, un homme sans expérience navale, mais l'un des hommes qui l'ont portée au pouvoir. Sous sa direction la flotte russe défait la flotte ottomane à Chio et la détruit complètement dans la rade de Tchesmé le 6 juillet 1870.

C'est une date historique fondamentale, aussi importante d'une certaine façon que celle de la bataille de Lépante, car l'équilibre européen en a été définitivement transformé. Premièrement, toute l'Europe découvre - et hors d'Europe le choc est grand aussi - que la Russie est devenue une puissance navale, ce qu'elle n'a jamais été jusqu'alors, et qu'elle est entrée dans le concert des grandes puissances. Deuxième constat, en battant les Turcs dans la rade de Chio, la Russie a révélé sa puissance aux peuples des Balkans et éveillé le sentiment d'indépendance des Grecs. Là aussi, un certain statu quo des rapports de force en est bousculé. Puissance navale, puissance victorieuse, puissance qui menace de mettre à genoux l'Empire ottoman, la Russie s'affirme dès ce moment l'égale des deux grandes puissances navales et méditerranéennes qui dominent l'Europe : la France et la Grande-Bretagne.

Cette transformation d'un ordre international jalousement surveillé par la France, Louis XV ne l'acceptera pas, et il va s'efforcer d'encourager l'Empire ottoman à résister à toutes les exigences russes. La guerre reprend en 1772. Des négociations ont été ouvertes puis arrêtées de 1772 à 1774, sous une véritable tutelle et une campagne de pressions de la France qui ne put cependant se porter militairement au secours de cet État si utile à sa diplomatie. Elle essaiera, toutefois,

⁶⁵ Pour rappel, la Russie n'avait pas de tradition navale en dehors de Pierre le Grand. Elle était d'une extrême faiblesse.

de le secourir par des moyens diplomatiques ⁶⁶. La guerre reprise aboutit [192] à de nouvelles défaites considérables de l'Empire ottoman, et à l'agitation dans les Balkans désirée cette fois par Catherine. La conséquence en fut que lorsque la paix sera signée en 1774, à Fokchany, elle sera beaucoup plus coûteuse aux Ottomans ⁶⁷ qu'elle ne l'eût été deux ans auparavant, et cela malgré toutes les démarches françaises tendant à apaiser Catherine II.

Un immense changement résultait de cette paix. La Russie obtint, en premier lieu, la liberté de navigation dans la mer Noire et au-delà, donc éventuellement la possibilité d'accéder à la Méditerranée, ainsi que le statut de nation la plus favorisée pour ses commerçants. Elle obtint surtout la reconnaissance internationale de son statut européen, ce qu'elle avait cherché depuis le règne des Romanov. Et c'était une jeune femme en apparence peu expérimentée - mais elle l'était beaucoup plus qu'on ne le pensait - qui le gagna, ce statut. Le traité qui fut signé à Keitchük-Kainardji après les négociations de Fokchany en juillet 1774 entérina ces formidables conquêtes que la France dut accepter. C'était la revanche sur la défaite du Prout de Pierre le Grand. Ce que Pierre le Grand avait dû alors abandonner, Catherine le reconquit, et bien au-delà.

Louis XV mourut alors et sa mort débarrassa Catherine II d'un farouche adversaire. Il fut remplacé par Louis XVI qui était féru d'histoire et de géographie, profondément cultivé et doté d'une vision géopolitique. Il constata l'état des choses et nourrit l'espoir qu'à reconnaître le nouveau statut de puissance méditerranéenne de la Russie, à abandonner le jeu turc au bénéfice d'une politique ouverte à la Russie, cette dernière renoncerait, en échange, à nourrir de nouvelles ambitions. Il espérait que cela modifierait le système d'alliance russe fon-

⁶⁶ Des moyens étonnants sont d'ailleurs mis dans la balance : Diderot, en Russie à ce moment-là, est chargé d'expliquer à Catherine II que si elle n'adopte pas une position plus douce à l'égard de l'Empire ottoman, lui, le pauvre Diderot, sera enfermé à la Bastille à son retour en France. Catherine II, qui aimait beaucoup Diderot, lui sourit et dit : « Eh bien, tant pis ! Moi, j'ai battu les Turcs et vous supporterez la Bastille », et le pauvre Diderot fut obligé de retourner en France avec cette réponse. C'est dire à quel point l'affaire était capitale pour Louis XV.

⁶⁷ Ce que la Russie obtient va bien au-delà de toutes les espérances de Catherine II.

dé sur la Prusse - le fameux système du Nord - et favoriserait un système européen où la Russie serait un allié utile pour la France.

Cet espoir sera relativement vite démenti. Ayant réglé un certain nombre de problèmes intérieurs en 1774, remis de l'ordre après la révolte de Pougatchev, Catherine II n'arrêta pas là ses ambitions et rêva, six ans plus tard, en 1780, à ce que l'on appelle le « projet grec » ⁶⁸, [193] c'est-à-dire à la conquête de Constantinople et à la création, sur les bords de la mer Noire, d'un État appelé la Dacie, formé de débris de l'Empire ottoman et placé sous l'autorité d'un souverain de la dynastie des Romanov ⁶⁹. Elle fut encouragée dans cette rêverie par celui qui occupait la première place dans sa vie à ce moment-là, Potemkine un homme surprenant et un véritable conquérant. Évidemment, la déconvenue de Louis XVI fut grande. La France opéra alors un revirement politique et appuya à nouveau l'Empire ottoman pour essayer de barrer la route à la Russie. Cette politique conduira à la seconde guerre russo-turque de 1787. Dans l'intervalle, Catherine II s'était convaincue que la prise de Constantinople relevait de l'utopie mais qu'en revanche, on pouvait en approcher, ce qui revient à dire s'emparer et annexer définitivement la Crimée, grand sujet de l'Empire ottoman, État tampon qui limitait les ambitions russes.

Une partie notable du règne de Catherine II sera occupée par l'organisation de la présence russe en Crimée. Pendant six ans, gênée par la France qui le lui demandait avec insistance, la Russie se comporta de façon modeste en Crimée y ménageant des gouvernements indépendants, mais son ambition finale était de prendre pied définitivement et totalement sur les bords de la mer Noire grâce à sa présence en Crimée. En 1783, l'annexion était un fait acquis. L'Empire ottoman ne pouvait protester. Commence alors l'équipée au Caucase qui aboutira, en 1801, à l'annexion de la Géorgie.

⁶⁸ Le projet grec anime depuis longtemps ce grand pays orthodoxe qu'est la Russie. C'est au fond l'idée de la troisième Rome, c'est-à-dire la certitude qu'il lui appartient non seulement moralement de se substituer à Byzance mais également d'assurer la revanche de Byzance.

⁶⁹ Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si elle a fait baptiser ses deux premiers petits-fils Alexandre et Constantin.

Le Caucase, c'est la route de la Perse, et éventuellement la route des Indes. On voit se préciser alors les deux directions de l'action politique et militaire russe, au grand dam de l'adversaire français en premier lieu, mais aussi des Ottomans. Fort inquiets de l'équipée caucasienne qui, d'une certaine façon, pèse sur eux, ces derniers présentent en vain des ultimatums à la Russie, exigeant qu'elle se retire de Crimée et admette que la mer Noire n'est pas son domaine. Ceci se passa en 1787 et, une fois de plus, les Ottomans sont encouragés par la diplomatie française qui les assure de son soutien.

L'Empire ottoman est alors d'autant plus exaspéré que l'année précédente, en 1786, Catherine II avait accompli une prodigieuse expédition qui la conduisit de sa capitale sur les bords de la mer Noire. Elle avait invité une nombreuse compagnie : des ambassadeurs étrangers [194] présents à Saint-Petersbourg, le prince de Ligne, qui correspondait avec toute l'Europe cultivée et relatait le voyage, et maints représentants de la grande société européenne. Durant quatre mois, toute l'Europe cultivée eut les récits des splendeurs de l'empire russe et de sa présence sur les bords de la mer Noire, en face de l'Empire ottoman. Ce fut aussi une entreprise de propagande absolument extraordinaire dont le seul équivalent sera l'épopée égyptienne de Bonaparte quelques années plus tard. Le sultan ottoman se plaignit d'ailleurs à l'ambassadeur français de ce que Constantinople soit à portée des canons russes, ce à quoi Catherine répondra aimablement : « Mais Monsieur l'ambassadeur, nos positions sur les bords de la mer Noire sont à portée des canons ottomans. Par conséquent, nous sommes à égalité. Il faut nous supporter ! ». La guerre russo-turque de 1787 en sera la conséquence.

Cette guerre a commencé dans des conditions très difficiles pour la Russie. En 1787, la France s'exaspère devant les ambitions russes, et le seul allié que possède la Russie est l'Autriche où règne Joseph II, un souverain faible, incertain, incapable de soutenir Catherine. L'impératrice sait qu'il fuira à l'heure du danger. De plus, la France joue alors une nouvelle carte. Si elle pousse l'Empire ottoman à s'opposer à la Russie, elle fait aussi ouvrir un second front contre elle en incitant les Suédois à une guerre qui, dans un premier temps, mettra la Russie en péril. N'oublions pas que la capitale que Pierre le

Grand avait édifée, Saint-Pétersbourg, est à portée des canons suédois. À un moment donné, au cours de cette année 1787, il semble que la Russie soit sur le point d'être vaincue.

Ce qui va la sauver, ce sont trois facteurs. D'abord, en 1790, le fait que le roi de Suède, homme raisonnable, pense que l'ours russe peut tout de même être dangereux : il a suffisamment montré sa force face à l'Empire ottoman pour qu'il soit prudent de le ménager. Ceci l'incite à faire la paix et à renoncer définitivement aux postures conflictuelles.

Le deuxième facteur est la révolution française qui va arrêter pour un temps toute la politique étrangère. Repliée sur ses propres affaires, la France est incapable d'agir à l'extérieur et sort du concert des nations. L'Empire ottoman n'a plus d'allié contre la Russie.

Le troisième facteur est la Grande-Bretagne. Jusqu'alors, ce pays s'inquiétait aussi des ambitions méditerranéennes russes et d'une marche possible vers l'océan Indien. Toutefois, William Pitt, longtemps hostile à la Russie, dut changer de politique sous l'influence des [195] grands marchands anglais qui, au nom de leurs intérêts commerciaux, lui reprochèrent de soutenir un pays barbare, l'Empire ottoman, contre un pays européen, chrétien, civilisé. Pour ces marchands, le commerce avec un pays puissant tel que la Russie et le commerce en direction de la mer Noire et de l'Asie centrale, par la voie russe, était d'un intérêt bien supérieur au soutien de l'Empire ottoman ⁷⁰.

Pitt entendit les marchands. Ce formidable revirement britannique qui se produisit en 1791 débarrasse tout d'un coup la Russie de tous ses adversaires. C'est la première fois que les ambitions russes sont défendues à l'intérieur d'un pays. Cela permet à Catherine de sortir triomphalement de cette guerre. La paix, signée à Yassy en 1791, laisse une fois de plus l'Empire ottoman à genoux mais confirme à la Russie tous les avantages qu'elle avait acquis au traité de Keïtchük-Kainardji notamment, et une reconnaissance internationale de son statut de puissance. Elle accède aux mers vers lesquelles elle avait toujours ambitionné d'aller : la mer Noire mais aussi la mer Égée, car la

⁷⁰ Pour les négociants anglais, il valait mieux que la Russie soit en Méditerranée comme eux plutôt qu'eux se trouvent exclus du commerce avec la Russie.

Méditerranée orientale où les orthodoxes sont nombreux, est de nouveau l'ambition de la Russie. C'est là le pilier de sa présence en Méditerranée.

Ces triomphes se situent malheureusement, pour la Russie, à la période où Catherine II est déjà âgée, du moins selon les critères de l'époque. Sa disparition va laisser son pays aux mains de son fils, Paul Ier, dont l'inconstance et l'inconsistance de la politique conduiront à affaiblir ce statut conquis par sa mère.

Paul Ier va régner cinq ans : de la mort de sa mère, en 1796, à 1801, lorsqu'il sera assassiné. C'est un personnage étrange. Sa mère lui laisse un héritage superbe mais il a d'autres ambitions. D'abord, par haine de sa mère, il conduira la même politique par d'autres moyens.

Celui qu'il imagine pour marquer sa présence en Méditerranée, c'est l'ordre de Malte. Il est voulu grand maître de l'Ordre. Dans un premier temps, il s'exaspère de la prise de Malte par Bonaparte et, du même coup, se tourne vers les Turcs, s'allie à eux contre Bonaparte. Alliance surprenante, contraire aux intérêts russes, elle a peu de chance de durer. Elle durera d'autant moins que ce souverain, instable [196] mentalement, après avoir haï Napoléon un bref moment, est ensuite fasciné par lui, ce qui le conduit à opter pour un renversement d'alliance extrêmement rapide, qui sera aidé par le génie politique de Bonaparte. Celui-ci a très bien compris comment manipuler Paul Ier et tirer avantage de ses fougues. Il lui promet la reconnaissance de son statut de grand maître de l'Ordre de Malte, l'île de Malte étant occupée au demeurant par les Anglais que nul n'a évidemment consulté sur ce sujet.

Cette politique ne pouvant déboucher sur le réel, Paul remplace un instant ce projet et celui de sa mère qu'il soumet à Bonaparte. Son propos : « Nous nous partageons le monde. La Méditerranée orientale à la Russie et, à vous, la Méditerranée occidentale - et, ensemble, nous prenons la route des Indes pour en déloger les Anglais ». Ce complot franco-russe auquel Paul seul accorde quelque crédit n'a aucun avenir et aboutit à l'affaiblissement de l'influence et de la présence russe dans toute la région.

Pour restaurer son influence, le pouvoir russe s'efforcera de jouer la carte des chrétiens orthodoxes de l'Empire ottoman dont il prétendra assurer la protection. Cette politique conduisit à la guerre de Crimée qui de 1854 à 1856 opposa une fois encore Russie et Turquie, cette dernière, soutenue comme elle l'avait été maintes fois par la Grande-Bretagne et la France. Le traité de Paris, qui en 1856 consacra la défaite russe, fit perdre à la Russie les acquis de Catherine II, le protectorat sur les chrétiens orthodoxes, l'obligation d'accepter la neutralisation de la mer Noire, la possibilité de progresser dans les Balkans. La Méditerranée n'était plus qu'un rêve.

C'est la sagesse d'Alexandre III, soucieux d'éviter une nouvelle guerre, qui conduit le tsar à multiplier les efforts en Bulgarie pour assurer une présence incontestée en mer Noire : et à lier des liens étroits avec la France qui en 1893 deviennent alliance ⁷¹. Alexandre III développera la flotte de la mer Noire et concentrera ses efforts sur Sébastopol. Mais comme le note un observateur de ce règne, « la flotte [197] est prisonnière en mer Noire ». Nulle possibilité d'aller au-delà. La Méditerranée sera pour longtemps fermée à la Russie.

Qu'est-ce qui a changé au XXe siècle avec la Révolution russe ? Un mythe est né, celui de la révolution qui avance partout, et surtout en Méditerranée.

Le deuxième congrès du Komintern (1920) et, celui qui le suit, le congrès de « l'émancipation des peuples opprimés » qui se tient quelques mois plus tard en août 1920 à Bakou, proclament non seulement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes mais le devoir des peuples dominés de se soulever contre leur dominateur. Cela apparaît et sera interprété comme une tentative de création d'un empire des dominés dont le chef de file serait l'État communiste naissant. Des efforts sont faits entre 1920 et 1924 en direction de l'Algérie, de l'Afrique du Nord... Tout le monde méditerranéen est appelé au soulèvement.

⁷¹ L'alliance franco-russe sera, pour la France, la grande alliance de salut contre la montée en puissance des ambitions de l'Empire allemand mais elle ne traduit aucune ambition russe particulière. La Russie est tournée vers ses intérêts dans les Balkans, vers une puissance plus continentale, plus orthodoxe, que la présence dans ces régions plus éloignées.

Cette ambition révolutionnaire mondiale ne dure que peu de temps. Elle dura dans l'esprit de Lénine l'espace de quelques mois, jusqu'en septembre 1920, et dans la pratique politique des Soviets et du Komin-tern, jusqu'en 1924. Le rêve d'une révolution mondiale accélérée par la révolte des opprimés qui se rangeraient derrière la bannière soviétique fut brisé très tôt par la défaite des troupes russes en Pologne. Lorsqu'elles arrivent devant Varsovie pour soulever le prolétariat polonais, et au-delà allemand, les prolétaires tirent sur les prolétaires soviétiques, considérant que ce sont des Russes. Le drapeau rouge ne les inspire pas, ce qui compte pour les Polonais, prolétaires ou non, c'est le salut de la nation.

Ce fut un grand choc pour Lénine. C'est le signal du repli vers la stratégie que l'on attribue à Staline mais qui est l'œuvre fondatrice de Lénine : face au danger des mouvements nationaux, le socialisme dans un seul pays, autrement dit la défense de l'espace russe révolutionnaire dans ses frontières. La crainte de ce danger est telle que le choix des bolcheviques sera dès lors de privilégier les liens d'État à État et de ne pas encourager les mouvements nationaux.

Jusqu'en 1945, le successeur de Lénine, Staline, conduisit une politique extraordinairement prudente qui excluait complètement l'État soviétique de la région où ce pays avait nourri de si grandes ambitions un siècle et demi auparavant.

Les choses auraient pu changer, en 1945, avec la victoire soviétique. Et même en 1939. Au moment du pacte germano-soviétique, [198] Hitler qui voulait dominer l'Europe essaya de pousser Staline vers le Moyen-Orient lui proposant un marché : « L'URSS au Moyen-Orient, l'Allemagne dans l'Est et le Centre de l'Europe » : il lui ouvrait ainsi les portes du Moyen-Orient et de la Méditerranée. Or Staline refusa. Tout le rêve méditerranéen et moyen-oriental est alors étranger à son esprit et les « mers chaudes » lui sont étrangères. Sa seule ambition est de renforcer la position continentale de la Russie, sa présence au centre de l'Europe dans les pays d'Europe centrale et orientale. Il repousse les offres de Hitler et revient encore à cette ambition continentale en 1944-1945 à l'heure de la victoire, lorsqu'une possibilité de progrès en Méditerranée s'ouvre avec la révolution qui commence en Grèce. Si l'Union soviétique l'avait voulu, elle eut encouragé

cette révolution et assuré sa présence en Méditerranée orientale. Mais le choix de Staline fut tout autre. Il ne voulait pas aller trop loin, la révolution grecque n'entraînait pas dans ses calculs car elle aurait compromis ses ambitions au cœur de l'Europe qu'il défendit âprement à la conférence de Yalta. On constate ici la volonté absolue de préserver une position continentale.

Aujourd'hui l'évolution de la vie internationale prolonge cette question. Un grand débat européen se développe autour de l'adhésion de la Turquie à l'Europe et non de la Russie. La Turquie et éventuellement l'Ukraine. La Russie certes ne demande pas à entrer dans l'Union européenne pour des raisons évidentes : un pays aussi important ne peut pas se plier aux exigences des acquis européens et accepter de disposer d'une voix analogue à celles d'États moyens ou petits de l'Europe. Cela ne correspond pas aux ambitions de la Russie d'aujourd'hui même si elle n'est plus la puissante Union soviétique.

Le problème de l'adhésion de la Turquie conduit à une question épineuse que l'on pose en Europe. Si la Turquie touche aux frontières de la Syrie, de l'Irak... comme on se plaît à répéter en Europe, elle est surtout limitrophe du monde turcophone qui est aux frontières de la Russie. Il s'agit ici des anciennes possessions de la Russie : l'Asie centrale, le Caucase puisque l'Azerbaïdjan est aussi turcophone, c'est-à-dire l'espace et les peuples avec lesquels la Russie a vécu pendant deux siècles et qu'elle a émancipés en 1992 mais qu'elle ne se résout pas complètement à oublier. L'adhésion de la Turquie à l'Europe n'ouvrirait-elle pas à la Russie certaines possibilités d'action en Europe mais aussi en Méditerranée par l'intermédiaire de la turcophonie ? Les États de cette région sont actuellement des états tampons entre Russie et [199] Turquie mais le monde turcophone est aussi présent à l'intérieur de la Russie à travers ce que l'on appelle les Sujets de la Fédération russe, sujets russes tels les Tatars et les Bashkirs.

Ainsi la question de l'adhésion de la Turquie à l'Europe implique que l'on s'interroge non sur la question : faut-il ou non prendre la Russie ou l'Ukraine, mais sur le rapport de la Russie avec l'univers méditerranéen qui pourrait trouver au-delà de la Turquie sa place non seulement comme partenaire mais comme partie de l'Europe. Cela introduirait peut-être - et cela explique l'intérêt avec lequel les observateurs rus-

ses observent le débat européen sur la Turquie en Europe - un élément servant de lien entre l'univers russe toujours en coquetterie avec la Méditerranée et la Méditerranée qui rejoindrait l'Europe.

Nous sommes à un moment où la situation est imprécise. La Russie sans devenir membre de l'Union européenne pourrait, grâce à elle, s'avancer peut-être vers la Méditerranée par des intermédiaires, les membres de l'univers turcophone qu'on oublie totalement dans le débat avec la Turquie. Il est bon de rappeler ici, en conclusion, qu'en 1992, quand le système soviétique s'est disloqué, Mme Schiller, qui était Premier ministre turc à l'époque, a eu l'ambition de lier l'espace turcophone frontalier de la Russie à la Turquie pour faire progresser un monde turcophone. Cela n'a pas abouti pour des raisons économiques, projet non coûteux pour la Turquie, mais pour la Russie, cela fut un moment d'intense inquiétude. Aujourd'hui, la perspective que ce monde turcophone devient un lien entre elle et l'Europe méditerranéenne est peut-être un moment d'espérance.

Fin du texte